This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

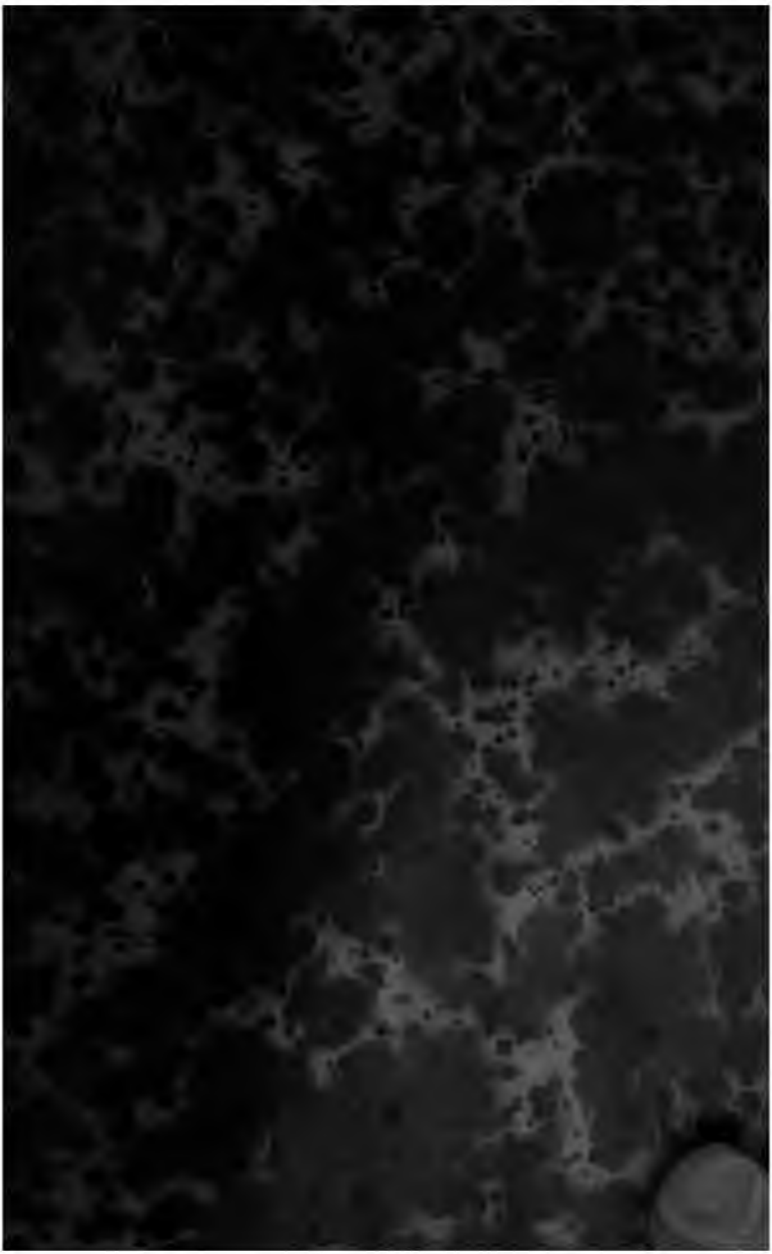
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

UC-NRLF
*B 181 752

VERSITY OF CALIFORNIA.
GIFT OF
F. L. A. PIOCHE.
1871.
e No. 17261 Shelf No. 117



DEUX

EMPEREURS

(1870-1871)

Déposé au vœu de la loi.

ALBERT WOLFF

DEUX
EMPEREURS

(1870-1871)

BIBLIOTHÈQUE
DE
F. L. & C. Pioche
SAN FRANCISCO

BRUXELLES
A.-N. LEBÈGUE ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS,
46, RUE DE LA MADELEINE

1871

DC255
W6

AU LECTEUR.

Le but de ce livre n'est pas d'accabler d'injures posthumes un empereur déchu, et moins encore de tresser des couronnes au nouvel empereur d'Allemagne, mais bien de rechercher et d'exposer les causes qui ont amené la catastrophe à laquelle nous venons d'assister.

L'auteur de ces pages s'estime mieux placé que bien d'autres pour juger avec une entière impartialité les événements que nous avons vécu depuis neuf mois. Allemand de naissance,

Français par une collaboration de treize années à la presse parisienne, connaissant les deux peuples, leurs qualités et leurs défauts, j'ai pensé que je pourrais, dans mon humble sphère, contribuer à faire connaître la vérité et à départir à chacun sa part de responsabilité dans la guerre la plus acharnée, la plus sanglante, la plus atroce que l'histoire ait enregistrée.

La situation que m'a faite cette guerre est la plus cruelle qu'on puisse imaginer. Jusqu'alors j'avais vécu de l'hospitalité parisienne, et, en échange de la sympathie du public français, je lui avais voué une reconnaissance que ses malheurs n'ont pas amoindrie un seul instant. Mais, d'autre part, je n'avais pas le droit de renier ouvertement mon pays natal, au moment où Napoléon lui déclara la guerre et où je le crus menacé d'un danger sérieux. Je ne pense pas qu'en des circonstances si graves, un homme d'honneur ait le droit de s'associer, fût-ce par reconnaissance, à l'ennemi de son pays natal quand, en son âme et conscience, il condamne ses desseins. Pour moi, cet ennemi

fut l'empereur Napoléon, qui, dans un but purement dynastique et, par ce fait, odieusement égoïste, entraîna le peuple français dans une guerre froidement méditée, entreprise pour un prétexte frivole et conduite avec une ineptie dont l'histoire a déjà fait justice.

Rivé au peuple allemand par le sang, à la nation française par une gratitude qui survivra même aux injustices, il ne me restait à prendre qu'un seul parti : celui d'assister de loin à la lutte, dont je ne prévoyais point l'issue, mais dont l'acharnement ne pouvait être douteux pour quiconque connaissait l'esprit public dans les deux pays.

A quelque point de vue que j'envisageasse cette guerre, je ne voyais que désastres et malheurs pour les peuples. Victorieux, Napoléon devait rajeunir sa dynastie dans le sang des soldats et consacrer à jamais le triomphe de l'injustice. Vaincu, l'empire français devait s'écrouler, en même temps que l'Allemagne, éloignée de son développement pacifique et

libéral, devait consolider le règne du militarisme triomphant.

Sachant l'esprit du peuple allemand, son organisation militaire, dont je n'ai jamais caché la redoutable force à mes amis de la presse parisienne, il m'était facile de prévoir que la promenade guerrière, rêvée par Napoléon, se tournerait en une effroyable catastrophe européenne, conjurée, d'un *cœur léger*, par un ministère que sa complaisance rendit complice d'un attentat odieux contre la sécurité des peuples.

Mon devoir était tout tracé. A cette heure suprême, je n'avais pas plus le droit d'agir contre mon pays natal que de me tourner contre la nation à qui je dois le peu que je suis. D'autres Allemands, qui n'ont reçu de la France qu'un morceau de pain en échange de leur labeur, pouvaient rentrer chez eux et repasser la frontière avec un fusil sur l'épaule ; mais le signataire de ce livre ne se trouvait point dans ces conditions normales. La France ne m'avait pas seulement donné du pain en échange de mon labeur comme à un ouvrier du faubourg Saint-

Antoine; elle m'avait permis de penser chez elle, d'écrire chez elle, de vivre de sa vie et de son esprit, d'étudier ses mœurs et de les critiquer avec une entière indépendance. Je ne fus jamais un étranger pour le lecteur français, mais un ami; je vécus dans son intimité; et exploiter, à son détriment, les expériences que j'avais pu faire, grâce à ses sympathies, eût été de ma part un acte d'inqualifiable ingratitude.

Voilà pourquoi, dès le début de cette guerre, résolu à garder une attitude passive, je me suis retiré en pays neutre, sans pour cela renoncer au droit de dire ma pensée le jour où j'en aurais reconquis la liberté. C'est ce que j'essayerai de faire dans les pages qu'on va lire, sans souci de froisser la douleur des uns ou l'enthousiasme des autres. Afin de rester dans la plus stricte impartialité, je n'ai qu'à m'inspirer de l'état des esprits dans le pays libre où j'écris ce livre et dont les sympathies ne se sont pas égarées un instant pendant l'impitoyable guerre dont nous avons été les témoins anxieux.

En effet, dans ce carnage international, il y a

deux périodes bien distinctes : la première, où les peuples allemands, menacés dans leur repos par une fantaisie bonapartiste, combattent pour leur indépendance; l'autre, où la nation victorieuse pousse la guerre contre le vaincu jusqu'à l'extermination pour des motifs militaires dont notre conscience bourgeoise ne reconnaît pas toujours la nécessité.

Mais si, d'une part, j'ai la ferme résolution de ne pas me prosterner devant ceux qui tiennent désormais dans leurs mains les destinées de l'Allemagne, d'autre part, je rougirais de flatter les passions du peuple français quand elles me semblent basées sur l'ignorance et l'injustice. Ni le vaincu, ni le triomphateur ne doivent compter sur une complaisance coupable, mon seul désir étant de faire connaître la vérité telle qu'elle est gravée dans ma conscience.

Bruxelles, mars 1871.

ALBERT WOLFF.

I

Que de fois, pendant la durée de cette guerre, n'ai-je pas évoqué le souvenir de cette fameuse revue de 1867, qui réunit, à Longchamps, deux empereurs et un roi, échangeant des poignées de main et souriant au peuple, accouru pour voir l'armée française défiler devant deux souverains étrangers.

Cette fois encore, le soleil d'Austerlitz, qu'une puérile superstition a mis au ciel du second empire dans toutes ses phases heureuses, luisait su-

perbe et magnifique. A travers le bois de Boulogne, une foule curieuse se ruait sur le terrain des courses, où se massaient des soldats de toutes armes choisis parmi les meilleurs de l'armée. .

En contemplant ce groupe d'officiers, échelonnés devant les tribunes, à la tête desquels figuraient trois souverains, en apparence étroitement liés, on pouvait un instant s'abandonner au doux rêve de voir la paix définitivement établie par l'entente cordiale des trois plus puissants monarques de l'Europe ; et cependant, à cette douce joie se mêlait un pressentiment sinistre. Ces trois souverains, se disait-on, jouent à cheval une scène des *Faux Bonshommes*, de Barrière : deux d'entre eux seulement sont unis par des intérêts communs et par une solide amitié ; le troisième, l'amphitryon, ne peut être, pour ses invités, qu'un parvenu dont on redoute la force, mais que les deux plus belles incarnations du droit divin ne peuvent qu'exécrer au fond de leur âme.

Pour ces majestés divines, l'empereur Napo-

léon n'était, malgré les sourires officiels, qu'un de ces hommes puissants qu'on ménage pour les ressources dont il dispose, avec qui l'on craint de se brouiller et que l'on hait sous des dehors amicaux. Le czar était monté sur le trône dans des circonstances douloureuses pour son pays, circonstances provoquées par celui qui, à l'heure présente, faisait défiler ses soldats. Cette armée, cet état-major et son empereur devaient forcément rouvrir les blessures mal cicatrisées de la fierté russe. Peut-être bien, tout en complimentant Napoléon sur l'excellente tenue de sa garde, calculait-il, au fond de son âme, les chances d'une revanche directe ou indirecte. Toujours est-il que le souvenir de la guerre de Crimée, des malheurs de ses armes, de la mort de son père miné par le chagrin, devait éveiller de sourdes colères, dissimulées sous des allures courtoises, dans l'âme de l'empereur de Russie.

L'autre était le roi de Prusse, Guillaume I^er^, vieillard toujours robuste, type du soldat prussien, droit sur son cheval comme un jeune

homme et dont l'allure *bon enfant* captiva un instant les sympathies populaires. On ne se figurait pas ainsi le vainqueur de Sadowa ; ce vieillard s'imposa littéralement aux badauds parisiens moins par son attitude martiale que par sa vigueur surprenante chez un homme de son âge ; il était ce qu'on appelle vulgairement un beau cavalier ; et, à côté de lui, son fils, dans tout l'éclat de l'âge d'homme, grand comme lui, solide comme lui, faisait une impression agréable. En présence de ce spectacle militaire, le plus beau qu'on ait vu jamais à Paris, le peuple parisien, si facile à subir le prestige de l'uniforme, la fascination des tambours et de la musique, oublia pour un instant ses griefs contre le vainqueur de l'Autriche. Quelques jours avant cette fameuse revue, le peuple des faubourgs s'était promis d'entacher l'hospitalité française en sifflant son hôte prussien ; ce jour-là il le regardait sinon avec tendresse, du moins avec une certaine sympathie. Sans se rendre bien exactement compte de ses impressions, il subissait, à cette heure, l'entraînement général

vers la paix que la vue des trois souverains, si fraternellement unis en apparence, avait propagé parmi les masses.

Le roi de Prusse souriait comme l'empereur de Russie, et cependant, lui aussi, ne pouvait pas s'enivrer de ce spectacle militaire au point d'oublier le passé, le présent et l'avenir. Ces magnifiques soldats, qui défilaient devant lui, durent forcément faire naître d'amères appréhensions dans son esprit; il les savait dévoués à la dynastie de l'amphitryon, dont le nom seul rappelait au vieux roi ses plus cruels souvenirs de jeunesse : l'écrasement de sa patrie, à Iéna, l'humiliation de sa mère par Napoléon Ier. Il savait encore l'impopularité du nom prussien depuis Sadowa, l'irritation de l'esprit militaire en France depuis l'expédition du Mexique, le tempérament chevaleresque du peuple français, prompt à s'enflammer quand on lui parle de gloire et de patrie ; il n'ignorait pas davantage la déconsidération où l'Empire était tombé depuis la campagne mexicaine, et si Guillaume, absorbé par le défilé des régiments, ne se disait pas que

de toutes ces circonstances naîtrait un danger infaillible, certes, son premier ministre, perdu dans le groupe d'officiers d'état-major, interrogeait déjà l'avenir et calculait les chances d'une lutte plus ou moins prochaine. Dans ce groupe de souverains, de diplomates et de généraux qui semblaient unis par la plus tendre amitié, régnaient donc, en réalité, le malaise et la défiance.

Pour l'observateur, si disposé qu'il fût à voir dans la réunion de ces monarques un gage certain de la paix universelle, la guerre se dressait déjà menaçante à l'horizon; l'esprit attristé par les plus amères appréhensions, il vit, pour ainsi dire, planer la mort rayonnante au-dessus de cette assemblée dorée, chamarrée, confite en sourires, où tout était faux, les démonstrations amicales, l'expansion des visages, l'insouciance des souverains et l'enthousiasme de bien des régiments.

Pas plus que ses hôtes, l'empereur Napoléon ne put, en cette journée mémorable, se payer d'illusions. Lui aussi se disait que, de cette armée

qui l'acclamait, le dévouement et la sincérité commençaient à disparaître. Les officiers français, jaloux du renom militaire, n'assistèrent pas sans de secrets chagrins à l'agrandissement de la puissance voisine, en même temps que la gloire du drapeau français subit un premier revers dans l'évacuation hâtive du Mexique, sur un ordre impérieux des États-Unis. L'armée, ne formant pas, comme en d'autres pays, une caste spéciale vivant loin du peuple, mais bien un élément national vivant en un dangereux contact avec l'esprit populaire, fut déjà, à cette époque, entraînée vers l'indiscipline par des théories où le soldat puisa le mépris du souverain et le dédain de ses chefs. Napoléon sentait encore que, si l'aveugle dévouement des beaux jours avait déjà disparu des rangs de son armée, la désaffection du peuple, présent à cette revue, avait atteint des proportions inquiétantes pour sa dynastie; et, tandis qu'il souriait au roi de Prusse, qui lui répondait par des sourires non moins gracieux, l'empereur des Français se disait probablement tout bas que, pour reconquérir la fidélité de

cette armée et pour apaiser l'irritation de ce peuple, il ne lui resterait, à un moment donné, qu'à faire la guerre à son excellent ami le roi de Prusse.

Quant à M. de Bismark, malgré son casque de cuirassier, il ne fut jamais assez soldat pour oublier un seul instant d'autres et de plus graves préoccupations. Très-certainement, souriant comme les autres, sa pensée était loin de ce spectacle pacifique. Pénétré de l'irritation croissante que l'agrandissement de la Prusse entretenait en France, prévoyant à la fois que l'Empire français ne pouvait se maintenir que par la guerre et que l'Empire d'Allemagne, dont il rêvait la reconstitution pour son royal maître, ne pouvait surgir que des champs de bataille, M. de Bismark devait calculer déjà les dangers qui lui viendraient de l'armée française aussi bien que le secours qu'il pouvait espérer de la désaffection de la nation.

Quelques jours après, il y eut à l'ambassade de Prusse un grand bal officiel. Cette fois encore l'harmonie la plus cordiale sembla régner entre

Napoléon III et Guillaume Ier. Dans les salons se pressait une foule dont l'enthousiasme tenait du délire. On ne voulait plus douter d'une paix cimentée par un quadrille impérial. Le défunt comte de Goltz voltigeait comme un papillon entre les deux souverains ; il avait l'air de dire à ses invités :

— Regardez cet empereur et ce roi ; admirez leur amitié. Tout cela est mon œuvre.

Au fond, il n'en pensait pas un mot.

Dans le beau jardin de l'ambassade, par une nuit magnifique, allait et venait la fleur des élégances et des illustrations parisiennes, autour d'une tente où le premier ministre du roi de Prusse, M. de Bismark en personne, le véritable héros de la fête, trônait entre un tonneau de bière de Vienne et une boîte d'excellents cigares, offrant une chope à celui-ci, un havane à celui-là, captivant tout le monde par son abandon et sa gaîté d'étudiant allemand. Jamais on ne vit tant de sourires gracieux échangés, en une nuit. Les grandes dames, déjà rayonnantes par leur beauté ou leurs toilettes, semblaient illuminées

par un rayon céleste de la paix universelle. Au moindre mot de M. de Bismark, les cavaliers riaient à faire craquer leur pantalon collant sur toutes les coutures, tandis que les échos de l'orchestre, parvenant dans le jardin à travers la nuit, semblaient une musique divine destinée à fêter l'ère de la paix et de la concorde.

Mensonges et illusions se promenaient bras dessus bras dessous, dans les salons éclairés aussi bien que dans les discrètes allées du jardin. Toute cette assemblée se mentait à elle-même, se berçait de chimères, et chacun essayait de convaincre son voisin, quoiqu'en son âme et conscience il fût convaincu du contraire. Ces souverains, ces diplomates, ces généraux, cette foule chamarrée de grands cordons et de diamants, n'avaient au fond qu'une seule et unique préoccupation : la guerre pour demain, la semaine prochaine, dans un an, mais la guerre, fatale, certaine, inévitable.

Pour prévenir cette guerre, il eût fallu plus qu'un miracle, une de ces catastrophes que l'on ne peut pas prévoir et qui bouleversent un

monde. Autrement elle pouvait être différée, ajournée, mais évitée jamais. La situation que le roi de Prusse avait acquise en Allemagne par les événements de 1866 n'était point encore consolidée : la Bavière demeurait rebelle à l'influence prussienne; le Wurtemberg ne cessait pas d'être récalcitrant; les fournisseurs de la cour de Hanovre avaient conservé le dévouement à leur roi détrôné; le duché de Nassau était encore agité par une sourde opposition; la diplomatie n'avait point effacé le ressentiment et les deuils de la guerre contre l'Autriche. L'œuvre de M. de Bismark n'en était encore qu'à son début; une faiblesse pouvait tout détruire; le char de l'État prussien ne pouvait s'écarter de la route tracée par le ministre, sans s'embourber dans les ornières de la vieille Allemagne. L'Empereur était là pour surveiller la Prusse, pour épier ses moindres mouvements, envieux de prendre sur le tard une revanche de Sadowa, afin de reconquérir les sympathies de son armée et de conjurer l'antipathie populaire.

Il était évident qu'entre deux peuples, gouvernés par des souverains dont l'un avait grandi par la guerre et dont l'autre ne pouvait se maintenir que par le succès, la lutte éclaterait terrible, formidable, au moment où l'Europe s'y attendrait le moins. Chacun était convaincu que la moindre complication politique pourrait être le signal du carnage; on disait le roi de Prusse, qui fit une première fois des concessions à la susceptibilité française dans l'affaire du Luxembourg, très-résolu désormais à ne pas se laisser déborder par les exigences de Napoléon; on savait que l'Empereur guettait le moment opportun pour se réhabiliter dans l'esprit des citoyens et dans le cœur des soldats français.

Les deux peuples, également défiants, s'observaient. Les Français, dont la fibre guerrière est si chatouilleuse, humiliés dans leur fierté par l'affaire du Mexique et les revers diplomatiques des Tuileries, très-jaloux de leur influence européenne, se familiarisèrent avec l'idée d'une guerre contre la Prusse. Le commerce et

l'industrie souffraient du malaise général. Au fond, les gens réfléchis ne désiraient point une collision, mais on la voyait venir quand même, et l'on se disait qu'il vaudrait mieux en finir tout de suite avec cette situation impossible, et qu'en somme les éternelles menaces d'une guerre prochaine étaient plus ruineuses que la guerre elle-même.

Quant aux peuples allemands, ils considéraient la lutte avec la nation voisine comme une effroyable calamité. L'opinion publique, la presse, le pays tout entier acclamèrent M. de Bismark, qui, seul, empêcha le conflit lors de l'affaire du Luxembourg, et cette explosion d'enthousiasme pacifique convainquit le chancelier de la confédération du Nord, que toute provocation directe adressée à la France rencontrerait le désaveu de la nation, mais que, le jour où cette guerre éclaterait du fait de Napoléon, la haine de ce nom exécré en Allemagne s'enflammerait de nouveau et réunirait, depuis les Alpes jusqu'à la Baltique, toutes les populations pour la défense de l'unité allemande.

II

Cependant, on pouvait espérer encore que ce choc épouvantable serait conjuré par la sagesse des souverains. On put s'abandonner à cette illusion après le dernier plébiscite. De l'urne électorale, la dynastie était sortie triomphante; M. de Bismark se reposait à Varzin; le général de Moltke vivait retiré dans sa terre; le roi de Prusse, en villégiature à Ems, faisait les honneurs à l'empereur de Russie. A voir ces deux souverains assis devant le café du Kursaal,

humant l'air du printemps comme de bons bourgeois, causant avec les dames, souriant aux promeneurs, applaudissant le soir les opérettes d'Offenbach, on était bien loin de penser que, quelques semaines plus tard, l'Europe serait en feu. Le fils du czar jouait à la roulette; son père parcourait les environs à cheval, suivi d'un seul domestique, mais entouré d'agents de police de tous les pays, français, allemands, anglais, américains, les plus fins limiers des polices européennes ayant été requis pour surveiller les réfugiés polonais qui auraient eu la dangereuse tentation de s'approcher du czar et de continuer Berezowski.

Autour des deux souverains se formait, à toute heure de la journée, un cercle de curieux, avides de voir une majesté sourire, donner une poignée de main ou fumer une cigarette. De ces deux monarques, le roi de Prusse paraissait être le plus jeune; l'empereur Alexandre, âgé de quarante ans environ, semblait l'aîné de ce vieillard de soixante-treize ans, son oncle. Son teint était d'un jaune maladif, le regard de

ses grands yeux atones trahissait à la fois l'inquiétude du malade et la vague appréhension d'un souverain en butte aux revolvers de tous les Berezowski de la vieille Pologne. Enfin on pouvait le croire à mille lieues de la politique, et nul ne se doutait qu'il était en train de conclure avec son oncle ce fameux traité secret qui garantissait à la Prusse la neutralité sympathique et, au besoin, le concours de la Russie.

La candidature du prince de Hohenzollern surgit tout à coup et mit le feu, comme une étincelle, à la traînée de poudre que la méfiance et l'irritation avaient depuis longtemps semée entre Paris et Berlin. Quoique le prince ne fît nullement partie de la famille royale de Prusse, le ressentiment français, tenu constamment en éveil par les hommes les plus dévoués au gouvernement, y vit une provocation et une menace. La France, souffrant de sa propre décadence en même temps que de l'ascendant toujours en progrès du gouvernement prussien, poussa d'abord un cri de surprise, puis un cri de rage; la fierté française, si facilement irritable, cette

fierté innée dans le cœur de tous, se redressa; non que l'on détestât outre mesure les races germaniques, mais parce qu'on était las d'être gouvernés par un homme qui, après avoir compromis l'armée au Mexique, s'était, en 1866, laissé jouer par M. de Bismark, et qui, disait-on, n'avait rien fait, au début, pour empêcher de se produire cette candidature funeste à l'influence nationale.

En somme, il n'y avait dans cette irritation rien qui fût en désaccord avec un patriotisme honorable et les sentiments d'un peuple jaloux de sa situation, préoccupé de son avenir. Il ne tenait qu'au gouvernement impérial de l'apaiser et de la réduire à ses légitimes proportions. Mais, au contraire, il surexcita toutes les ardeurs par la déclaration de M. de Gramont qui, dès la première heure, rendit la guerre inévitable. Un odieux mensonge, adroitement répandu par ceux qui désiraient cette guerre, affirmait que l'ambassadeur de France, en réponse à ses justes récriminations, venait d'être insulté par le roi; et devant cet affront infligé au

représentant du pays, la fierté nationale outragée se dressa menaçante.

De la candidature, il n'en fut plus question qu'à titre d'incident secondaire; on ne vit plus que l'insulte faite à l'ambassadeur; le vieux sang français bouillonna; un frémissement de colère parcourut le pays. Le gouvernement de l'Empereur, désirant la guerre, n'avait qu'un mot à dire pour apaiser les esprits; une déclaration de M. Benedetti, démentant la prétendue insulte, jointe au retrait de la candidature du prince de Hohenzollern, pouvait encore conjurer la catastrophe.M. Benedetti se tut, et ses aveux tardifs ne le laveront pas de la honte d'avoir, de complicité avec l'Empereur, mis en scène le drame sanglant qui vient de se jouer sous nos yeux.

Il faut s'être trouvé à Paris à cette heure solennelle pour comprendre les manifestations belliqueuses adroitement soutenues par des agents du gouvernement; il faut avoir assisté au prologue de la guerre pour mesurer toute l'infamie de son auteur responsable; il faut connaître le peuple français, sa susceptibilité en fait de point

d'honneur, pour excuser l'emportement d'où naquirent tous ses désastres. Pour cette population, légère il est vrai, mais cette fois profondément convaincuè de son droit, il ne s'agissait plus ni de Sadowa, ni de M. de Bismark, mais de la nation insultée par le roi de Prusse à Ems, insulte qu'il fallait laver dans le sang. Notre devoir à nous, qui avons vu les causes se produire, est de dégager la population parisienne du reproche de complicité qu'on lui a jeté à la face, à l'heure où, accablée des malheurs de la patrie, elle commençait à entrevoir la vérité tout entière.

Oui, sans doute, une grande partie du peuple parisien fit chorus, avec la populace et les agents de la police impériale, pour acclamer la guerre. Mais ce ne fut point la guerre pour la guerre qu'on acclama, ce fut la perspective d'une réparation obtenue par les armes de l'outrage subi par M. Benedetti. Le Français est ainsi fait, quand on l'insulte, il se bat; il croyait avoir reçu un soufflet et il demandait une épée pour se venger. Tels sont les véritables motifs qui, de la paix la plus profonde, jetèrent le peuple

à la remorque de l'Empire sur les champs de bataille. Celui qui écrit ces pages s'accuse publiquement d'avoir eu la naïveté de croire un instant à ce grief chimérique. J'avais entendu le fait de la bouche de mes meilleurs amis. J'avais vu couler des larmes de rage et de honte. Qui pouvait croire qu'un gouvernement fût assez lâche, assez méprisable, pour entraîner une nation à la guerre par le mensonge et l'infamie? Devant cette prétendue insulte faite à l'ambassadeur de France, moi, Allemand, je n'avais qu'à courber le front. Alors que le débordement de la haine populaire m'attristait au delà de toute croyance, il me fallut l'excuser. Je prévoyais un grand malheur, mais je jugeais la catastrophe inévitable. Les protestations de l'aide de camp du roi de Prusse commençaient cependant à dissiper les ténèbres; mais M. Benedetti se taisait, et d'ailleurs il était trop tard : la guerre était déclarée. Le gouvernement impérial avait atteint son but : les canons roulant sur les boulevards, les régiments en tenue de campagne défilant dans les rues, les tambours, les clai-

rons, les chants patriotiques avaient égaré toutes les têtes.

Le sang devait couler à torrents !

Aujourd'hui que la vérité commence à se dégager des ténèbres et que l'impitoyable histoire a fait justice de ces odieuses machinations si fécondes en désastres, quand on envisage les causes et les effets, on se sent pris d'une douloureuse tristesse, d'une haine profonde, et la plume éprouve un effroyable dégoût à parler de tant de félonies !

Tandis que Paris était en ébullition, la consternation régnait à Berlin. Le Prussien n'est ni bruyant ni expansif : il ne s'enivra pas encore à la pensée de futures victoires ; il ne dédaigna point le formidable adversaire qui s'apprêtait à se ruer sur l'Allemagne avec ses soldats d'Afrique, ses zouaves et ses turcos. Tout d'abord on ne voulut pas croire à cet abominable conflit ; les pères de famille, faisant partie de la landwehr, furent frappés de stupeur. On s'abordait dans les rues, se demandant s'il était bien possible que, du jour au lendemain, on

serait précipité de la paix la plus profonde dans une guerre effroyable. La ruine apparut menaçante aux yeux de tous ; des groupes silencieux stationnaient à tous les coins des rues, devant le palais du roi, attendant avec anxiété la confirmation de la sinistre nouvelle qui sema l'épouvante dans tous les cœurs.

Guillaume revint d'Ems ; à la gare l'attendait le prince royal, qui se jeta dans les bras de son père, ému jusqu'aux larmes ; tous deux sentaient que le sort de la patrie dépendait dorénavant des hasards de la guerre. Le peuple, accouru pour voir le roi, fut frappé de sa résignation, et ce ne fut qu'à l'aspect de ce vieillard, en qui résidait le salut commun, que pour la première fois on comprit toute l'étendue du danger et que la volonté de se défendre à outrance fit éclater les premiers symptômes des élans patriotiques qui devaient se produire partout quand la guerre fut officiellement déclarée.

III

On ne peut pas parler de cette lamentable guerre sans revenir constamment à la campagne de 1866, qui en fut le prologue. L'histoire des négociations secrètes qui ont précédé la rencontre entre la Prusse et l'Autriche est encore noyée dans un clair obscur. Cependant, en pesant les causes et les effets, les affirmations et les dénégations, on parvient à dégager la vérité des ténèbres. Le ressentiment français reprocha à la Prusse de s'être joué du gouvernement impérial,

en un mot, d'avoir manqué à des engagements contractés à Biarritz. N'ayant jamais vécu dans la familiarité des dieux, il me serait difficile d'affirmer ou de nier ce fait, mais toujours est-il que les Prussiens accusent Napoléon d'avoir été le complice de l'Autriche. La vérité est peut-être que l'Empereur fut, dans toute cette affaire, le confident des deux cabinets et qu'il les encouragea tous les deux, espérant ainsi s'annexer le Rhin, quoi qu'il arrivât.

Bien certainement, Napoléon pensait que la Prusse, battue par l'Autriche, se réfugierait sous l'aile de l'aigle impérial, et que l'Autriche, vaincue dans la lutte, implorerait sa protection. A l'Autriche victorieuse, il comptait offrir la Silésie conquise par Frédéric le Grand, en échange du Rhin, qu'il réclamerait à titre de courtage. A la Prusse triomphante, le même Napoléon ne disputerait point le Hanovre, ni la Hesse-Électorale, ni le duché de Nassau, à la condition toutefois qu'elle lui céderait, en bonne voisine, le Rhin et les bassins houillers de la Saar.

De quelque côté que l'impérial rêveur envi-

sageât la question, il pensait y trouver honneur et profit pour lui. Il était comme ces joueurs qui cherchent des martingales et font sauter la banque trois fois par jour tant qu'ils ne jouent que des haricots, mais à qui il manque toujours, au moment décisif, deux pièces de cent sous pour gagner cent mille francs.

Afin d'attendre en toute sécurité les événements, il était indispensable d'avoir une armée de trois cent mille hommes, prête à entrer en campagne au premier signal, et le Mexique avait dévoré les ressources militaires de la France comme le serpent boa dévore un lapin vivant. En raisonnant un peu, l'Empereur fût aisément arrivé à cette conclusionque, quoi qu'il arrivât, il était destiné fatalement à se faire bafouer par le vainqueur. Victorieuse en Bohême, la Prusse ne pouvait livrer le Rhin sans perdre sur l'heure toute influence en Allemagne; vaincue, elle eût préféré un arrangement direct avec l'Autriche à l'intervention d'un Bonaparte, dont le nom seul rappelait à l'Allemagne l'époque d'un douloureux asservissement. Il fallait donc em-

pêcher la guerre de 1866 ou se résigner aux conséquences sans arrière-pensée de coup d'État sur le Rhin.

Jusqu'alors l'Allemagne avait observé vis-à-vis de la nation française une attitude sympathique : elle avait sans le moindre sentiment d'envie assisté aux guerres du deuxième Empire ; l'annexion de Nice et de la Savoie après la campagne d'Italie ne provoqua même pas un murmure au delà du Rhin ; enfin nulle part la politique française n'avait rencontré la moindre résistance dans les pays allemands.

Peut-être, en bien réfléchissant, arrivera-t-on à se convaincre qu'au cas où l'Allemagne aurait guetté l'occasion de faire la guerre à la France, cette occasion aurait été toute trouvée après Sadowa, alors que la question du Luxembourg surgit tout à coup et menaça la paix de l'Europe. En ce moment, la Prusse avait sous les armes une armée enivrée par de rapides succès, tandis que l'Empire, par suite de la glorieuse expédition du Mexique, n'eût pas pu lui opposer une armée régulière de cent mille hom-

mes. Mais l'Allemagne, si grisée qu'elle fût par l'odeur de la poudre, ne glissa pas cette fois sur la pente fatale du succès. M. de Bismark fit une opposition énergique à M. de Moltke qui, lui, ne demandait qu'à mettre à exécution ses plans de campagne accumulés dans les tiroirs, et la France put se retirer de l'affaire du Luxembourg avec l'orgueilleuse conviction qu'il lui avait suffi de parler pour arrêter d'abord l'armée prussienne devant Vienne et pour lui faire évacuer ensuite le Luxembourg.

Mais l'Empereur, qui déjà prévoyait le moment où, pour raffermir sa dynastie ébranlée, il lui faudrait quand même tenter l'aventure de la guerre, se complut dans la pensée que la nation, ignorante de ses agissements avec M. de Bismark, confondrait la déconvenue personnelle de la politique impériale avec l'honneur national. Quand on a vécu en France et vu les choses de près, il faut avouer que l'Empereur réussit admirablement à entraîner les masses, tandis que la partie éclairée de la population souffrait moins des succès militaires obtenus par la Prusse

que de la pensée d'être gouvernée par un vieillard dont, à son avis, M. de Bismark s'était agréablement joué.

Cependant on pouvait espérer que le temps rendrait le calme aux esprits surexcités; il ne tenait qu'au gouvernement impérial qu'il en fût ainsi. Mais, beaucoup moins préoccupé de l'avenir de la France que de sa dynastie, l'Empereur, au lieu de faire œuvre de pacification, s'ingénia par tous les moyens à stimuler la fièvre de la bataille et l'amour de la gloire militaire. Harcelé par l'opposition du pays, sentant son pouvoir s'écrouler, ne voyant pas sans terreur les doctrines révolutionnaires pénétrer dans l'armée, Napoléon III caressait la campagne d'Allemagne comme un particulier fait du billet de mille francs qu'il a mis de côté pour les mauvais jours.

On verra plus loin comment la candidature du prince de Hohenzollern ne fut que la suite de l'exécrable politique que l'Empire poursuivit en Espagne; mais, enfin, cette candidature, qui éclata comme une bombe, fut retirée au premier

avertissement. Un souverain aimant son pays se fût contenté de cet hommage rendu à la puissance française, hommage que le *Constitutionnel,* sous la signature de M. Piel-Ollivier, appela un *Sadowa pacifique.*

Il ne pouvait donc être question en ce moment d'une humiliation du peuple français. Il n'y avait absolument d'abaissé en France que le souverain, qui, depuis dix ans, n'avait cessé de marcher de faute en faute. Le plébiscite, en constatant la désaffection d'une partie de l'armée, prouva au dernier Bonaparte toute l'étendue du danger que courait la dynastie, et il crut qu'une excellente occasion lui était offerte pour remplumer les aigles impériales, atteintes d'une phthisie galopante.

Vaincu sur les champs de bataille, il ne faisait que hâter un dénouement prévu, fatal; mais victorieux, ramenant à lui l'armée et la bourgeoisie par la gloire militaire, il redevenait infailliblement et pour de longs jours le maître du peuple français. Pour cet homme à la conscience élastique, la partie valait bien la peine

d'être jouée. L'enjeu était la France! Napoléon n'hésita pas!

On ne peut même pas, pour atténuer ce crime, affirmer que l'empereur était animé par un sentiment national. Dans cette hypothèse, rien n'eût été plus facile que d'associer le pays tout entier à son entreprise. Il n'avait, pour créer une force redoutable, qu'à armer, équiper et faire instruire la garde mobile. Mais, si hébété qu'il fût, encore savait-il que le peuple français, avant de voler à la frontière, profiterait d'abord de son armement pour liquider son vieux compte avec l'empire. Plutôt que d'armer la nation et d'exposer sa chère dynastie à un danger, Napoléon essayait de surprendre la Prusse; et voilà comment il entreprit avec trois cent mille hommes une lutte contre un adversaire qui, au premier signal, pouvait échelonner le long de ses frontières un million de soldats. Il comptait, pour le succès de son entreprise, sur la Bavière, sur le Danemark, le Hanovre, le Nassau, enfin sur tout le monde, excepté sur le concours du peuple français, si intéressé pourtant à dé-

fendre son territoire. La garde nationale n'avait que de vieux fusils à piston ; la mobile manœuvrait avec des gaules; partout le désarroi : pas de biscuits, pas de munitions ; des généraux courant à la recherche de leur division ; des bataillons errant au hasard à la piste de l'état-major invisible !

Mais qu'importait tout cela à l'Empereur? Il lui fallait frapper un grand coup ! Avouer à la France la pénurie d'hommes et de matériel où elle se trouvait, après tant de millions engloutis par le ministère de la guerre, c'était conjurer contre la dynastie la juste indignation de la nation ! Mieux valait donc risquer le tout pour le tout.

L'impérial étourdi joua sa dynastie contre la France !

Oui, il faut le dire, afin que le mépris public ne se détourne pas du vrai coupable, la sécurité des frontières françaises n'était point si menacée qu'il fallût entreprendre cette guerre, ainsi que l'empereur le fit accroire pour excuser son coup d'État. Ce que rêvait M. de Bismark,

je l'ignore, n'ayant jamais été dans le secret des dieux prussiens; mais le peuple allemand reçut la nouvelle de la guerre comme un coup en pleine poitrine, et, sans désirer la lutte, il s'y résigna.

Une seule puissance pouvait encore à cette heure conjurer la catastrophe européenne : l'Angleterre, et elle ne le fit point. Elle pensait, sans doute, qu'après l'immortelle campagne contre Théodoros, elle n'avait plus rien à faire pour sa gloire; il ne lui déplaisait point de voir deux grandes puissances continentales s'égorger à son profit; elle s'imaginait qu'après quelques batailles, qui auraient épuisé les deux nations belligérantes, elle pourrait intervenir comme toujours et recueillir le bénéfice d'avoir rétabli la paix; elle rêvait encore ce rôle de médiateur hypocrite qu'elle avait tenu jusqu'alors avec un certain succès. Mais son méprisable gouvernement devait récolter le fruit de tant d'ignominies en perdant à la fois l'estime des deux peuples.

Victorieuse, l'Allemagne repoussa dédaigneu-

sement les hommes d'Etat anglais, assez entichés de leur importance pour oser, sur le tard, se mettre à la tête d'un mouvement pacifique; ils étaient comme ces amis qui n'apparaissent qu'à l'heure du convoi, afin que leur nom soit publié par les journaux. Méprisée de la France, cette même Angleterre n'a point racheté, par l'envoi de quelques boisseaux de pommes de terre, les souffrances que sa neutralité imposa à un peuple bon et courageux! Aussi, si quelque chose pouvait nous consoler de l'horrible boucherie à laquelle nous venons d'assister, ce serait bien la pensée que les coupables épiciers d'outre-Manche y ont perdu leur influence et la considération de l'univers.

IV

Pour expliquer le mouvement national qui unit toutes les races germaniques sous le commandement de Guillaume Ier, on n'a qu'à se représenter le rôle que la Prusse a joué depuis cinquante ans en Allemagne; on trouvera le secret de son développement moins dans l'ambition de la dynastie que dans l'ineptie des petites souverainetés allemandes. Il faut remonter au premier empire pour suivre pas à pas l'influence prussienne dans sa marche toujours

ascendante. Nous ne nous arrêterons point aux incidents de second ordre qui nous entraîneraient au delà des limites assignées à ce livre, écrit au courant de la plume, et dont la prétention n'est point d'induire le lecteur en des études historiques étrangères à la guerre de 1870.

A l'époque où le premier Napoléon entreprit l'écrasement de l'Allemagne, la vieille Germanie était, dans son ensemble, une agglomération d'États antédiluviens où des princes du plus pur droit divin régnaient dans les ténèbres. Les victoires rapides, et toujours renouvelées, des armées impériales, ne furent pas uniquement l'œuvre d'un grand capitaine, mais bien encore du travail préparatoire de la révolution française, qui conquit les esprits avant de conquérir les territoires.

Pour les peuples germaniques, l'apparition de Napoléon en Allemagne symbolisa l'affranchissement d'un joug odieux, l'écroulement d'un monde démodé, le prologue d'une ère nouvelle. En somme, le premier empereur

représentait un principe révolutionnaire, inconnu de l'autre côté du Rhin. On n'eut qu'à comparer ce souverain, sorti du néant, avec les principicules imbéciles de l'Allemagne pour mesurer l'abîme qui séparait l'un des autres. La vieille Germanie était plongée dans de telles ténèbres que l'homme qui représentait la réaction en France put encore lui apparaître comme le génie de l'émancipation. On ne vit, on ne voulut voir en lui que l'homme envoyé par la Providence pour en finir une bonne fois avec les souverains niais ou idiots dont on pâtissait sur tous les coins du territoire. En somme, Napoléon apportait à ces peuples un code, en tête duquel l'égalité des citoyens devant la loi se trouvait inscrite comme un droit nouveau. On le vit entouré d'hommes sortis presque tous des rangs les plus obscurs du peuple et qui avaient grandi par leur propre mérite. Jusqu'alors les peuples allemands n'avaient connu de la révolution française que les pages sanglantes, faites pour les en détourner plutôt que pour les attirer vers elle. Mais quand, avec Napoléon, elle

vit s'introduire le principe de l'égalité des citoyens consacré par la loi ; quand elle vit cet empereur entouré, non de grotesques dont le seul mérite était d'être nés sur les marches d'un trône, mais de généraux qui devaient leur position au mérite et non à la faveur ; quand elle le vit d'une main puissante étrangler l'antique droit divin et ses servitudes, l'Allemagne tout entière, pleine d'admiration pour le principe que représentait cet homme, fut pénétrée d'une sympathie profonde pour le peuple d'où était sorti un monde nouveau.

Une seule race résista à l'entraînement général : la vieille race prussienne proprement dite, race laborieuse, fidèle, réfléchie, très-pénétrée de sa supériorité, que la gloire de Frédéric le Grand avait à jamais rivée à la dynastie régnante, et dont le dévouement au trône égalait la fidélité du chien que son maître cingle de coups de cravache ; race vigoureuse, saine, ambitieuse, douée d'une énergie surprenante, qui survécut à tous les désastres de la patrie ; d'une ténacité à reconquérir son indépendance que

rien ne put ébranler ni amoindrir, et qui fit que, sept ans après l'écrasement d'Iéna, la Prusse put marcher à la tête des peuples que les guerres incessantes de l'Empire avaient unis contre Napoléon Ier.

Cependant, pour entraîner les autres races germaniques à cette guerre d'extermination, il fallut lui donner un caractère libéral. On l'appela la guerre sainte de l'indépendance; et en même temps qu'elle allait débarrasser les nations d'un incorrigible conquérant, elle devait définitivement et à jamais unir les peuples dans une communion de libertés.

La France écrasée, Napoléon à l'île d'Elbe, puis à Sainte-Hélène, la Prusse arrondie, quoique séparée en deux tronçons par le Hanovre et le duché de Brunswick, il advint que la liberté demeura une chimère. Les anciennes provinces se contentèrent de la gloire d'avoir consolidé le trône du royal maître qu'ils tenaient de la Providence. Mais dans les provinces rhénanes et dans les autres pays allemands, après les premiers enivrements de la paix,

commençait à gronder une sourde agitation.

Comme fiche de consolation et pour les rattacher graduellement à la dynastie, on laissa cependant aux provinces rhénanes le Code Napoléon et quelques autres prérogatives; mais la haine du nom prussien défiait toutes ces caresses.

C'est alors que commença la prussification des provinces acquises. On leur envoya, pour y répandre le principe de la soumission aux idées prussiennes, des fonctionnaires des vieilles provinces, choisis avec soin parmi les plus dévoués et les plus serviles : ils enveloppèrent peu à peu les provinces annexées de cette trame écrasante qui s'appelle l'administration prussienne. Commandants de corps, préfets de police, employés subalternes, tous, jusqu'aux sergents de ville, venaient de la vieille Prusse. Les provinces rhénanes frissonnèrent sous cette douche d'eau glacée qui leur arrivait du Nord, mais leur résistance, toute passive, il est vrai, ne céda pas un instant.

En même temps qu'en Prusse, éclatèrent, sur

d'autres points de l'Allemagne, les signes d'un mécontentement général. La jeune génération, représentée surtout par des corporations d'étudiants, demanda bien haut l'unité de la patrie libre promise, en 1813, par les souverains aux abois. Vous pensez bien de quelle façon on reçut les justes réclamations de ces *démagogues*.

Les poursuites, les condamnations, la prison, rien ne put arrêter ce mouvement. L'abîme qui séparait la Prusse du reste de l'Allemagne, et surtout des provinces rhénanes, paraissait ne jamais devoir être comblé. La révolution de 1830, en restituant à la France ses libertés politiques, vint encore augmenter ce dissentiment. En 1840, les provinces rhénanes n'étaient point prussifiées, c'est-à-dire qu'on ne leur avait pas encore inculqué l'humble résignation qui sied au sujet prussien. Les soldats, dont les casques n'étaient pas inventés, demeuraient presque des étrangers pour nous. D'un ami tombé au sort, on disait d'un ton où la pitié se mêlait au dédain :

« *Un tel est allé parmi les Prussiens !* »

L'armée, c'étaient les Prussiens ! L'administration, c'étaient les Prussiens ! Le mot prussien signifiait un être d'une espèce toute particulière, fait de roideur, d'orgueil, d'outrecuidance et de misère. Nous autres gamins, nous les considérions comme des créatures inférieures. Nos professeurs avaient beau nous parler de la gloire de la dynastie, nous n'en continuions pas moins d'accabler « ces Prussiens » de nos lazzis. Le régiment qui, drapeaux déployés et musique en tête, passait dans la rue, n'était point l'objet de notre admiration ; au nez et à la barbe du colonel, nous fredonnions des couplets ironiques, inventés par quelque poëte populaire. Nous *blaguions* leur uniforme, leur exercice, cette tenue roide, si admirablement décrite par Henri Heine, leurs officiers, leur obéissance, leur dénuement. On les appelait des *meurt de faim ;* on n'aurait jamais cru, je le répète, que l'abîme qui séparait la bourgeoisie de l'armée pût être jamais comblé.

Et cependant il le fut.

Comment ? C'est que les Prussiens, si dé-

daignés, disons le mot, si exécrés, apportaient aux provinces nouvelles non-seulement la discipline et la subordination, mais encore l'ordre et l'économie qui sont le secret de leur prospérité et de leur force. Tout d'abord, leurs allures hautaines les éloignèrent du peuple : les Prussiens n'ont pas le don d'être aimables ; la nature, qui les a doués d'une santé robuste et d'une incomparable énergie, leur a refusé totalement la grâce personnelle qui charme les esprits et captive les cœurs. Mais peu à peu l'on s'y fit ; l'opinion publique subit un revirement en leur faveur ; ces fonctionnaires prussiens de la vieille Prusse rachetaient tous leurs défauts par une qualité suprême, l'honnêteté administrative ; pas un sou ne se gaspillait inutilement ; on plaisantait leur mesquinerie, mais on admirait leur ordre. Dans aucun État allemand on n'avait vu jusqu'alors une administration fonctionner avec un tel ensemble et une telle précision ; par toute l'Allemagne on cita les administrateurs prussiens comme des modèles ; tous les pays s'inspirèrent de leur système d'ordre et d'économie. Le gouverne-

ment prussien prit encore l'initiative de l'instruction obligatoire, dont les esprits sages reconnurent bientôt la haute utilité. Ses universités étaient les meilleures ; on s'efforça d'attirer à Berlin les savants des petits États, de faire de la capitale le centre de la pensée allemande, et de lutter aussi sur ce terrain contre quelques autres souverains dont le seul prestige fut de s'entourer d'hommes illustres; bref, sauf les libertés politiques, qui demeurèrent à l'état de mythe, la Prusse s'efforça de s'imposer à l'Allemagne par le mouvement des esprits autant que par ses forces militaires.

Les provinces rhénanes, qui passèrent longtemps et à juste titre pour le foyer des antipathies prussiennes, se rallièrent complétement aux Hohenzollern que jusqu'alors elles avaient *subis*. La création des chemins de fer, en donnant tout à coup un développement imprévu à l'industrie et au commerce, dut encore profiter à la dynastie; elle bénéficia de la marche toujours croissante de la prospérité marchant bras dessus bras dessous avec le contentement général. Le bour-

geois des bords du Rhin, ne consultant plus que son égoïsme et ses intérêts, se consolait peu à peu des libertés absentes, se contentant de *blaguer* les Prussiens en petit comité, pour ne pas avoir l'air d'abdiquer ses rancunes, mais se félicitant au fond de vivre sous un gouvernement qui savait maintenir l'ordre et travailler au développement du bien-être de la nation.

De temps à autre, le même bourgeois contemplait encore d'un œil mélancolique la libérale monarchie de juillet; mais les émeutes incessantes de Paris, les barricades, les coups de fusil et les attentats contre Louis-Philippe suffirent à le faire entrer dans l'obéissance au moment où il rêvait de s'en affranchir. En somme, se disait-il, mieux vaut encore avoir un peu moins de liberté et un peu plus de sécurité pour les affaires.

Chose curieuse! Cette Prusse, gouvernée par le roi Frédéric-Guillaume IV, savant plutôt que souverain, dévot, mystique; cette Prusse, où la liberté politique la plus élémentaire n'était qu'un rêve, passait encore pour le flambeau de l'Allemagne, tant était grande l'imbécillité

des autres dynasties, qui, tout en partageant ses défauts, ne possédaient aucune de ses qualités. En somme, il n'y avait qu'une puissance qui pouvait disputer aux Hohenzollern la suprématie en Allemagne; mais l'Autriche semblait avoir pris pour objectif la désaffection générale des populations. Tandis que la Prusse répandait l'instruction, l'Autriche maintint ses peuples dans une ignorance absolue; tandis que les goûts d'ordre et d'économie de l'administration prussienne relevaient peu à peu la situation financière du pays, l'Autriche, mal organisée, mal administrée, s'embourbait dans le gouffre de la dette publique, en même temps que son intolérance religieuse la rendait haïssable à tous les esprits éclairés.

Les petits Etats ne comptant pas du tout ou très-peu, l'Autriche et la Prusse restèrent seules en présence en Allemagne, et il suffisait de comparer les deux gouvernements pour se décider en faveur de celle-ci.

La maison de Habsbourg n'existait plus que par son passé, par ses relations personnelles avec

les petits princes allemands et par sa religion d'État, qui rapprochait d'elle les monarchies du sud de l'Allemagne.

La révolution de février 1848, suivie du soulèvement des populations allemandes; l'insurrection grondant à la fois à Vienne, à Berlin, partout; le duché de Bade se constituant en république et devenant le foyer de la démocratie allemande, menacèrent un instant d'engloutir les Hohenzollern avec les autres dynasties. Mais, en somme, le mouvement fut unitaire et non républicain; on demandait une patrie unie, mais la pensée de s'affranchir du souverain n'était sérieusement venue à personne. Louis Boërne dit quelque part que l'Allemand, avant de se décider s'il faut oui ou non faire mettre un bouton à sa redingote, use le vêtement tout entier. Le parlement national, convoqué à Francfort, prouva à quel point Boërne avait raison, du moins à l'époque où il écrivit ses satires sanglantes contre l'Allemagne. Le temps qu'on mit à discuter s'il fallait confier la couronne de l'empire germanique au roi de Prusse ou à l'empereur

d'Autriche suffit pour donner à la réaction le temps de se retrouver et d'écraser l'empire germanique dans son œuf.

A cette époque, l'influence prussienne s'était déjà propagée à ce point en Allemagne que le Parlement libéral de Francfort, pénétré de la conviction que sans la Prusse l'Empire allemand n'existerait jamais, offrit la couronne au roi Frédéric-Guillaume IV. Mais ce souverain vivait encore sous le coup de la révolution de Berlin. Les événements du mois de mars 1848 avaient encore augmenté sa répulsion innée pour l'élément libéral. La foule l'avait forcé de paraître au balcon du palais et de se découvrir devant les cadavres frappés par les balles de ses soldats. Pour la première fois, un Hohenzollern s'était vu contraint de saluer l'émeute triomphante; pour la première fois, un sujet avait osé parler à un Hohenzollern comme le fit l'éminent Jacoby qui cria au roi :

— Sire, le malheur des souverains est de rester sourds à la voix de la vérité !

Pour ce roi, esprit pacifique d'ailleurs, les

révolutions allemandes ne furent qu'un soulèvement sacrilége contre le droit divin ; il trouva, pour décliner la couronne impériale, offerte par les *démagogues*, une phrase prophétique qui, vingt ans après, devait se réaliser :

— L'Empire germanique ne sortira jamais d'un encrier, répondit-il à la députation, il ne peut être fondé que sur les champs de bataille !

Finalement on se contenta d'une demi-mesure. On s'en alla chercher en Autriche un brave homme, bien incapable, un de ces esprits inférieurs et inutiles, qu'on juge en affirmant qu'ils sont animés des meilleures intentions, en un mot, l'archiduc Jean, à qui l'on donna le titre ronflant d'administrateur de l'Empire, mais qui, en réalité, ne put rien administrer : car, ayant contre lui le gouvernement prussien et tous les petits princes allemands, jaloux de conserver leur trône et leur puissance, son rôle devait se borner à signer des proclamations stériles.

Les Allemands s'en allaient chantant dans les rues : « Il faut que la patrie soit plus grande

encore ! » et autres balivernes patriotiques, mais, en somme, on fit plus de bruit que de besogne, et le Parlement, l'administrateur de l'Empire et la république badoise, tout s'écroula en un clin d'œil le jour où la Prusse, opposant son armée aux beaux orateurs, se décida à rétablir l'ordre depuis Berlin jusqu'à Kehl. Dans le duché de Bade, foyer de toutes les ardeurs démocratiques, la lutte devint sanglante. Ce fut le prince de Prusse, actuellement empereur d'Allemagne, qui commanda l'armée, et sous ses ordres le prince Frédéric-Charles accomplit son premier fait d'armes en chargeant à la tête des hussards une colonne d'insurgés badois.

A vrai dire, les populations allemandes ne furent pas fâchées de voir l'ordre rétabli ; les bourgeois en avaient assez de tous ces troubles qui les ruinaient ; dans les endroits publics, ils criaient bien haut que la réaction levait la tête, et autres rengaines, mais, chez eux, ils se réjouissaient de l'ordre renaissant. Il faut bien se pénétrer de l'idée que le bourgeois est le même dans tous les pays ; qu'il parle allemand ou fran-

çais, il est conservateur d'instinct, révolutionnaire par *pose*, faisant sonner bien haut son désintéressement, mais n'écoutant au fond que ses intérêts. Il n'y a là rien qui doive nous étonner, car la nature humaine est un mélange de vanité et d'égoïsme.

Mais cette révolution allemande de 1848, si complet que fût le triomphe de la réaction, n'en laissa pas moins des traces profondes dans les esprits ; elle y sema à jamais la volonté inébranlable de fonder l'unité allemande, et c'est de cette volonté que s'inspira plus tard M. de Bismark, et dont il s'empara pour fonder l'Empire allemand au bénéfice de la Prusse.

V

On aurait tort de supposer que M. de Bismark est le seul auteur de l'unité allemande. Avant son arrivée aux affaires, un homme lui avait frayé la voie où il se lança si hardiment. Cet homme s'appelle Louis-Napoléon, et le plus chaud patriote n'eût pas travaillé plus ardemment et plus efficacement que ce Français au triomphe des Hohenzollern. A l'époque où le neveu de Napoléon surgit dans l'histoire de France, la Prusse, quelle que fût déjà son influence en

Allemagne, était loin d'avoir gagné les sympathies; il restait toujours entre elle et les autres États la question religieuse d'abord, et ensuite la crainte d'être absorbés par la plus grande force militaire de l'Allemagne, qui rendit les petits princes, souverains maîtres de leurs États, rebelles aux idées prussiennes.

A l'intérieur, la Prusse, après avoir écrasé les derniers vestiges des révolutions partielles de 1848, était à la merci d'une réaction dont l'aveuglement ne connaissait pas de bornes. Frédéric-Guillaume IV, que la tempête avait menacé d'engloutir, remit à son ministère le soin de rétablir l'autorité quand les soldats eurent balayé la révolution. Les patriotes gémissaient dans les cachots ou dans les casemates; les hommes les plus estimés de la nation étaient traités comme des malfaiteurs. Le poëte Kinkel, écrivain d'un mérite indiscutable, estimé par son caractère autant que par son talent, expiait à Spandau sa participation au mouvement révolutionnaire, et telle fut l'implacable furie de la réaction qu'elle força ce penseur, ce poëte, à faire

sa prison dans une maison centrale au milieu de voleurs et d'assassins et de tresser des chaussons de lisière, tout comme eux. La Prusse se rendit haïssable à tous les yeux par l'excès qu'elle apporta dans la répression. Entre les patriotes, entraînés par le souffle de 1848, et les plus vulgaires scélérats, elle ne faisait aucune distinction; sa férocité froide et réfléchie éloignait du gouvernement les hommes enclins à l'indulgence, et, de nouveau, les esprits éclairés regardaient la France d'un œil mélancolique et se demandaient s'il était sur le globe un pays où la réaction pût, comme en Prusse, sévir avec un tel dédain de toute idée de justice civilisée.

Les jeunes gens, loin de se laisser abattre par ces rigueurs impitoyables, restèrent fidèles à leurs principes. Quelques-uns furent des héros, comme Schurz, l'élève et l'ami du poëte Kinkel, qui, quoique condamné à mort par contumace, n'en rentra pas moins en Prusse pour délivrer son professeur, son ami et son frère en politique.

Au risque d'être reconnu et fusillé, il y revint; déguisé en joueur d'orgues, il se mit à chercher des complices et de l'argent; il trouva le tout.

Une nuit, quatre cavaliers se présentent à la prison cellulaire, et l'officier qui les commande exhibe un ordre du préfet de police de Berlin, sommant le directeur de livrer Kinkel au porteur de l'ordre pour être transféré dans une autre prison. Le poëte dormait quand on vint le prévenir. Fait à toutes les cruautés, il se résigne d'avance; il s'habille et monte dans la berline qui stationne à la porte, entourée par les quatre gendarmes, le sabre au poing; l'officier monte à côté de son prisonnier, puis, à quelque distance de la ville, il l'attire dans ses bras et l'embrasse en pleurant de joie.

Kinkel reconnaît son ami Schurz! Des relais sont préparés; on arrive à la mer, une embarcation est prête, on y monte et, après avoir conduit le poëte en Angleterre, l'héroïque jeune homme part lui-même pour la libre Amérique, renonçant à jamais à sa patrie.

Il y revint cependant un jour, et il eut même une entrevue avec M. de Bismark. Mais, cette fois, il se présenta la tête haute, bravant les condamnations, en qualité d'envoyé des États-Unis et de membre du Sénat américain.

Peut-être bien Napoléon, au moment où il déclara la guerre à la Prusse pour conquérir le Rhin, se souvint-il des sympathies françaises qu'il avait rencontrées en Allemagne au temps de son obscurité et de son exil. En effet, lors de l'avénement de Louis-Napoléon, l'Allemagne tout entière, écrasée par les féroces violences de la réaction, à la tête de laquelle marchait le gouvernement prussien, contemplait la France avec une sympathique inquiétude; elle espérait que la république fonderait la vraie liberté et forcerait ainsi les souverains germaniques à modérer leur odieux despotisme. Les peuples allemands sentaient que la peur des idées libérales, partant de la France et se répandant en Allemagne, pourrait seule arrêter les souverains dans la voie de la répression à outrance où ils embourbaient le pays, et les contraindre à re-

conquérir l'estime de la nation en lui restituant toutes ses libertés.

Le coup d'État devait anéantir ces espérances et rendre la France aussi antipathique qu'elle avait été aimée jusqu'alors. Non-seulement elle cessa d'être une espérance pour les peuples asservis, mais elle devint elle-même la proie de la terreur réactionnaire. Si impitoyables que se montrassent les autorités allemandes, elles furent distancées par l'homme de décembre. Il est vrai que les poëtes gémissaient dans les cachots, mais du moins ils s'y trouvaient en vertu de la loi, appliquée dans toute sa rigueur ; on n'avait pas encore inventé en Allemagne la guillotine sèche de Cayenne ; on n'arracha pas, pour le bon plaisir, des hommes à leur foyer, afin de faire un exemple ; si écrasé que fût le pays, auprès de la situation créée au peuple français par le coup d'État, la réaction prussienne semblait être le paradis de la liberté. L'Allemagne n'eut qu'à se comparer à la France pour se trouver relativement heureuse ; il ne lui resta plus rien à envier à sa voisine, rien à y

aimer ; on frémissait à la pensée qu'un événement politique, suscitant la guerre, pût placer une partie de la Confédération sous le sceptre de l'homme qui gouvernait la nation française. Les rôles étaient changés : des deux pays, le plus asservi, le plus écrasé devint le plus libre.

Avec l'avénement d'un Bonaparte, ce qui survivait des sympathies françaises s'éteignit subitement. Les défiances assoupies se réveillèrent ; Louis Napoléon portait un nom odieux aux races germaniques ; il leur rappelait une époque douloureuse et rouvrait d'anciennes blessures. On entrevoyait à l'horizon de nouvelles guerres, naissant de la revendication des frontières naturelles ; on vit les traités de 1815 violemment déchirés, et cette fois ce ne fut plus avec une secrète sympathie, mais avec une terreur folle, que l'on songeait à la possibilité d'être incorporés à la France sous le sceptre de Napoléon III.

Dès ce moment, il ne put plus être question de sympathies françaises sur le Rhin. Le nouvel empereur devint une menace non-seulement

pour la paix publique mais encore pour les rares libertés dont on jouissait en Allemagne. Les provinces rhénanes se cramponnèrent à la Prusse avec tout le désespoir qu'elles puisaient dans la terreur d'être gouvernées par l'auteur du coup d'Etat. On éprouva le besoin de se serrer les uns contre les autres, afin de se protéger mutuellement contre les appétits du Bonaparte. On devina que Napoléon III héritait des traditions de l'Empire en même temps que du trône de son oncle. Une commune inquiétude rapprochait les intérêts communs. Les proclamations pacifiques de l'Empereur inquiétèrent ceux qu'elles cherchaient à rassurer; on vit naître successivement la guerre avec la Russie, puis avec l'Autriche; la campagne du Mexique et l'expédition de Chine ne furent jugées que comme un intermède offert par Napoléon à l'armée. Toute l'Allemagne sentait que tôt ou tard le neveu lui ferait expier sa révolte contre l'oncle; le troupeau consterné flairait le loup; et dès lors il devint évident que la puissance allemande qui tenterait d'unir l'Allemagne contre

l'ennemi commun, par patriotisme ou même par ambition personnelle, pourrait compter sur le concours de tous.

L'Autriche ne sut pas deviner et jouer ce rôle. C'est le secret de son impopularité en Allemagne et de l'influence toujours croissante de la maison de Hohenzollern. Un homme venait de surgir en Prusse, d'une rare énergie et d'une implacable volonté. Exploitant le désir d'unité dont était animée la nation allemande, il résolut de se placer à sa tête, de réaliser son rêve, au besoin par le fer et le feu, de relever l'Allemagne déchirée à l'intérieur, amoindrie à l'extérieur, de réunir en un seul faisceau les forces éparpillées de ci de là, et de créer l'Empire germanique au bénéfice de la dynastie des Hohenzollern.

Cet homme était le baron de Bismark-Schœnhausen.

M. de Bismark apparut tout à coup. D'où sortit-il? Du néant. Il fut de tout un peu : étudiant tapageur, humble employé de la préfecture, capitaine des sauveteurs de son départe-

ment, puis enfin député au Corps législatif, et surtout gentilhomme prussien.

J'ai dit gentilhomme *prussien*, ce qui constitue une espèce toute particulière qu'il ne faut pas confondre avec l'antique hobereau, non plus qu'avec les gentilshommes démocratisés du dix-neuvième siècle. L'aristocratie prussienne est une race à part, faite d'orgueil et de modestie, de préjugés et de progrès, de sottise et d'intelgence, et qui tire à la fois vanité d'être née dans des langes à blason et de conquérir sa situation dans l'État par sa propre valeur; ayant du passé tous les préjugés de la naissance, et du présent l'ardeur de s'instruire, l'ambition de produire autre chose que des ducs, des barons ou des comtes, et de faire souche de grands seigneurs ayant un emploi : officier, conseiller de préfecture, n'importe; orgueilleux de son nom en même temps que fier de son travail; dédaignant les bourgeois, mais cherchant aussi à les dominer par la situation acquise, en un mot, une race remplie à la fois de préjugés d'un autre âge et d'appétits modernes; conservant,

dans les plus humbles positions auxquelles la condamne sa pauvreté, la conscience de la supériorité qu'elle tient de son origine aristocratique, incarnée dans le gentilhomme, hobereau jusqu'au fond de l'âme, mais hobereau intelligent, ambitieux et travailleur. S'il ne choisit pas la carrière des armes, il fait ses études universitaires, sérieusement, comme un homme qui sait qu'il n'a rien à attendre de la faveur royale s'il demeure un oisif; il ne voudrait être ni notaire, ni agent de change, ni banquier, mais il est volontiers petit conseiller de la régence, référendaire d'une cour quelconque, administrateur d'un district, enfin, en un mot, employé de l'État.

Généralement, le hobereau prussien est pauvre, ou du moins sa fortune est des plus modestes; il lui faut travailler pour se créer des ressources, et il travaille; il fréquente l'université, non pour ajouter le doctorat à ses titres, mais parce que l'étude est la base de son avenir. M. de Bismark a commencé, comme les autres, par être simple surnuméraire dans l'ad-

ministration. Ses débuts sont curieux. Au sortir de l'université, après avoir servi pendant un an comme volontaire dans un régiment de chasseurs à pied, il se présente un jour chez le président de la régence d'Aix-la-Chapelle, auquel on l'avait attaché comme secrétaire. Il attend dans l'antichambre, une heure, deux heures, trois heures; puis l'étudiant susceptible se réveille. Blessé, froissé dans son amour-propre, il s'éloigne furieux en renonçant à jamais à la carrière administrative. Il se retire dans sa modeste terre et devient gentilhomme campagnard, se marie et compte terminer ses jours dans la retraite. Dans le pays, on l'aime pour son énergie qu'il déploie dans différentes catastrophes; il se met à la tête des bourgeois, lors d'une inondation, et sauve plusieurs citoyens des flots. La révolution de 1848 arrive, et le hobereau sent bouillonner en son âme la haine profonde de la démocratie; il veut se précipiter dans la lutte; il brigue et obtient le mandat de député, se présente à la Chambre et commence son premier discours par ces mots :

« Il faut que les grandes villes disparaissent par le fer et le feu, car ce sont des foyers d'anarchie ! »

Une autre fois, répondant à un député avancé qui le met en demeure de formuler son programme politique, il dit :

« Ma politique est bien simple ; il y a la démocratie et l'armée, et il faut que l'armée fusille la démocratie ! »

Tout d'abord on accueille ces sorties par des éclats de rire, mais bientôt on s'aperçoit que derrière ce réactionnaire il y a un homme d'énergie et un véritable orateur ; il a l'ironie fine et pénétrante, et des théories qui sembleraient stupides, formulées par tant d'autres, deviennent intéressantes par la forme qu'il leur donne. En même temps qu'il combat la révolution par la parole, il lui fait une guerre acharnée par la plume dans *la Gazette de la Croix,* organe féodal de création récente. A ces violences de plume et de parole, il joint un très-grand courage personnel.

Grand amateur de bière, il se rend un jour

dans une brasserie pour prendre une chope ; on le reconnaît, et soudain des tables voisines partent des épigrammes à l'adresse du réactionnaire. Bismark ne bouge pas. Encouragée par ce silence, toute la salle se met de la partie. Des quatre coins de la brasserie, les outrages volent et s'entrecroisent ; Bismark ne sourcille point. Tout à coup, un imbécile, plus audacieux que les autres, prend une chaise, s'assied en face du député et, à voix haute, insulte la droite de la Chambre, puis le gouvernement, enfin le roi. Des éclats de rire saluent cette impertinence.

Alors Bismark se lève et s'adressant à son adversaire :

— Monsieur, lui dit-il, je vais vider mon verre, et je vous engage à me faire des excuses pendant ce temps.

La salle entière se répand en vociférations contre ce réactionnaire qui « *insulte le peuple.* » Bismark, ayant vidé son verre, regarde l'homme assis devant lui, et :

— J'attends vos excuses, dit-il d'un ton glacial.

L'autre veut répondre par une nouvelle injure, mais Bismark ne lui en laisse pas le temps; il lui casse son verre sur la figure, prend son chapeau et sort tranquillement au milieu du plus profond silence.

Tel était l'homme qui, plus tard, devait faire l'empire d'Allemagne. L'histoire de sa vie fourmille d'anecdotes de ce genre, qui témoignent de son courage froid et de son implacable énergie. Représentant du gouvernement prussien à la Diète de Francfort, il conserva dans sa carrière diplomatique les allures de l'étudiant de Heidelberg et les rudesses du gentilhomme campagnard. Un jour, faisant sa première visite à l'envoyé d'Autriche auprès de la même Diète, Bismark, froissé par le sans-gêne de son collègue qui fumait tranquillement son cigare :

— Très-bien, fit-il, où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir.

Et, ôtant son habit, puis ses bottes, il s'étend sur un divan, et ajoute :

— A présent, causons !

C'est à Francfort, au milieu des sympathies

autrichiennes, qu'il rêva, pour la première fois, l'anéantissement des Habsbourg; son orgueil souffrait de la prédilection ouvertement hostile que la bourgeoisie francfortoise témoignait à l'Autriche pour humilier les Prussiens exécrés. La haute finance n'invitait que les officiers autrichiens de la garnison mixte. Les diplomates des petites principautés voltigeaient autour de l'ambassadeur de Vienne comme des papillons autour d'une fleur. N'avaient-ils pas pour les protéger la grande Autriche et sa vaillante armée? Peu leur importait la Prusse, et son roi, et son ambassadeur!

M. de Bismark souffrait de ces dédains, mais déjà il méditait la revanche, lente, sûre et terrible. Ambassadeur à Saint-Pétersbourg, puis à Paris, il y jeta les bases de la future grandeur de son roi, cimentant, d'une part, les bons rapports entre la Russie et la Prusse et, d'autre part, arrachant à l'empereur Napoléon la promesse formelle de la neutralité française, au cas où un conflit éclaterait entre son gouvernement et l'Autriche.

Devenu ministre des affaires étrangères, il se mit à préparer la réalisation de ses plans. Le plus sérieux obstacle lui venait de son roi; ce ne fut pas une petite tâche que de décider ce souverain, déjà un vieillard, à renier tout son passé et ses principes du droit divin en bousculant les trônes non moins divins de ses frères et cousins en Allemagne. Bien avant la campagne de 1866, un littérateur allemand de mes amis, qui vécut dans l'intimité du ministre, me conta les histoires les plus curieuses sur M. de Bismark. On se réunissait, une fois par semaine, dans un restaurant de Berlin, entre anciens étudiants, et souvent, au dessert, on l'avait vu très-préoccupé, dénouer sa cravate et déboutonner son gilet comme un homme qui étouffe. Puis, après avoir fait plusieurs fois le tour de la chambre, on l'entendait se parler à lui-même et s'écrier avec un accent lamentable :

— Ah! si le roi voulait!

C'est que le roi Guillaume Ier opposait une vive résistance aux excitations de son ministre ambitieux et remuant. Et ce roi n'est pas, ainsi

qu'on pourrait le croire, un jouet dans les mains de Bismark; il a sa volonté à lui, il est soldat avant tout, et n'admet pas qu'on lui fasse échec plus que de raison. Si grande que fût son affection pour Bismark, il ne céda pas facilement à son influence. Il avait des façons toutes militaires de se dégager de son étreinte. Plus d'une fois, le ministre quitta le palais, le désespoir dans l'âme, emportant la conviction qu'il avait froissé le royal vieillard et qu'il serait remplacé le lendemain par quelque fonctionnaire, bien docile, bien humble, bien plat. Bismark, tout en gardant ses projets pour lui, ne cacha pas ses inquiétudes à ses amis, et c'est pour cela qu'interrompant les causeries les plus indifférentes, il s'écriait souvent :

— Ah ! si le roi voulait !

Enfin le roi voulut.

On ne saura jamais ce qu'il fallut d'éloquence au ministre pour déterminer sur le tard un changement si radical dans les idées de son royal maître. Il est vrai qu'il eut deux complices qui l'aidèrent à opérer ce miracle : l'un, le minis-

tre de la guerre, M. de Roon, qui venait, d'après les ordres du roi, d'accomplir la réorganisation de l'armée prussienne; l'autre, M. de Moltke, chef de l'état-major général, qui passait pour un grand capitaine sans avoir jamais gagné une bataille, très-estimé du souverain et de l'armée, mais qui jusqu'alors était un inconnu pour la nation. Circonvenu par ces trois hommes qu'il estimait et dans lesquels il avait une confiance aveugle, Guillaume Ier se résolut enfin à écraser la prépondérance autrichienne en Allemagne.

Mais, avant de devenir le plus acclamé des hommes d'État prussiens, M. de Bismark fut le ministre le plus exécré qui fut jamais en Allemagne : ignorant ses desseins, elle ne voyait en lui que le complaisant auxiliaire du roi dans la réorganisation de l'armée, qui imposait au pays des charges dont il refusait de subir le poids. Traitant l'opposition, composée des hommes les plus éminents, avec un dédain et une hauteur qui froissèrent tout le monde, et où l'on ne vit que l'orgueil démesuré d'un hobereau, M. de Bismark fut certainement, avant

Sadowa, non-seulement le ministre le plus impopulaire, mais encore l'homme le plus universellement méprisé de la Prusse. Ce mépris, bien entendu, ne s'attachait qu'au fonctionnaire en révolte ouverte contre la volonté de la nation.

On lui fit une opposition acharnée; pour le combattre à la Chambre, on lui envoya les hommes les plus remarquables, qui l'attaquèrent sans pitié, convaincus qu'ils étaient que cet exécrable ministre ruinerait le pays par ses crédits militaires. Parfois, les débats parlementaires dégénéraient, et aux attaques violentes du ministre on répondit par de sanglants sarcasmes. Le député Twesten fut, pour cette fameuse réorganisation de l'armée, provoqué par le chef du cabinet militaire, M. de Manteuffel, et eut le bras fracassé par une balle. Un jour, M. de Bismark lui-même, irrité contre M. de Virchow, l'illustre savant, lui envoya un cartel, mais le député de la gauche lui répondit avec beaucoup d'à-propos :

— Mes électeurs m'ont nommé pour combattre M. de Bismark à la Chambre et non sur

le terrain; l'arme de M. le ministre est le pistolet; la mienne est la parole; nous ne pouvons donc nous entendre.

La Chambre, toujours dissoute, se reconstitua toujours avec les mêmes éléments. La nation mit autant d'entêtement à conserver ses députés que M. de Bismark à les lui renvoyer; les électeurs irrités méprisaient profondément le ministre que, quelques années plus tard, ils devaient couronner de fleurs; mais jamais, à aucune époque, l'irritation populaire ne fut plus grande que le jour où la réorganisation de la Diète de Francfort, projetée par M. de Bismark, fit naître les premières complications avec l'Autriche, suivies bientôt de la déclaration de guerre.

Cette fois, le ministre ne se heurta pas seulement contre la volonté de la nation, mais encore contre la famille royale. Depuis longtemps, la reine Augusta, effrayée de la désaffection du pays, s'était plue à considérer M. de Bismark comme un fléau pour sa maison. Ce ressentiment, la reine tenait à le témoigner bien haut,

afin que le pays tout entier connût son antipathie pour cet homme. Dans l'année qui précéda la guerre contre l'Autriche, M. de Bismark se trouvait à Bade en même temps que la reine. Quand, sur la promenade, il rencontrait sa souveraine, le ministre saluait humblement, mais la reine Augusta ne lui rendit jamais son salut.

Lors de la déclaration de guerre, cette antipathie se changea en haine ouverte. Non-seulement le pays tout entier protesta, mais la reine conjura son époux de renoncer à cette lutte fratricide déchaînée par un ministre sans scrupules. A la dernière heure, le prince royal lui-même, homme de mœurs douces, se rendit chez M. de Moltke et le supplia d'employer son influence pour faire renoncer le roi à son dessein. Le comte de Moltke sourit et rassura le prince.

Dans toute la Prusse, il n'y avait que trois hommes qui sussent où allait la nation : le roi, M. de Bismark et le chef de l'état-major de toute l'armée. Ni le roi, ni le ministre n'étaient hommes à trahir leurs espérances. Quant à

M. de Moltke, le plus malin n'eût pas pu arracher une parole à ce général de qui M. de Bismark a dit :

— Quel homme instruit que M. de Moltke! Il se tait en sept langues.

VI

Le roi Guillaume partageait l'impopularité de son ministre. Cette fameuse réorganisation de l'armée, prélude de la guerre contre l'Autriche, imposait au pays des servitudes militaires qui, jointes à celles dont il gémissait déjà, devaient révolter les populations, si disposées qu'elles fussent à l'obéissance. Dans la lutte parlementaire qu'elle fit naître et qui dura plusieurs années, la nation se montra digne, calme et résolue à faire respecter sa volonté.

Pour combattre le ministère Bismark, elle se fit représenter à la Chambre par les hommes les plus illustres et les plus capables ; elle ne leur donna point le mandat de renverser le gouvernement, mais d'écraser le ministre. Rien n'y fit : la volonté du roi fut la plus forte. Malgré tout et contre tout, la réorganisation de l'armée s'accomplit en dépit du peuple, et lorsque la guerre éclata, le ressentiment parvint à son comble.

— Voilà où nous a conduits M. de Bismark ! s'écria-t-on.

A cette époque, je fis un voyage en Allemagne pour le journal l'*Evénement* et, dès mon arrivée en Prusse, je pus mesurer l'abîme qui séparait le gouvernement de la nation. Ce n'était dans tout le pays qu'un concert de malédictions ; toutes les villes protestaient contre la guerre ; la landwehr, se croyant arrachée à son foyer pour une fantaisie royale, se montra récalcitrante ; sur quelques points, elle ne céda qu'à la menace et même à la violence. Le peuple était consterné. On savait que l'armée autrichienne n'avait été

vaincue en Italie qu'après avoir toujours été sur le point de vaincre. Le feld-maréchal Benedeck inspirait aux bourgeois une terreur folle, et la perspective de voir la Prusse envahie par les Croates faisait trembler les plus vaillants.

Il y avait bien l'armée. Mais on ne la connaissait pas. Depuis un demi-siècle, elle ne s'était montrée que dans les événements de 1848 et la campagne du Schleswig-Holstein. Mais cette fois il ne s'agissait plus de bandes d'insurgés, ni du Danemark. On marchait à la rencontre d'une armée aguerrie! Les généraux prussiens n'avaient aucune notoriété. On eût bien étonné le peuple en lui disant que M. de Moltke pourrait vaincre Benedeck. M. de Blumenthal, chef d'état-major du prince royal, était un mythe; le prince Frédéric-Charles n'avait d'autre titre que d'avoir chargé les dissidents badois et commandé dans le Schleswig-Holstein; il avait bien écrit des brochures militaires telles que l'*Art de combattre l'armée française*, que le ressentiment français traduisit par l'*Art de battre l'armée française*, ce qui n'est point la même chose. On

le savait soldat au fond de l'âme ; mais la persistance qu'il mit dans le Holstein à parodier les proclamations du premier Napoléon, avait fait sourire et diminué son prestige de général en chef ; le prince royal, cela n'était un secret pour personne, était soldat par état et non par goût : il détestait la guerre et ne s'y résigna pas aisément.

Restait Guillaume Ier. Le roi de Prusse, lui aussi, était un soldat dans toute l'acception du mot. Né quand l'Europe était en feu, il avait tout jeune guerroyé sous les ordres de son père, Frédéric-Guillaume III ; il était entré dans Paris avec les alliés. Et puis après ? De 1815 à 1848, il était resté, pour ainsi dire, général honoraire, commandant d'armées qui ne se battaient pas. Il est vrai qu'il réprima vigoureusement, trop vigoureusement, l'insurrection badoise, mais ce fut tout.

Sous le règne de son frère aîné, Frédéric-Guillaume IV, le prince de Prusse — c'est ainsi que s'appelait le futur empereur d'Allemagne — vécut retiré des affaires. Esprit honnête, mais

faible, plus épris de science que de souveraineté, se sentant plus à l'aise en la société de M. de Humboldt qu'au conseil des ministres, pour les affaires de l'État le roi s'en rapportait aux ministres les plus féodaux dont la Prusse ait été jamais affligée. L'avénement du régent Guillaume, succédant à son frère malade, changea quelque peu la face des choses. Pour se venger de l'isolement où l'avaient tenu des ministres jaloux de leur omnipotence, comme tous les souverains il inaugura son règne par quelques mesures libérales, lui qui cependant avait jusqu'alors passé pour un esprit réactionnaire. En 1848, la révolution triomphante exigeant une victime, le prince de Prusse endossa la responsabilité des événements, pour sauver la dynastie, et s'enfuit en Angleterre, poursuivi par les malédictions du peuple.

Et ce fut ce même prince qui, rompant en visière avec la réaction, congédia les ministres exécrés et débuta par un semi-libéralisme qui le rendit aussi populaire qu'en 1848 il était odieux.

Cette joie ne dura pas longtemps.

Par cela même que, sous le règne de son frère, il avait été systématiquement écarté des affaires publiques, le prince de Prusse porta toute sa sollicitude sur le soldat ; il étudia ses faiblesses et rechercha le moyen d'asseoir sa force. Les différentes guerres du second empire lui permirent de juger l'armée française d'après les rapports des officiers prussiens attachés en amateurs à l'état-major français ; il pressentit que le tour de la Prusse viendrait tôt ou tard, et se prépara dès lors aux événements. Devenu roi en 1861, après la mort de son frère, Guillaume Ier entreprit cette fameuse réorganisation de l'armée qui le mit au plus mal avec son peuple jusqu'à Sadowa.

La campagne contre l'Autriche souleva, ainsi que je l'ai dit plus haut, l'indignation des Prussiens, qui n'aimaient pas la guerre et ne pouvaient pas l'aimer. La guerre, dans un pays où elle arrache à leur foyer les hommes mariés de la landwehr et prive l'industrie et le commerce de tous les bras ; où tout chôme dès le

premier roulement du tambour ; où le premier coup de canon évoque le spectre de la ruine, la guerre ne peut jamais être acceptée de gaîté de cœur par la nation. Aussi, le gouvernement se passa-t-il du concours de la Chambre, qui n'eût pas manqué de lui refuser les crédits indispensables. L'ordre et l'économie de l'administration avaient amassé dans le trésor une centaine de millions de francs. Avec cela on pouvait marcher tout d'abord, quitte à décréter ensuite tous les emprunts nécessaires.

Allez, on a bien tort de croire que le globe est peuplé de races différentes : c'est la même race partout, seulement elle parle diverses langues, et chaque peuple a sa façon à lui de faire la cuisine, voilà tout. Pour le reste, Allemand, Français, Anglais ou Iroquois ne s'inspirent que du succès. Ce qui se passa en Prusse, pendant la guerre de 1866, le prouve bien. Le succès était là, rapide, foudroyant, irrésistible.

Ah ! pour le coup, ce fut un véritable changement à vue ! Le roi avait bien fait :

la réorganisation de l'armée devint l'œuvre d'un homme de génie! M. de Bismark, si détesté jadis, triomphant aujourd'hui, fut acclamé par ses détracteurs d'hier; il n'était pas seulement le premier homme d'État de son époque, mais le plus adulé des ministres; le prince Frédéric-Charles, qui fit, on peut le dire, une belle campagne, passa tout à coup illustre capitaine; le prince royal, dont le mérite fut d'arriver assez à temps sur le champ de bataille de Sadowa pour décider du sort de la journée, fut un héros; M. de Moltke le plus grand général de tous les peuples et de toutes les époques; quant au roi Guillaume Ier, l'auteur de la fameuse réorganisation de l'armée, il apparut comme dans un nuage planant au-dessus de la nation. A la vérité, le vieux monarque avait bravement fait son devoir de soldat: il avait essuyé le feu des obus autrichiens; il s'était de sa personne mis à la tête des régiments qui, meurtris et décimés, revinrent en désordre du bois de Sadowa; enfin le succès était là, formidable, indiscutable, sans précédent, et toute

cette campagne n'avait duré que sept jours !

Après Sadowa, le peuple se mit aux genoux du souverain, s'excusant d'avoir fait à ses plans une opposition aussi aveugle qu'acharnée. Les députés firent amende honorable : ils avaient méconnu M. de Bismark. C'était bien là l'homme qu'il fallait à l'Allemagne, affirmait-on, pour faire trève à ses déchirements et l'unir en un seul faisceau. On se félicitait de voir l'antagonisme entre la Prusse et l'Autriche à jamais éteint au profit de celle-là. L'annexion du Hanovre, qui séparait la Prusse rhénane du reste du territoire, fut jugée d'utilité publique; le duché de Nassau, la Hesse-Électorale à Francfort, c'était bien là le moins qu'on pût demander en échange de tant de victoires. Quant à la ligne du Mein, elle ne pouvait exister que provisoirement, à titre de transition. Depuis les Alpes jusqu'à la Baltique, l'Allemagne devait être unie. M. de Bismark, c'était le Messie attendu depuis des siècles. Ce ne fut pas avec enthousiasme, mais avec délire, qu'on accueillit les armées rentrant de Bohême.

En ce qui concerne les annexions, M. de Bismark avait beau jeu, car les souverains dépossédés étaient bien les monarques les moins intéressants qui eussent tenu le sceptre depuis l'invention des monarchies; leur propre ineptie les condamnait à être absorbés au premier signal. L'Allemagne avait trop souffert de ces petites cours pour les pleurer longtemps. Le ressentiment contre le vainqueur de Sadowa se plut à présenter les populations annexées comme de petites Pologne incorporées à la Prusse; on pensait qu'il était du devoir de la France de tirer l'épée du fourreau pour affranchir ces peuples asservis. Le gouvernement, si habile à lancer des communiqués, laissa tout dire et tout faire; il ne lui déplut point d'insurger la générosité française contre la soi-disant oppression; c'est qu'il savait bien, lui, quel profit il pourrait tirer de ces dispositions à l'heure où la dynastie s'effondrant ferait d'une guerre sur le Rhin sa dernière planche de salut.

Et quels étaient au juste ces atomes de souverains pour la restauration desquels la France

était conviée à verser le meilleur de son sang? Pourquoi l'Allemagne, délivrée de ces demi-têtes couronnées, avait-elle assisté passivement et même avec une certaine satisfaction à leur déchéance? Pourquoi ne furent-elles pas réellement regrettées de leurs courtisans, de leurs fonctionnaires et de leurs fournisseurs?

Parceque l'histoire de tous ces demi-souverains est en même temps l'histoire de l'affaissement de l'Allemagne, et que, sauf deux ou trois qui surent donner un certain éclat à leur règne par les hommes illustres qu'ils groupaient autour de leurs petits trônes, tous furent plus ou moins une calamité pour leur pays, parceque les peuples méprisaient ces petites cours, foyers de petites intrigues, d'énormes bassesses et de colossales infamies; parceque, au dernier siècle, ils avaient donné le spectacle le plus sinistre, celui de souverains qui, pour se maintenir, conspiraient avec l'étranger contre leurs peuples; et parceque l'Allemagne, toujours déchirée par eux, gouvernée par eux, les considérait comme un obstacle à son unité politique.

Des trois princes dépossédés après les événements de 1866, deux étaient d'honnêtes gens bien incapables : le roi de Hanovre, frappé de cécité, et le duc de Nassau qui, lors de la guerre d'Italie, demanda que les peuples allemands marchassent contre la France ; le troisième, l'électeur de Hesse-Cassel, n'était qu'un misérable et un niais, à ce point méprisé dans ses États que, sur son passage, le peuple se détournait pour ne pas être forcé de le saluer. Un jour qu'il faisait une visite au remarquable Musée de Cassel, il jugea qu'on ne le saluait pas suffisamment dans les galeries ; aussi :

— La peinture n'est pas faite pour la canaille, dit-il.

Et il fit fermer le Musée pendant dix ans.

Voilà comment gouverna cet imbécile couronné, dont la chute délivra le peuple du plus odieux despotisme. Vers 1849 ou 1850, il avait pour ministre un nommé Vassenpflug, une des plus méprisables créatures qu'on ait vues dans un ministère ; il insurgea le pays contre tant d'ineptie alliée à tant de bassesse ; la ma-

gistrature tout entière donna le même jour sa démission, ne voulant pas siéger sous un souverain et sous un ministère si généralement et si justement conspués. L'Électeur ne dut la conservation de son trône qu'à l'influence autrichienne, qui ne fut pas fâchée de maintenir un ami si fidèle envers et contre tous. Et c'est de ce souverain, à la déchéance duquel applaudit tout son peuple, qu'on rêvait la restauration. Quelle folie!

Et puis, au-dessus de toutes ces considérations d'un ordre inférieur, planait la question de l'unité allemande. Napoléon III, lui-même, avait proclamé le principe de l'unification. L'Allemagne voulait être une comme d'autres peuples. Tous les œurs battirent pour cette œuvre : pour l'accomplir, on ne voyait que M. de Bismark; pour la mener à fin, il n'y avait que la Prusse, qui venait de donner la mesure de sa puissance militaire. C'est le grand secret qui fit qu'après Sadowa elle vit se grouper tout le pays autour d'elle et que la ligne du Mein fut, quelques mois après son établissement,

bouleversée par les traités secrets avec le Sud, en attendant que cette dernière barrière s'écroulât officiellement.

Par malheur, la France, pleine de mépris pour ses voisins, ne vit rien du mouvement des esprits en Allemagne. Quand j'essayais d'exposer la situation devant mes amis de la presse, je me heurtais contre le dédain et l'incrédulité. Pour un esprit attentif, il ne pouvait être douteux que le premier coup de canon tiré par un Bonaparte contre l'Allemagne renverserait la ligne du Mein et que le Sud serait debout à côté du Nord pour défendre l'unité germanique contre toute agression. Cette conviction, je ne pouvais même pas entreprendre de la faire partager à mes lecteurs français. C'est à peine si j'osais la soutenir en petit comité, entre confrères; et le peu de succès qu'eurent ces conférences intimes auprès de ceux qui, cependant, étaient intéressés à s'instruire, me prouva que je rencontrerais, auprès du public, le scepticisme le plus dédaigneux, le jour où j'essaierais de l'entre-

tenir de la situation politique en Allemagne.

La France ne savait rien de l'Allemagne et n'en voulait rien savoir. Elle ne se rendit pas compte du mouvement qui suivit la campagne de 1866; elle ne vit point le prestige de M. de Bismark grandir de jour en jour et conquérir peu à peu les esprits les plus rebelles à son gouvernement; elle ne suivit point l'explosion de la tendance unitaire; elle ne lisait pas les journaux allemands, échos fidèles de l'opinion publique; elle ne comprit pas le revirement de l'opposition parlementaire écrasée en Bohême en même temps que l'armée autrichienne. Ceux des députés qui n'abdiquèrent pas tout à fait leurs convictions après Sadowa se résignèrent à la neutralité; le peuple tout entier applaudit en M. de Bismark l'homme d'énergie qui ferait une la patrie divisée et déchirée, et pour l'aider dans son œuvre il renonça de parti pris à toute opposition.

Certes, on prévoyait que le ministre ne donnerait pas à l'Allemagne l'Empire libéral, rêve des esprits éclairés, et cependant on con-

sentit à un armistice dans l'intérêt commun.

— Soyons unis d'abord, se dit l'Allemagne, nous tâcherons ensuite d'arracher à M. de Bismark les libertés qui nous manquent.

Cette abnégation fut la même sur tous les points de la Prusse. Ce fut comme un mot d'ordre donné par toutes les consciences à la fois. Il pénétra dans les provinces annexées, franchit la ligne du Mein et conquit partout les esprits. Personnellement, j'étais d'autant mieux placé pour juger la situation, que je ne partageais nullement les espérances de mes compatriotes, et que je n'étais pas convaincu, comme eux, que l'unité militaire, cimentée entre la Confédération du Nord et les États du Sud, conduirait le peuple allemand, sans son concours, à la haute situation qu'un peuple civilisé doit ambitionner dans l'estime du monde.

Mais il ne s'agit pas ici des sentiments personnels d'un Allemand qui vivait en France et s'était habitué de longue date à voir les choses à sa façon, mais des Allemands de l'Allemagne. De chaque voyage au delà du Rhin, je rap-

portais la conviction inébranlable que la nation tout entière suivrait M. de Bismark partout où il lui plairait de la conduire pour son unité.

L'empire d'Allemagne existait de fait avant que Napoléon III rendît à M. de Bismark le service de le créer officiellement ; il était trop tard alors pour renverser ce qu'on avait laissé faire depuis 1866; il ne suffisait point de gagner des batailles : derrière les armées se trouvait la nation allemande tout entière, emportée vers un même but, enflammée par une même idée, résolue à combattre jusqu'au dernier homme pour son indépendance et son unité. Pour anéantir cette œuvre laborieuse, ce n'était point assez de vaincre l'Allemagne, il fallait l'écraser.

VII

Telle était la disposition des esprits créée par les événements de 1866. Il faut connaître le pays et le peuple allemands pour comprendre comment l'idée unitaire put à ce point enflammer les cerveaux germaniques, d'ordinaire si calmes. C'est que cette idée s'était transmise de père en fils depuis des siècles; elle n'exista d'abord qu'à l'état de tradition populaire, comme une vieille religion de famille, pieusement conservée de génération en génération. La légende

nationale disait Barbarossa endormi dans le mont Kyffhaüser, attendant que le peuple l'éveillât pour ceindre de nouveau le glaive des empereurs d'Allemagne. Les lieders des poëtes traitaient de cette unité. Les uns la raillèrent comme une chimère insaisissable; les autres s'en servirent pour exalter le patriotisme; les plus raisonnables se disaient qu'elle ne se ferait jamais, mais ils caressaient néanmoins l'idée de sa réalisation, comme une douce illusion, bonne à entretenir.

Ce rêve, cette hallucination, allait devenir une réalité. On sentait qu'à moins d'un événement fatal, M. de Bismark reconstituerait *la patrie allemande,* dont jusqu'alors on s'était contenté de chanter la grandeur entre deux chopes ou deux pipes. Cette romance nationale, avec ou sans accompagnement de piano, passa dans le domaine des faits, et toute l'Allemagne était décidée à sacrifier pour cette cause son dernier homme et son dernier écu.

Sachant tout cela, je ne vis pas sans une secrète horreur approcher l'échéance fatale qui

devait précipiter la France et l'Allemagne sur les champs de bataille. Que de fois ai-je été sur le point de traiter ces matières dans mon journal! Mais l'ennui que je causais à mes amis de la presse, quand j'entreprenais de leur faire toucher du doigt la situation, m'apprit quel insuccès m'attendrait auprès de mes lecteurs.

Le peuple parisien, si plein d'esprit et d'humour, s'était créé, dans son imagination, une Allemagne de fantaisie qui n'existait pas ou qui du moins avait cessé d'exister. Il avait trop ri dans sa jeunesse des diplomates allemands de M. Scribe, pour ne pas substituer ses souvenirs à la réalité. Il ne connaissait guère de ce pays imprudemment parodié que les plaisirs des villes d'eaux et les croupiers; de son armée, que les casques ridicules. Mais de ses ambitions et de ses tendances, de sa discipline et de son organisation formidable, rien! C'étaient toujours, de l'avis des Parisiens, les vieux Allemands de tous les vaudevilles et de toutes les pièces militaires, des Allemands blonds qui montaient la garde avec un vieux fusil à silex ou se promenaient

dans les rues de Nuremberg avec une guitare en bandoulière. On ne se disait point que le peuple voisin avait pu progresser en même temps que la France.

Ah! si l'on avait su la vérité!

Quand éclata la guerre de 1870, tout homme connaissant l'Allemagne eût deviné sans peine qu'il se préparait un drame terrible. Certes, nul ne pouvait prévoir le résultat; mais, en voyant avec quelle assurance le gouvernement français jeta le gant à la Prusse, on devait croire la France prête pour la guerre, et l'on s'avoua que si ses forces étaient au niveau des ressources militaires prussiennes, l'Europe assisterait à l'une de ces luttes effroyables où succombent à la fois les deux combattants.

Dans ces conditions, jugez ce que l'explosion guerrière d'une partie de la population, soutenue par les agents de police, dut faire naître d'amères appréhensions chez ceux qui savaient l'Allemagne prête à réunir un million de soldats en trois semaines, et qui pensaient que la France disposait de formidables armées. Ce fut avec

une profonde tristesse qu'on vit se dérouler le prologue de ce lugubre drame. Dès le premier moment, la plume me tomba des mains; je crus rêver en voyant le gouvernement se jeter dans la lutte d'un cœur aussi léger; je me demandai s'il savait bien au juste quels risques il courait, et comment, le sachant, il avait pu déclarer la guerre pour une cause aussi futile.

Ce fut un entraînement général; chacun partageait la confiance des meneurs. Si l'on se fût avisé de faire entendre en ce moment la voix de la raison, on eût couru le risque d'être lapidé. En voyant un peuple au milieu duquel j'avais vécu longtemps heureux, que j'avais connu si bon, si *bon enfant*, emporté par le tourbillon, reniant ses instincts, animé du désir sauvage de la guerre, je me demandai s'il était devenu fou, ou si moi-même j'avais perdu la raison. Il allait, il allait, il allait toujours, ne sachant rien, n'écoutant rien, se jetant, avec l'insouciance inhérente à son caractère, au devant d'un danger dont j'étais à peu près seul à Paris à mesurer l'étendue. J'en fus affolé de terreur et de désespoir.

Très-certainement, me dis-je, pour déclarer la guerre si légèrement, le gouvernement doit ignorer ce que je sais, moi humble, moi chétif. Certes, il ne peut pas savoir ce que je m'efforçais de faire comprendre à mes amis, que le premier coup de canon ferait l'Empire d'Allemagne, que d'enthousiasme le Sud marcherait avec le Nord dans une haine commune contre les Bonaparte, car il fallait être aliéné pour espérer le contraire ! Chez des masses exaltées et peu au courant des affaires extérieures, cet aveuglement peut s'expliquer; mais un gouvernement, où trouverait-il sa justification? Quel Français, si sénateur qu'il fût, eût acclamé la guerre si on lui avait dépeint l'immensité du danger en même temps que l'inégalité flagrante des ressources? Et je n'entends pas parler seulement des forces militaires, mais des forces morales, grâce auxquelles on peut faire face à toutes les éventualités.

Il suffisait de réfléchir un instant pour constater la supériorité de l'Allemagne sur ce terrain.

L'Allemagne, enflammée à la fois par son enthousiasme pour l'unité et sa haine des Bonaparte, représentait une masse compacte d'individus n'ayant qu'un seul vœu et qu'un seul but. Une armée prussienne défaite, rien n'était changé. En toute sécurité et sans rien perdre de son prestige, le gouvernement pouvait créer de nouvelles armées. Le roi de Prusse pouvait emmener son dernier gendarme sans que la paix intérieure fût un seul instant menacée. En remontant dans la landwehr jusqu'aux contingents les plus reculés, on était toujours sûr d'avoir des hommes, non pas des gardes nationaux, mais d'anciens soldats sachant leur métier, rompus à toutes les fatigues. Les arsenaux regorgeaient d'armes et de munitions; l'intendance militaire pouvait faire face à toutes les exigences.

En France, au contraire, le premier revers devait aboutir à l'écroulement de l'autorité impériale. L'armée, déjà détachée par les doctrines révolutionnaires, ne pouvait se rallier à l'Empereur qu'à force de victoires et de gloire. Pour

le pays, une défaite devenait la fin d'un monde. Au premier revers, gouvernement, administration, ministres, préfets, tout croûlait à la fois. La révolution était certaine, la révolution après un désastre militaire, c'est-à-dire le chaos sur les champs de bataille aussi bien que dans les cités.

Il est, dans la vie des peuples comme dans celle des individus, un moment où la fatalité les emporte vers l'abîme; et comme le phthisique dont la confiance grandit à mesure qu'il s'approche de la tombe, les hommes s'enivrent de chimères à l'heure du danger. Une grande partie des Parisiens subirent cette crise. Entraînés dans le tourbillon par les chants patriotiques que l'on venait de leur rendre, exaltés par les cris de la police impériale, enfiévrés par les régiments qui passaient, ils acclamèrent la guerre qu'ils auraient dû maudire comme un malheur public. Dans cette foule agitée, criant : *Vive la guerre!* et *A Berlin !* je ne retrouvai plus rien de cette grâce parisienne, de cette finesse, de cet esprit si peu disposé d'ordinaire à

subir l'influence du pouvoir. La seule perspective de la guerre semblait avoir affolé tous les cerveaux, à ce point que la pensée qu'au delà du Rhin une nation pouvait être animée du même patriotisme ne vint à personne.

Au milieu de cette foule bruyante, je circulais, l'âme attristée, comme le philosophe qui, dans le tableau de Couture, assiste à l'orgie romaine. Mes amis s'en aperçurent et attribuèrent à tort mon chagrin à un pressentiment d'étroit patriotisme ; ils me serraient la main avec une affection touchante, m'affirmant que rien ne serait changé à nos relations d'amitié et que je me trouvais sous la sauvegarde de la sympathie parisienne.

Ce que je ressentis, en réalité, fut une douleur comme je n'en avais jamais éprouvé jusqu'alors, une douleur profonde qui me serrait le cœur comme dans un étau ; je prévoyais un de ces carnages dont la postérité se détournerait avec dégoût, et je m'en fus à la campagne pour fuir le sinistre bruit des caissons roulant

sur le pavé, et des hourras d'une population dont l'attitude me navrait.

Quand je rentrai dans Paris, vers minuit, je vis la gare du Nord envahie par des masses compactes. Des groupes de cinquante ou soixante jeunes gens arrivaient de tous les côtés : c'étaient les Prussiens de la réserve que l'ambassade renvoyait dans leur patrie ; tous avaient bien dîné ce dernier soir de leur séjour à Paris ; ils avançaient au pas militaire, groupés déjà comme des soldats marchant à la bataille et chantant à mi-voix, sur l'air des *Lampions* : Vive Bismark ! vive Bismark ! au risque de se faire écharper par la population ouvrière du quartier, qui, fort heureusement, était déjà couchée.

Du côté des Allemands de Paris, tout aussi bien que du côté des Français, un même délire, envahissant tous les cerveaux, étouffa la raison. De cet égarement ne pouvait naître qu'un grand malheur. L'âme navrée, le cœur serré, tremblant pour l'humanité tout entière outragée dans tout ce qu'elle a de noble, de

grand, de divin, je rentrai chez moi, et là, dans la solitude de mon cabinet, je ne rougis pas de l'avouer, je pleurai comme un enfant qui voit des êtres qui lui sont chers emportés dans la tempête, et qui se sent trop faible pour les sauver.

VIII

L'auteur de ce livre voudrait bien ne pas faire intervenir l'Impératrice dans les événements politiques d'où surgit la guerre, mais la vérité, qui guide sa plume, le force à ramener la candidature du prince de Hohenzollern aux intrigues espagnoles auxquelles la souveraine déchue s'associa secrètement après la chute d'Isabelle. En tant que femme, l'impératrice Eugénie, qui expie par de cruelles douleurs une faute dont elle ne mesura certainement pas l'étendue, dé-

sarme ma critique, mais, comme souveraine, elle doit trouver sa place dans ces pages qui résument les origines et l'histoire de la guerre entre la France et l'Allemagne.

On n'a pas besoin d'être un bien grand politique pour imputer en partie les causes de la guerre au mouvement espagnol et pour en rendre l'Impératrice aussi responsable que l'Empereur. En voyant éclater en Espagne la révolution du mépris, Eugénie de Montijo se souvint qu'elle fut espagnôle avant son mariage. Quelle joie pour l'impératrice des Français, autrefois humble sujette d'Isabelle, de protéger à son tour celle qui fut sa souveraine! Quelle satisfaction ne dut-elle pas éprouver, quand elle vit la restauration isabelliste tourner vers elle ses regards suppliants! Il n'est pas d'entraînement plus irrésistible que cette tendance innée en toute créature humaine à protéger quelqu'un ou quelque chose.

L'Impératrice glissa sur la pente fatale de la protection.

Son époux se constitua, par une nuit de dé-

cembre, ce qu'on appelait alors du nom gracieux de *sauveur de la France*. L'Impératrice, à son tour, animée d'intentions qu'elle jugeait excellentes, entreprit de sauver l'Espagne.

On se rappelle encore comment elle ne craignit pas de se porter au devant d'Isabelle, qui débarquait en France, avec l'exécration de son peuple et l'élégant seigneur Marfori. On n'ignore point de quelles sollicitudes fut entourée l'ex-souveraine de toutes les Espagnes, et quelle étroite intimité s'établit entre les deux femmes et leurs enfants.

Enivrée par les flatteries de celle dont autrefois elle ne pouvait s'approcher sans courber le front dans la poussière, l'impératrice des Français résolut de rendre à l'Espagne sa souveraine bien-aimée. Les Tuileries devinrent le foyer de toutes les conspirations espagnoles, et ce fut l'Impératrice qui, dominant sur le tard son impérial époux, tint les fils de toutes ces intrigues. Des personnages étroitement liés avec Isabelle et sa protectrice cherchèrent en vain à me persuader à cette époque qu'il y aurait

honneur et profit pour le journaliste qui consacrerait son influence à patroner cette restauration. Si je cite ce détail, c'est afin de prouver au lecteur que je suis absolument sûr de ce que j'avance.

Pour l'Empereur, circonvenu par son entourage, il était périlleux d'entrer dans le complot. Ouvertement, la France ne pouvait prêter la main à une restauration des Bourbons qu'elle avait bannis de son territoire. Ouvertement, non! Mais, dans l'ombre, il était si facile d'intriguer! Et c'est ce que l'on fit. On s'imposa la tâche de combattre toutes les candidatures sans exception, afin de jeter l'Espagne haletante, épuisée et menacée de la guerre civile, dans les bras de l'ami du prince impérial, le prince des Asturies.

C'est grâce à ces menées ténébreuses que furent successivement écartés tous les candidats au trône, jusqu'au jour où le maréchal Prim, pour se dégager de l'étreinte bonapartiste qui l'étouffait, résolut d'offrir la couronne au prince de Hohenzollern.

Cette fois, les Tuileries pouvaient agir ouvertement.

Il est acquis à l'histoire que cette candidature ne tomba point comme la foudre au pied du trône français. Napoléon l'avait vue venir de loin sans le moindre déplaisir; il l'avait saluée du fond de son excellent cœur, comme une très-bonne occasion de consolider sa dynastie ébranlée en même temps que celle dont l'Impératrice avait résolu de gratifier son pays natal.

Le nouveau candidat à la couronne d'Espagne portait un nom qui, depuis 1866, éveillait les susceptibilités nationales en France. Quoique n'appartenant pas à la famille royale de Prusse, le prince, à cause de ce nom, fut considéré par l'opinion publique comme le représentant d'une sorte de branche cadette des Hohenzollern, chargé d'établir au delà des Pyrénées une succursale de la maison Bismark. L'occasion était excellente pour entraîner le peuple français dans une guerre dite nationale. Victorieux sur le Rhin, Napoléon décidait des destinées de l'Espagne aussi bien que de l'Allemagne; il

redorait l'aigle impériale en même temps qu'il assurait le triomphe de la conspiration isabelliste.

Pour son malheur, la France eut, à cette époque, comme ministre des affaires étrangères, M. le duc de Gramont, ancien ambassadeur à Vienne, où il avait puisé la haine de la Prusse et partagé les illusions des Habsbourg. L'Autriche, dépossédée de son influence en Allemagne depuis Sadowa, n'était point en état de prendre une revanche quelconque ; elle devait se résigner à une situation modeste ou provoquer une circonstance qui lui permît de reconquérir sa prépondérance anéantie. Cependant, la pensée de s'unir avec la France contre la Confédération du Nord, avant que les armées impériales eussent remporté les premières victoires, ne pouvait sérieusement germer dans le cerveau d'aucun diplomate autrichien.

Depuis longtemps j'ai la conviction que la guerre ne sert qu'aux peuples vaincus, et ce qui survint en Autriche, après 1866, le prouve à l'évidence. La défaite des armées, en assurant

à la Hongrie son indépendance, rendit aux autres populations de la monarchie quelques-unes des libertés détruites après 1848 par la réaction. Les peuples autrichiens, je ne parle pas de l'armée, se demandaient donc s'ils devaient haïr la Prusse pour ses victoires ou la bénir d'avoir écrasé, sans le vouloir, la réaction autrichienne dans la plaine de Sadowa. La Bohême, agitée par les menées slaves, ne guettait et ne guette encore qu'une occasion de reconquérir son autonomie comme la Hongrie. On savait à Vienne qu'il serait facile à M. de Bismark de répondre à une alliance franco-autrichienne en insurgeant les Slaves contre la monarchie. Seul, M. de Gramont pouvait nourrir des illusions à cet égard. Le duc, qui, en son âme et conscience, crut à son influence considérable sur le cabinet autrichien, ne fut, en réalité, qu'un jouet entre les mains de M. de Beust.

Le ministre autrichien savait à merveille que les populations allemandes de l'Autriche ne consentiraient jamais spontanément à combattre contre l'Allemagne à côté d'un Napoléon; il savait

aussi que l'agression d'un Bonaparte soulèverait contre lui tous les peuples allemands, pour qui ce nom odieux signifiait ruine, misère et servitude. Mais, enfin, une bonne guerre éclatant comme la foudre et l'entrée subite d'une armée dans les États du Sud pouvaient être funestes à la Prusse. L'Empereur victorieux, la Prusse abandonnée par le Sud, l'Autriche réclamerait la récompense de ses intrigues ; la France vaincue, la maison des Habsbourg se renfermerait dans une stricte neutralité.

De la sorte, l'Autriche avait tout à gagner et rien à perdre.

Le duc de Gramont donna comme un écolier dans ce piége enfantin ; il revint à Paris avec la conviction que l'Autriche lui obéirait au premier signal, quand, en réalité, il obéissait à l'Autriche. Fort de son expérience, bien convaincu que ses hallucinations se réaliseraient au moment voulu, le ministre des affaires étrangères se lança dans l'aventure et fit la fameuse déclaration à la Chambre.

Le gouvernement impérial, marchant d'illu-

sion en illusion, n'avait le droit de compter sur aucune alliance, et il avait la naïveté de compter sur toutes. La politique hésitante et embrouillée de l'Empereur n'avait réussi qu'à créer à la France des ennemis ou des indifférents. Napoléon s'était jeté dans toutes les aventures sans en terminer une seule au contentement des peuples. La Russie ne pouvait pas avoir oublié la guerre de Crimée et son influence en Orient tenue en échec par la France; la guerre d'Italie valut à l'Empire et le ressentiment de l'Autriche, battue dans les plaines de la Lombardie, et celui de l'Italie elle-même, abandonnée par César quand il eut cueilli assez de lauriers pour faire orner son effigie de la couronne sans laquelle il n'y a pas de bon empereur. L'Italie, *libre jusqu'à l'Adriatique*, fût devenue l'alliée fidèle de la France, mais on sait comment la fameuse proclamation impériale fut suivie de la paix de Villafranca. Quand Napoléon vit le moment opportun pour faire une belle entrée à Paris, il ne s'occupa pas plus de l'Adriatique que si elle n'eût jamais existé. Comme les acteurs d'un ta-

lent médiocre, l'impérial comédien ne songea qu'à son rôle; de la pièce il se soucia fort peu.

Aussi le gouvernement italien fut-il abandonné dans la situation la plus critique. Les passions nationales étaient plus déchaînées que jamais. Privé de Nice et de la Savoie, Victor-Emmanuel demeurait en présence de l'Autriche, retranchée dans le quadrilatère, et en face du pape, souverain maître de la ville que l'Italie réclamait comme sa capitale. L'Italie ne devint libre jusqu'à l'Adriatique que par la guerre de 1866, qui lui livra la Vénétie sans que la comédie politique de la cession à l'empereur des Français trompât un seul Italien. Ce fut un de ces vulgaires tours de passe-passe qui peuvent faire la gloire d'un escamoteur, mais dont un règne aurait tort de s'enorgueillir outre mesure.

De fait, le jour où la guerre éclaterait entre la France et la Prusse, l'Italie, obligée de l'une autant que de l'autre, devait observer une neutralité sympathique et guetter le moment favorable de s'emparer de Rome.

Sur qui comptait-on encore? Sur le Danemark,

sans songer à la précaire situation de ce petit pays qui, sous la menace constante des armées prussiennes, surveillé par la Russie, devait forcément, avant de se mettre en ligne, attendre que l'Empire fût victorieux. Ici, comme ailleurs, le sort de la France fut livré au hasard de la destinée.

Non, jamais, chez aucun peuple, on ne vit gouvernement plus ignare, plus léger et plus criminel. Jamais autant d'incapacité ne s'était alliée à tant d'incurie. Peut-être bien Napoléon comptait-il aussi sur l'Amérique, dont les sympathies devaient être acquises à l'Allemagne, à raison de l'immortelle expédition du Mexique.

Restait l'Angleterre, qui pouvait ressaisir son influence politique en empêchant la guerre. Elle n'en fit rien, et le simple bon sens indiquait qu'il n'y avait rien à attendre de ce côté. Il est possible qu'elle fût intervenue si la France eût été victorieuse, car l'Allemagne ne la gênait point, tandis que la puissance maritime française l'inquiétait. Ces odieux calculs, grâce auxquels deux peuples se sont égorgés pendant huit mois, ont

irrémédiablement abaissé l'Angleterre ; ce n'est plus une puissance, mais un simple marché, quelque chose comme les halles centrales de l'Europe, un bazar international, si vous voulez ! Qu'elle ouvre ses boutiques le matin et qu'elle les ferme le soir, elle ne doit plus avoir d'autres ambitions ni d'autres destinées ! Qu'il fasse son trafic, qu'il s'enrichisse, qu'il s'engraisse à loisir, ce peuple de marchands de peaux de lapins, que le droit de faire des meetings et de se laisser assommer par les constables a fait passer un instant pour un peuple libre et un grand peuple !

Telles étaient les antipathies du monde contre cette France, si sympathique autrefois, et que la politique impériale avait isolée du reste de l'Europe, qu'elle avait, sans profit pour la nation, froissée, menacée, humiliée, inquiétée et où elle ne sut pas se concilier une amitié sûre et durable.

L'Empereur jugea cette situation excellente pour déclarer la guerre à la nation militaire la mieux organisée du monde. L'agression fut si

violente, si peu justifiée, après le retrait de la candidature Hohenzollern, que les sympathies se tournèrent vers l'Allemagne. Les races germaniques, troublées dans leur repos, effrayées des turcos dont on les menaçait comme du feu de l'enfer, bondirent de rage et se groupèrent d'enthousiasme autour de la Prusse. Il n'y eut plus ni Nord, ni Sud, ni catholiques, ni protestants, il n'y eut plus qu'un peuple se souvenant tout à coup des maux endurés sous le premier Napoléon, de ses campagnes dévastées, de sa ruine, qui marqua le passage du grand capitaine et dont les traces n'étaient pas encore effacées. Dans leur haine du nom exécré de Bonaparte, qui rappelait tant de deuils et tant de malheurs, les Allemands puisèrent un élan dont on les croyait incapables. La landwehr ne protesta pas comme en 1866 ; elle endossa l'uniforme et entonna les chants nationaux. Les idées de conquête qui, plus tard, devaient ternir ce mouvement, purement patriotique jusqu'alors, ne germaient pas encore dans les cerveaux affolés par les victoires. L'Allemagne était debout

pour défendre son indépendance, pour repousser l'invasion dont on la menaçait ; unie, depuis les Alpes jusqu'à la Baltique, dans une étroite solidarité.

Pour bien comprendre cette explosion, il faut se reporter au temps où Napoléon Ier écrasa les peuples allemands sous le talon de sa botte ; où la Prusse, battue à Iéna, tomba épuisée aux pieds du vainqueur, et où la mère du roi Guillaume fut obligée de s'abaisser devant l'oncle, qui lui répondit par un sourire, plein de galantes promesses.

Oui, l'Allemagne se souvint, car tel est le destin des grands capitaines qu'ils lèguent à la postérité de la haine pour un siècle et que fatalement leurs victoires, qui enivrent les générations présentes, font le malheur des générations à venir. La guerre dont le but n'est pas la stricte défense du territoire est un crime qui s'expie jusqu'à la quatrième génération. Il n'est pas de conquérant, si glorieux soit-il, qui n'ait légué à son pays un héritage de sang ; il n'est pas de peuple si bas tombé qui n'ait un jour ou

l'autre retrouvé la force et la haine nécessaires pour venger le passé.

Mais les conquérants ne pensent pas à ces petits détails de la vie!

C'est en face de ce pays en armes que se trouvait la France presque désarmée. D'une part, des armées insuffisantes commandées par un empereur que ses qualités militaires désignaient à peine pour le grade de caporal; d'autre part, tout un peuple de soldats, sous les ordres d'un roi qu'assistaient des hommes remarquables, tous à la hauteur des événements. Ici, des légions conduites au combat par un homme qui ne prit même pas la peine de s'informer de son effectif; làbas, l'administration la mieux organisée, les troupes les mieux équipées, pourvues d'une artillerie redoutable, l'unité des commandements, une discipline de fer.

Bonaparte avait distribué les commandements à ses amis. Sauf Mac-Mahon et Bazaine, aucun des généraux supérieurs n'inspirait la moindre confiance ni à l'armée ni au peuple. Tout autre-

ment avait agi le roi de Prusse. Si pénétré qu'il soit de son pouvoir divin et de sa mission providentielle, il sut, en cette circonstance grave, subordonner sa volonté à celle de M. de Moltke, qui, par trois fois, refusa de donner un commandement à un général pour lequel Guillaume avait la plus vive sympathie. Ce général, Herwarth de Bittenfeld, avait conduit l'avant-garde pendant toute la campagne de Bohême, et cependant l'état-major l'écarta, et le roi s'inclina, quoique à regret, devant M. de Moltke.

Tandis que le roi de Prusse, afin de ne pas arrêter la marche de ses armées, mettait deux jours pour se rendre de Berlin à Francfort, trajet que l'on fait ordinairement en douze heures, Napoléon donnait à ses voitures de gala le pas sur le train de son armée; et quand, finalement, il se vit avec 300,000 braves soldats, dont le courage n'est pas douteux, en présence de tout un peuple armé ; quand il vit la Bavière debout à côté de la Prusse et que l'Italie et l'Autriche s'enveloppaient dans une inflexible neutralité, le grand homme de guerre, entre-

voyant pour la première fois la réalité, poussa ce cri de détresse :

— La guerre sera longue et pénible !

Il était bien temps ! (1)

(1) Je tiens à dire pourquoi je n'ai pas fait entendre ces dures vérités à Paris. Je ne me suis jamais cru le droit d'attaquer le gouvernement qu'il avait plu à la France de se donner. Il ne m'appartenait pas plus de dénigrer Napoléon III que de le servir. Comme étranger, mon rôle devait se borner à subir le régime impérial, tant que la nation française voudrait s'en accommoder.

VIII

La Prusse seule était prête à tenir campagne. Grâce à son organisation militaire, ce n'est un secret pour personne, elle put mobiliser en dix-huit jours six cent mille hommes; il ne lui en fallut pas davantage en 1866 pour équiper les deux armées de la campagne de Bohême. A toute éventualité, le ministre de la guerre à Berlin est prêt à la guerre quand même et toujours : non-seulement les arsenaux regorgent d'armes et de munitions, mais une

seule dépêche lancée dans tout le pays suffit pour appeler dans les vingt-quatre heures la réserve sous les drapeaux. Son organisation est toute militaire : à l'entrée du moindre village se trouve une plaque qui n'indique pas seulement à quelle circonscription administrative il appartient, mais encore de quel régiment de la landwehr les habitants valides font partie ; l'hésitation n'est pas possible. Au premier signal l'ancien soldat sait où il doit rejoindre sa compagnie, et, arrivé à sa destination, il n'a plus qu'à endosser l'uniforme. Le service du transport en chemin de fer n'est pas le côté le moins curieux de l'administration militaire : même en temps de paix, tout fourgon des voies ferrées allemandes est disposé pour le transport du soldat.

On a certainement remarqué que chaque fourgon porte à l'extérieur non-seulement le chiffre de son poids, mais encore celui des marchandises qu'il peut transporter. En Prusse, le même fourgon est orné d'une plaque qui fournit les mêmes indications et y ajoute le

nombre d'hommes ou de chevaux qui peuvent y trouver place à l'heure de la mobilisation ; de plus, le ministère de la guerre possède toujours, et à tout hasard, un itinéraire complet pour la guerre en remplacement de celui qui, en temps de paix, sert au transport des voyageurs. Tout y est calculé d'avance : le nombre de trains se dirigeant vers une frontière quelconque, les heures du départ et les temps d'arrêt ; sur un ordre du ministre, le mouvement ordinaire est suspendu et remplacé par l'itinéraire militaire. En même temps que les hommes rejoignent leurs corps, les fourgons et les locomotives abondent aux stations ; pas le moindre désordre ; tout est prévu dès longtemps ; les trains de soldats sont réglés comme l'express. On sait au juste au départ où l'on aura cinq minutes pour déjeuner et où l'on aura deux minutes d'arrêt pour prendre de l'eau ; rien n'est laissé au hasard.

On savait qu'en cas d'une guerre avec la France on pourrait chaque jour conduire quarante mille soldats avec tout leur matériel à la

frontière; pour le transport d'une armée prussienne de cinq cent mille hommes réunis sur les points stratégiques, il fallait donc douze jours, qui, joints aux six jours nécessaires à l'équipement, à l'armement, à l'agglomération du matériel du chemin de fer, donnent un total de dix-huit jours.

La Prusse était donc prête, mais le Sud se montra tout d'abord hésitant; la fraction hostile des Chambres bavaroises essaya de dissuader le roi de cette guerre. Sans la Bavière, le Wurtemberg ne marchait pas; une armée française envahissant dès la première heure les États du Sud, c'étaient deux cent mille hommes de moins sous les ordres du roi. Mais rien n'était prêt en France, et le temps qu'on mit à s'en apercevoir, la Prusse en profita pour s'assurer le concours définitif des États dissidents. Le parti unitaire l'emporta partout; le prince royal fut à Munich pour recevoir des mains du roi le commandement des troupes bavaroises, et cette déférence habile envers le souverain d'un petit État ne fut pas la moindre cause de l'enthousiasme bavarois.

Dès ce moment les forces dont disposait le roi de Prusse devinrent formidables :

Les troupes de la Confédération du Nord se composaient de 118 régiments d'infanterie à trois bataillons, 18 bataillons de chasseurs, 76 régiments de cavalerie, 13 régiments d'artillerie de campagne, 9 régiments d'artillerie de siége, 13 bataillons du génie, 16 régiments du train.

A ces chiffres il faut ajouter 218 bataillons de landwehr, pris parmi les anciens soldats jusqu'à l'âge de trente-quatre ans, ce qui donne pour la seule Confédération du Nord un total de 766,000 hommes, dont 82,500 cavaliers et 1,700 canons.

La Bavière amenait un contingent de 16 régiments d'infanterie à trois bataillons, 10 bataillons de chasseurs, 3 régiments de cavalerie, 2 brigades d'artillerie ; total : 117,500 hommes et 240 canons.

L'armée wurtembergeoise se composait de 8 régiments d'infanterie à deux bataillons, 3 bataillons de chasseurs, 4 régiments de cavalerie,

2 régiments d'artillerie; total : 35,000 hommes et 66 canons.

Enfin le grand-duché de Bade fournit 6 régiments d'infanterie à trois bataillons, 3 régiments de cavalerie, 3 régiments d'artillerie; total : 30,000 hommes et 64 canons.

TOTAL GÉNÉRAL :

937,000 fantassins, 100,000 cavaliers, 2,050 canons.

Assurément ce million d'hommes ne pouvait pas tenir la campagne à la fois; il faut défalquer de ces chiffres 300,000 hommes pour la réserve, les dépôts et les garnisons des places fortes; mais en appelant ensuite sous les drapeaux le deuxième ban de la landwehr, ainsi que les contingents de 1870 et 1871, l'Allemagne pouvait mettre en ligne une deuxième armée aussi formidable que la première; et en cas d'un revers, avec les levées en masse, le landsturm composé d'hommes valides jusqu'à l'âge de cinquante ans, tous anciens militaires, bien entendu, elle disposait au besoin de deux millions

de soldats, sachant leur métier, bien armés, bien équipés, et marchant au combat avec un enthousiasme qui grandissait chaque jour.

L'auteur de ce livre ne s'en fut point en Allemagne : il vivait à cette époque en Suisse, où il apprit à mesurer le patriotisme allemand d'après les récits des voyageurs et les correspondances des journaux anglais. L'agression impériale fut si imprévue, si violente, qu'elle insurgea toutes les nations contre l'Empereur. Cette guerre épouvantable, surgissant tout à coup au cœur de l'Europe, révolta toutes les consciences. La France, se voyant isolée, poussa un cri de rage ; les journaux affirmaient que toute la presse étrangère était vendue à la Prusse. Aveuglé comme il l'était, le peuple français ne vit point la réalité. Certes, je crois M. de Bismark tout à fait homme à ne reculer devant aucun sacrifice d'argent pour s'assurer le concours d'un journal accessible aux séductions, mais, en somme, l'indignation de la presse européenne fut l'expression de l'opinion publique, outragée par cette lutte épouvantable, entreprise *d'un*

cœur léger, d'après l'affirmation officielle d'un ministre impérial.

La France jugea l'Europe d'après son propre entraînement et son patriotisme ; elle ne se disait point, à cette heure suprême, que les autres peuples n'avaient ni les mêmes intérêts ni le même ressentiment. En effet, dans cette déclaration de guerre, venant tout à coup, pour un prétexte frivole, troubler la paix du monde, l'Europe tout entière ne vit qu'un désir coupable de raffermir la dynastie chancelante et conçut contre le provocateur une haine formidable où sombrèrent en un instant toutes les sympathies pour la nation française. Partout le courant fut le même, et rien n'aurait pu le modifier.

Mais le peuple français s'enfonçait dans son aveuglement : pour lui, tous les journaux étaient vendus à la Prusse, la *Presse* de Vienne, aussi bien que le *Times* de Londres et l'*Indépendance belge* de Bruxelles. Il fallut pour lui ouvrir les yeux toute une série de catastrophes, et elle vit avec stupéfaction, après la première partie du drame, avec la déchéance de Napoléon, dispa-

raître les sympathies prussiennes de la plupart des journaux jusqu'alors dévoués à la cause de l'Allemagne.

Ce qui se passa de l'autre côté du Rhin défie toute description. Revenues de la première stupeur, les races germaniques se soulevèrent unanimement. Cette fois, je le répète, la landwehr ne se montra pas récalcitrante comme en 1866; elle allait combattre pour son foyer et le repos de la famille. Ce fut un élan spontané, général, tel que je l'avais d'ailleurs prévu : les universités devinrent désertes, tous les étudiants s'engagèrent; dans les colléges, les cours supérieurs durent être suspendus, faute d'élèves, les adolescents ayant pris du service; les enfants quittèrent la maison paternelle pour suivre les armées; on ne put se débarrasser d'eux qu'en les renvoyant à leurs parents par la gendarmerie d'étape en étape; dans toutes les villes, des comités s'organisèrent pour le soutien des familles nécessiteuses de la landwehr, à qui l'État ne donne que seize francs par mois pour chaque femme et huit francs pour chaque enfant.

Dans la moindre gare de village se dressèrent comme par enchantement des buffets où l'on offrit des rafraîchissements et des cigares aux troupes partant pour la guerre. Toute la nation était à l'œuvre ; ceux qui ne portaient pas le fusil organisaient les ambulances ; la vieille Germanie ne fut plus qu'un vaste camp ; il n'y eut plus qu'un cri : *la guerre !* qu'une seule préoccupation : *la guerre !* Chacun y travailla dans la mesure de ses forces et de ses moyens, qui en offrant un million au gouvernement, qui en apportant une boîte de cigares aux soldats. Sur tous les parcours jusqu'à la frontière, l'armée se vit entourée, soutenue, encouragée par les populations, et chacun jura de faire son devoir. On avait déterré, pour la circonstance, un vieux chant oublié, dont l'auteur est mort depuis longtemps, mais qui, par son titre : *la Garde sur le Rhin*, répondait à toutes les préoccupations, et que les soldats chantaient en même temps que le peuple.

M. de Moltke, accouru de ses terres au premier signal, demeura silencieux, comme toujours.

A ceux qui se pressaient autour de lui pour lire une espérance dans ses yeux, il ne répondit pas, ou bien à cette question : « Que pensez-vous, général ? » il répondait : « J'arrive de mes terres ; la récolte sera médiocre ! » Cependant il ne resta pas inactif. Son premier soin fut de donner aux officiers supérieurs l'ordre formel de n'accepter aucun combat sérieux avant que les troupes fussent réunies en nombre sur les points désignés par le chef de l'état-major général de l'armée. On était décidé à livrer la ligne de la Moselle plutôt que de s'exposer à une défaite.

Cette fois, l'Allemagne avait la plus grande confiance en ses chefs militaires, éprouvés pendant la campagne de 1866. Cependant, elle ne vit pas sans les plus amères appréhensions ses armées partir pour la frontière française. Tandis que M. de Bismark calculait déjà les chances de cette guerre et la grandeur que, triomphante, la maison des Hohenzollern pouvait y récolter, les peuples demeurèrent consternés, quoique décidés à lutter jusqu'au dernier homme.

On n'avait point, à l'égard des armées françaises, ce sublime dédain que l'impérial étourdi montra pour les armées allemandes. Les vieillards se souvenaient encore des Français du premier empire et les générations présentes avaient vu les Français du second à l'œuvre en Crimée et en Italie; on ne parlait de Mac-Mahon et de Bazaine, je ne dis rien des autres, qu'avec un respect qui témoignait de l'estime que l'on avait pour leur talent. On avait bien vaincu les Autrichiens, en 1866, mais les Français avaient écrasé ces mêmes Autrichiens en 1859. L'opinion, généralement accréditée, fut que le gouvernement, lors du plébiscite, n'avait pas fait voter tous les régiments pour cacher l'effectif de son armée à l'Allemagne qu'il comptait envahir. Personne, sauf peut-être M. de Moltke, ne s'attendait à ce que l'empereur Napoléon entreprendrait une telle guerre avec 300,000 hommes; les journaux allemands qui, dès les premiers jours, s'étaient spontanément renfermés dans le plus profond silence sur le mouvement des troupes allemandes, donnèrent, sur la composition de

l'armée française, des renseignements qui ne manquèrent pas d'épouvanter le peuple.

L'armée d'Afrique allait venir avec ses zouaves et ses turcos ; ses turcos surtout, ces monstres noirs qui, suivant la superstition répandue en Allemagne, coupaient les oreilles à l'ennemi après l'avoir tué. « Quoi ! se disait-on, pour nous faire la guerre, on va chercher, en Afrique, ces hordes d'assassins ! » Oh ! ces turcos ! on ne se figure pas quelle influence ils eurent sur le mouvement patriotique en Allemagne. La guerre, on s'y fût aisément résigné, d'autant plus que, depuis des années, on l'avait vue venir. Mais les turcos ! les turcos ! Rien qu'en y pensant, lon frémissait d'horreur et d'épouvante ! D'un bout à l'autre du pays on se disait : « Vous savez qu'on fait venir les turcos d'Afrique ! » Et l'on s'en allait par la ville en criant : « Ils font venir les turcos, c'est la guerre à outrance ! »

Les turcos ! Mais les fameux Croates de Benedeck, si redoutés qu'ils furent en 1866, paraissaient des anges à côté de ces nègres afri-

cains! Le commandement militaire vit un danger dans la terreur que le seul mot de « turcos » propageait dans le pays ; il se dit que cette terreur, se répandant dans l'armée, pourrait démoraliser le soldat à l'heure où il se trouverait en face de cet adversaire inconnu; et l'état-major prussien, toujours en éveil, résolut de conjurer le danger. A cet effet, il publia un opuscule qu'il fit tirer à 1,500,000, et dont chaque soldat reçut un exemplaire. Cette brochure contenait la composition de l'armée française, la description de la coupe et des couleurs de ses uniformes, et la façon de combattre de chaque arme ; les zouaves y étaient et les turcos aussi ; mais afin de familiariser le soldat avec ces derniers, on orna cette brochure d'une image représentant des turcos plus laids que nature, ce qui eut pour résultat qu'à Wœrth, où ils aperçurent pour la première fois ces nègres redoutés, les soldats allemands les trouvèrent bien moins féroces d'aspect qu'ils ne l'avaient supposé.

Cette terreur des turcos, d'ailleurs, n'envahit

que les soldats des campagnes lointaines; la partie éclairée de l'armée, comprenant les jeunes gens des villes, les volontaires, les étudiants, les négociants, les magistrats et les industriels, ne la partagea point; se sentant blessés d'avoir à combattre des nègres, ils propageaient dans les rangs le plus complet mépris pour ces êtres infimes auxquels ils se considéraient supérieurs par leur éducation et leur volonté; ils en conçurent une haine profonde contre les soi-disant soldats d'Afrique, haine tellement violente que chacun se promit tout bas de ne pas faire merci à un seul de ces *monstres noirs* que la France venait de déchaîner contre eux, hommes de la civilisation européenne.

C'est que l'Allemagne, ordinairement si bien renseignée, ne savait point que ces turcos, en somme, étaient des soldats comme les autres, qui, en temps de paix, promenaient les enfants aux Tuileries, tout comme un simple sapeur français. Elle pensait que le gouvernement impérial ne se servait de ces tirailleurs indigènes

que pour combattre les tribus arabes, et qu'on les avait fait venir tout exprès d'Afrique pour donner à la guerre contre l'Allemagne un caractère essentiellement féroce. Elle ne vit en eux que des sauvages appelés à poursuivre de l'autre côté du Rhin une œuvre de destruction qui répugnait au Français civilisé. On se disait :

— Si nous n'exterminons pas cette race maudite d'Afrique jusqu'au dernier homme, elle violera nos femmes, incendiera nos maisons, mangera nos enfants. Donc, il faut détruire les turcos.

Avant le premier coup de fusil, la guerre *à outrance* était déclarée contre les soldats d'Afrique, ce qui fait que dès son début, cette guerre devait prendre un caractère tout particulièrement odieux.

IX

Certes, mon intention n'est point de dire des choses blessantes à l'armée française, dont la réputation de vaillance et de bravoure est à ce point au-dessus de toute discussion qu'elle a survécu à tous les désastres. Ce qui manquait à cette armée, ce ne furent pas seulement le nombre et la discipline, minée par des théories dangereuses, mais encore des chefs dans le sens moderne du mot, c'est-à-dire des hommes instruits et connaissant l'adversaire qu'ils avaient à combattre.

L'Empereur, ignorant lui-même ce qui se passait au delà de ses frontières, berça l'armée d'illusions. A son avis, il suffisait que cette armée fût *impériale* pour qu'elle recommençât au premier signal les brillantes épopées du premier empire; il croyait au prestige de l'aigle, comme plus tard M. Gambetta crut qu'il suffisait, pour vaincre, d'inscrire sur les drapeaux la devise républicaine. L'officier français, s'en rapportant à ce sentiment chevaleresque de la nation que l'on appelle la vieille furie française, comptait sur son épée et son courage pour vaincre l'ennemi, quel qu'il fût. De cette conviction naquit le dédain de l'adversaire, d'où surgit la déroute.

De la formidable artillerie prussienne, de ces engins terribles qui portent à des distances incroyables, on ne se doutait même pas, quoique, dans mes relations sur la campagne de Bohême, publiées par un des journaux les plus répandus de l'époque, l'*Événement*, de M. de Villemessant, j'eusse consacré plus d'un article à cette artillerie. Mais par cela même que ces ca-

nons en acier fondu, se chargeant par la culasse, n'étaient pas d'invention française, l'éminent artilleur des Tuileries les dédaignait, persuadé qu'il ne pouvait y avoir au monde d'engin supérieur à la mitrailleuse, à laquelle il avait collaboré.

J'ai l'honneur de connaître tout particulièrement un des officiers d'artillerie attachés aux ateliers de Meudon, et souvent nous causâmes ensemble de l'artillerie moderne. On pense bien que, sachant qu'il avait juré sur l'honneur de ne rien trahir de la fabrique de Meudon, je ne lui fis jamais l'injure de lui demander des renseignements sur la mystérieuse mitrailleuse; mais, en revanche, plus d'une fois il fut question entre nous de l'artillerie prussienne et des canons en acier fondu. Son mépris pour cette invention fut à la hauteur de son ignorance; il ne les connaissait pas, et cependant il les dédaignait.

— Vous comprenez bien, mon cher ami, me disait-il, que notre comité d'artillerie eût depuis longtemps adopté ces canons, s'ils valaient quelque chose. Soyez bien convaincu que, si

nous ne les avons pas, c'est qu'ils ne valent pas le diable !

A ce raisonnement, j'avais beau opposer les expériences faites dans la campagne de Bohême, mon ami, l'officier d'artillerie, n'en persista pas moins dans son scepticisme, et parfois, en souriant, me dit : « Ce n'est pas étonnant que vous trouviez ces canons superbes, vous qui êtes Prussien ! »

C'était d'ailleurs la phrase consacrée, quand j'essayais de faire entendre une vérité sur l'Allemagne. Lorsque j'affirmais que la landwehr n'était point ce qu'on la croyait en France, c'est-à-dire une armée de bourgeois obèses et goutteux, on m'appelait Prussien ! Si j'osais soutenir cette thèse que la guerre avec l'Allemagne serait acharnée et terrible, on m'appelait Prussien ! Le patriotisme français fut aussi aveugle qu'ignorant ; on se berçait d'illusions aux Tuileries tout aussi bien qu'au cabaret ; dans tous les esprits régnait une confiance inexpugnable en la supériorité française en même temps que le plus absolu mépris pour le peuple voisin.

Très-certainement, sous bien des rapports, la nation française était supérieure à l'Allemagne : par ses droits conquis en 1789, par la protection que, libre elle-même, elle accordait aux peuples asservis, par l'égalité des citoyens devant la loi proclamée par elle, par tout enfin ce que fit la France moralement grande et respectée. A l'actif de la nation se trouvaient encore l'impétuosité du sang français, l'esprit incisif, la générosité, et surtout cette finesse inhérente à la race la plus intelligente et en même temps la plus ignorante des races civilisées.

L'instruction prussienne, à laquelle j'ai consacré nombre d'articles dans le *Figaro*, établissait l'éclatante supériorité de la race allemande, qui tient tout de l'étude persévérante et du désir inné de s'instruire. Depuis vingt ans, le niveau intellectuel s'était élevé en Allemagne alors que le gouvernement impérial le maintenait en France dans des sphères infimes. Le soldat, sachant lire et écrire, n'était point cette brute qu'on crut avoir pour adversaire. Avec l'instruction obligatoire s'était pro-

pagé dans les masses le désir de s'instruire davantage; de simple machine qui, sans le mécanicien, n'est plus qu'une chose inutile, le soldat allemand devint un être jugeant les choses avec sa propre intelligence; il en advint que dans la campagne de Bohême, par exemple, on dut plus d'un succès au rapport clair et lucide d'un simple uhlan qui, revenu des avant-postes, put fournir à ses officiers des renseignements précis, comme un homme qui, par la lecture, avait appris à s'expliquer convenablement; les sous-officiers, jadis des sergents imbéciles, sentirent que, pour maintenir leur autorité sur ces hommes, il leur fallait les dominer par le savoir autant que par le grade; quant aux officiers, ils avaient suivi le mouvement, et en remontant à l'état-major, on y rencontrait des savants en uniforme, jaloux d'appliquer à l'art militaire le moindre progrès de l'industrie ou de la science.

Assurément, le corps d'officiers en Prusse n'est pas un modèle de toutes les perfections humaines; il se distingue surtout par cette vanité

de l'uniforme qui le fait majestueusement planer sur la société. Rompu dès sa plus tendre enfance à la discipline militaire, sortant presque toujours des écoles spéciales, emprisonné, pour ainsi dire, dès le berceau dans un uniforme, hautain, entiché de sa naissance quand il est noble, se haussant au niveau du hobereau quand il est pauvre, pénétré de son importance dans l'État, l'officier prussien, dépourvu de cette grâce aimable et bienveillante qui est le fond du caractère français, froisse l'élément bourgeois et éloigne de sa personne les hommes jaloux de leur dignité.

Pour juger ce gandin de l'uniforme, il ne faut le voir ni à la parade, ni dans les salons, mais bien chez lui, dépouillé de son casque et cherchant dans l'étude une consolation à sa pauvreté ; car, sauf les officiers de la garde, ils sont tous pauvres, à ce point que leur misère est proverbiale en Allemagne. A moins d'être prince du sang ou allié à quelque grand-lama militaire, l'officier prussien sait qu'il n'a rien à attendre de la faveur et qu'il ne peut maintenir son prestige

qu'à la condition de s'élever par l'instruction à la hauteur du corps d'officiers de la landwehr, où se confondent les plus vastes intelligences du pays.

La Prusse, où le service est obligatoire, a cependant adouci la servitude militaire pour ceux qui, par leurs études, savent s'en affranchir. Tout jeune homme qui, dès l'âge de dix-huit ans, est en état de passer un examen, imposant, en dehors des études classiques, la connaissance d'une langue vivante étrangère, le français ou l'anglais, à son choix, ne reste qu'un an sous les drapeaux, pourvu, toutefois, qu'il s'équipe à ses frais. On ne se figure pas ce que cette faveur, accordée à la supériorité intellectuelle, a fait pour l'instruction en Allemagne. Dans ce corps de volontaires d'un an, c'est-à-dire parmi les jeunes hommes les plus intelligents, les plus instruits de la nation, se recrutent les officiers de la landwehr.

Pour rester à la hauteur de ce corps, les officiers de l'armée régulière sont tenus à s'instruire : j'ai connu de jeunes sous-lieutenants

tellement dénués que, pour acheter un livre utile, ils se privaient d'un repas par jour; j'en ai connu d'autres qui, pour suivre à Berlin les cours des écoles militaires spéciales, s'astreignaient à des sacrifices inouïs. A une certaine époque de ma jeunesse, je fus très-lié avec deux jeunes officiers d'artillerie, venus de la province pour entrer à l'école d'état-major et qui, à Berlin, où la vie est relativement chère, vécurent plus misérablement que le plus humble des ouvriers; ils n'avaient qu'une toute petite chambre pour eux deux, qu'un seul exemplaire de chaque livre utile, qu'ils se passaient mutuellement; leur dîner, ils le faisaient venir d'une misérable gargote, et afin d'économiser de quoi acheter des gants blancs pour figurer dans la rue, ils ne déjeunaient que d'un morceau de pain noir et d'un verre d'eau claire; et ces deux jeunes gens n'étaient point une exception, grand Dieu! Sauf les officiers riches, aimant la carrière militaire pour la vie de garnison et l'uniforme, tous sont animés de la même volonté de parvenir et soutenus par la même énergie à marcher vers leur but.

Parmi eux, le plus humble sous-lieutenant avait depuis longtemps étudié les pays avec lesquels une guerre lui paraissait probable ; la France était du nombre ; et sachant que la Moselle, l'Alsace et la Lorraine seraient le théâtre de cette guerre, si elle devait éclater, il en avait étudié les cartes topographiques et en connaissait tous les détours. Par le fait, l'officier prussien, le jour où il aurait passé la frontière, se trouvait chez lui en pays étranger ; il savait la langue française aussi bien que la géographie ; et sûr d'être soutenu par ceux qui suivaient, il pouvait s'avancer toujours sans crainte de s'égarer en route.

Le soldat français partageait avec ses chefs le dédain de cet ennemi, s'en rapportant pour le vaincre à son seul courage. Des armées allemandes, on ne savait rien. Je me souviens encore de l'étonnement qui me saisit en Suisse à la lecture d'un certain feuilleton de M. Paul de Saint Victor, fin, élégant, charmant comme tout ce qu'écrit cet homme de talent, l'un des plus remarquables de la presse parisienne. Saint

Victor venait de cueillir dans un volume d'Henri Heine quelques pages pleines de la plus cruelle ironie sur les soldats prussiens, pages qui eurent un regain énorme de succès. Seulement, il ne songea point à ce détail, à savoir que ce qui était vrai à l'époque où Heine écrivit son livre, n'était plus à l'heure présente qu'un souvenir littéraire. Le soldat prussien ayant avalé le bâton avec lequel on l'avait rossé, n'existait plus que dans le spirituel pamphlet; la gymnastique, encore dans l'enfance en France, mais qui depuis longtemps fait partie de l'instruction primaire en Allemagne, avait dégourdi les jeunes générations, en même temps que l'uniforme ridicule et pesant était remplacé par des vêtements plus commodes.

Tandis que l'orgueil impérial eût rougi de se modeler sur le progrès du voisin, l'administration militaire prussienne fit du progrès chez les autres peuples le but constant de ses préoccupations. La France notamment, redevenue un pays belliqueux depuis l'avénement de Napoléon, fut étudiée, non par les bonnes d'enfants

et les ouvriers, mais par des hommes spéciaux, mieux doués qu'un limonadier ou qu'un balayeur pour renseigner l'état-major prussien.

Il est tout à fait certain que la Prusse connaissait la France autant que l'Empire ignorait la Prusse. A ce sujet, je me souviens encore d'un dîner que je fis, quelques semaines avant la guerre, au Moulin rouge, en société de M. Pertuiset, l'inventeur des balles explosibles. A la table voisine se trouvait un jeune homme que je ne reconnus pas tout d'abord, ne l'ayant vu que deux ou trois fois : c'était l'un des officiers de la maison militaire prussienne. M. Pertuiset me pria d'assister à des expériences de ses balles explosibles qui devaient avoir lieu le lendemain à Vincennes. Je déclinai cette invitation comme ne présentant aucun intérêt pour moi ; mais, sur la demande de M. Pertuiset, j'offris à l'officier d'assister à ces expériences : le Prussien nous répondit qu'il connaissait ces balles aussi bien que leur inventeur et, pour affirmer son dire, il en fit, sur l'heure, la plus minutieuse description, détaillant et leurs qualités et leurs

défauts. Il est donc indiscutable que la Prusse fut renseignée par des hommes spéciaux sur tout ce qui pouvait l'intéresser. Le malheur de la France fut que son gouvernement, absorbé à l'intérieur, porta toute son attention sur Belleville et dédaigna le voisin.

Et cependant la France eut à Berlin, pour la renseigner, un homme d'un talent remarquable et d'une perspicacité rare, M. le baron Stoffel, qui connaissait à fond la Prusse, son armée, le peuple et le reste, et dont les rapports sont des merveilles de lucidité et de perspicacité. On ne les lut pas ou on les dédaigna, et c'est là le grand crime du gouvernement impérial. Peut-être bien la guerre eût-elle éclaté trois mois après, mais nous n'avons pas à envisager les probabilités. La vérité est qu'il était du devoir de l'Empereur de mesurer le danger de cette guerre avant de la déclarer pour une futilité. Qui nous dit qu'une cause imprévue n'eût pas plus tard rapproché les deux peuples au lieu de les jeter sur les champs de carnage ? Apprendre la vérité à la France, c'eût été rendre le peuple

aussi hostile à la guerre que l'y avaient rendu favorable des excitations continuelles. Napoléon III en était à ce moment critique de son règne où il s'agissait, pour lui et les siens, d'asseoir la dynastie. Le plébiscite aurait dû lui donner 8,000,000 de voix, mais le vote de l'armée paralysa ce résultat; la désaffection de quelques régiments n'était plus douteuse. La candidature du prince de Hohenzollern lui parut une excellente occasion de se rattacher l'armée par la victoire. Qu'il y eût ou non des hommes, des armes et des munitions, ce fut son moindre souci; d'ailleurs, ignorant comme il l'était, il ne mesura certainement pas l'effroyable catastrophe qu'il déchaînerait sur l'Europe; il laissa la police et la foule hurler : *A Berlin!* mais, au fond, son ambition était moindre.

L'aigle impérial se déplumait de plus en plus; il faisait pitié à voir depuis son retour du Mexique; il était mélancolique et rêveur. L'Empereur comptait sur les eaux d'Allemagne pour lui rendre la santé; il pensait tout au plus lui

faire faire une saison de trois semaines et le ramener aux Tuileries avant le 15 août. L'Allemagne, à mon sens, s'exagérait le danger; Napoléon ne songeait certainement pas à détruire la vieille Germanie par le fer et le feu; son cerveau affaibli n'était plus en mesure d'enfanter un si vaste plan. De sa conduite en Italie, on pouvait induire ce qu'il ferait en Allemagne. Victorieux, il se fût contenté d'une première bataille. Cinquante mille cadavres eussent très-certainement assouvi son ambition, non par humanité, grand Dieu! mais parce qu'il aurait atteint son idéal, qui était d'éclipser, par une rentrée dans Paris, les cavalcades historiques de l'ancien Cirque impérial.

Et c'est pour faire cette déloyale concurrence à l'acteur Edmond Galland, qui jouait les généraux au Cirque, que ce monarque caduc provoqua l'épouvantable carnage dont l'âme attristée se détourne avec une horreur mêlée de dégoût, et où sombra sa dynastie en même temps que la civilisation européenne!

X

Il faut rendre cette justice à l'Empereur qu'il ne pouvait choisir un plus mauvais moment pour offrir la guerre à la Prusse. Le maréchal Lebœuf, après avoir déclaré que la France était prête à la guerre, s'aperçut, trop tard, que rien n'était préparé. Le désarroi régnait dans toutes les branches de l'administration ; les officiers couraient après leurs régiments ; des hommes de la réserve, pour rejoindre leurs corps égarés, firent pour ainsi dire le tour de la France

avant d'arriver à leur destination. On raconte que le maréchal Mac-Mahon, en débarquant d'Afrique, et en voyant de près l'inextricable désordre, s'écria dans un accès de désespoir :

— Nous sommes perdus !

Du moment où sa résolution fut prise, Napoléon n'avait plus qu'à faire entrer du jour au lendemain cinquante mille hommes dans les États du Sud pour priver la Prusse des deux cent mille hommes qu'on forçait la Bavière, le Wurtemberg et le duché de Bade d'amener au commandant en chef des armées allemandes. Mais, après avoir papillonné jusqu'alors sur les ailes dorées de la fantaisie, il se trouva subitement en face de la réalité. De quoi ne manquait-on pas ! De tout. L'histoire de cette désorganisation universelle d'une armée que l'on disait prête ne peut être décrite que par les soldats qui en ont souffert. Aucune administration ne donna jamais au monde de spectacle plus affligeant. En dehors du chassepot, rien n'existait, rien n'était organisé pour la guerre. Un officier de cavalerie m'a affirmé que son escadron partit

sans chirurgien, et qu'à la dernière heure, pour ne pas démoraliser les soldats, on attacha à cet escadron une sorte d'infirmier dont l'ignorance devait, en cas d'une blessure grave, achever ce que la balle ennemie avait commencé. C'est à ce point qu'un médecin de la ville dit, au départ, à ce chef d'escadron :

— Mon cher ami, si vous êtes blessé grièvement, vous n'aurez plus qu'à vous brûler la cervelle pour vous éviter d'inutiles souffrances.

A ce désordre qui régnait dans les commandements, l'intendance, les arsenaux, les places fortes, partout enfin, il faut attribuer les hésitations qui suivirent la déclaration de guerre et permirent à M. de Moltke de masser ses nombreuses armées. Ces lenteurs encore inexpliquées impatientaient le peuple français, sans toutefois lui faire perdre la confiance. Mais l'Empereur, sachant à quel point les esprits sont mobiles en France, et devinant qu'à cette population parisienne, entraînée par ses artifices, il ne fallait pas laisser le temps de se refroidir; l'Empereur, dis-je, résolut d'offrir à la France un combat

préliminaire, et, de concert avec le général Frossard, il combina l'expédition contre Saarbruck, ville ouverte, défendue par quelques bataillons prussiens seulement.

Napoléon avait amené son fils à l'armée avec une certaine solennité. Ce pauvre bambin, disait-on, savait ce qu'il devait à son nom; il allait recevoir le baptême du feu, cet impérial enfant; son père voulait lui apprendre de bonne heure comment on incendie une ville. Les mitrailleuses qu'il n'avait encore essayées que sur des chevaux, il fallait enfin les éprouver sur des hommes. Ce spectacle hideux, révoltant, lugubre, il l'offrit à son jeune fils comme une récompense de son passé et une promesse de son avenir; il le conduisit au massacre comme un bourgeois emmène son enfant voir les splendeurs d'une féerie.

Ce cynisme dut très-notoirement révolter tous les honnêtes gens en France; l'Europe entière en fut saisie d'épouvante et d'indignation; en Prusse, il éteignit tout sentiment humain; les hommes mariés de la

landwehr se sentirent l'âme envahie d'une haine colossale contre cet homme qui servait comme un jouet sinistre à son fils une boucherie de Prussiens. Dès ce moment on ne vit plus en Napoléon qu'un de ces êtres sanguinaires qui surgissent de ci de là dans l'histoire pour la honte d'un siècle ; on se demandait ce que l'Allemagne deviendrait en cas de revers.

Une bataille perdue eût soulevé moins de colère que cette petite tuerie préparatoire donnée en distraction à un enfant par son impérial père, et que la dépêche officielle dénatura en une belle et bonne victoire, où, disait l'Empereur, les vieux grognards avaient pleuré d'émotion en voyant le prince impérial ramasser des balles au milieu des cadavres.

Hideux spectacle, prologue de tant d'autres plus hideux encore! Cette abominable guerre, dès son origine, devint, par la force des choses, une guerre d'extermination chez les deux peuples qui allaient se combattre. En France aussi bien qu'en Allemagne, il ne restait rien d'hu-

main depuis le premier coup de canon; il était facile de deviner que, dès à présent, il ne s'agissait plus d'un duel entre deux armées, mais d'une guerre acharnée entre deux nations. Déjà les reporters avaient suivi les armées et exalté de part et d'autre le patriotisme; les journaux qui me parvinrent en Suisse ne me laissèrent plus de doute sur les effroyables proportions que devait prendre la lutte.

On ne se salua pas comme des hommes qui, galamment, comptent se couper la gorge. On s'injuria, on s'invectiva, pour ainsi dire, l'arme à la main, et il ne fut pas de bassesse dont on n'accusât son adversaire au moment où, tirant l'épée, on se mit en garde.

Si je m'arrête à toutes ces particularités, ce n'est point pour le plaisir d'insister sur des fautes que chacun doit, en ce qui le concerne, se reprocher au fond de sa conscience, mais pour démontrer la marche graduelle et toujours croissante du vandalisme en cette horrible campagne. A Berne, siége du gouvernement, centre d'informations, nous connûmes bientôt

tous les détails de cette fameuse entreprise du général Frossard contre la ville ouverte de Saarbruck, et le succès que les mitrailleuses de Napoléon avaient remporté ; on souriait tristement de cette triste équipée, et grande fut notre surprise quand les nouvelles de Paris vinrent nous apprendre avec quelle forfanterie tout impériale le gouvernement avait fait annoncer ce succès du haut des théâtres par des acteurs. Les personnes connaissant l'Allemagne se disaient que, si les Prussiens s'étaient retirés, c'est qu'ils jugeaient la position intenable ; d'aucuns voulurent voir dans ce fait un premier revers suivi bientôt d'autres ; seul un général russe fut d'avis que, pour agir de la sorte, ils devaient méditer un grand coup, et, soutenant seul contre tous ses théories, il conclut par ces mots prophétiques :

— L'armée française est bien malade !

Le lecteur qui s'attend à une description des batailles voudra bien me pardonner si je trompe son attente ; militairement, l'histoire de la guerre de 1870-71 ne peut être écrite que

par un officier, et alors que le temps aura dégagé les événements des ténèbres où la passion les tient encore enveloppés. Nous ne pouvons, vous et moi, que suivre les armées de loin ; nous devons nous contenter de résumer rapidement les victoires et les défaites, afin de ne pas nous écarter un seul instant du but de ce livre; ce qui nous préoccupe, ce sont moins les armées que les peuples; nous n'avons pas l'intention de compter les cadavres, mais bien de suivre la civilisation embourbée dans le sang.

Tout à coup éclate une nouvelle grave : l'armée du prince royal, après s'être élancée sur Wissembourg, après avoir écrasé le corps du général Abel Douay, avait marché sur le maréchal Mac-Mahon et, sur le champ de bataille de Frœschwiller, à Wœrth, s'était en un jour décidé le sort de la France. La lutte fut terrible et la retraite de l'armée du maréchal Mac-Mahon à ce point précipitée, qu'on oublia de défendre les passages des Vosges par où les armées allemandes, débordant de tous les côtés à la fois, se transportèrent en Alsace jusque

sous les murs de Strasbourg. Mac-Mahon battu! lui, le vainqueur de Magenta, le maréchal en qui l'on avait le plus de confiance! Ce désastre, disait-on, va produire un effet accablant en France et montrer enfin au pays toute la gravité du danger! Il n'en fut rien pourtant, et M. Edmond About, qui osa écrire sur cette retraite quelques pages sincèrement émues, faillit se faire lapider. Ce fut dans toute la presse un *tolle* général contre ce Français qui ne craignait pas de dire la vérité, et la France tout entière y répondit en apportant dans les bureaux du *Figaro* quarante mille francs pour offrir une épée d'honneur au *glorieux vaincu* de Frœschwiller.

Certes, s'il s'était agi tout simplement, en une circonstance si grave, de donner à un maréchal malheureux un signe de la haute estime de la nation, survivant à un désastre; si en toute cette affaire on n'avait eu pour objectif que de relever le moral des troupes en donnant publiquement à leur chef un témoignage de la sympathie du peuple, il faudrait s'incliner res-

pectueusement devant le patriotisme et la fierté nationale, grandissant après une catastrophe. Mais ce fut un tout autre sentiment qui entretint les Français dans leur erreur; l'exaltation des masses fut telle, qu'elle ne vit encore dans cette formidable attaque de l'Allemagne qu'une surprise qui coûterait cher aux armées allemandes. Tenez, ma plume se refuse à faire une peinture exacte de l'enivrement, mêlé de folie, qui emporta le peuple parisien, dont pendant quinzê ans je fus l'hôte. Sous la plume d'un écrivain français, ces vérités seront moins blessantes. Les lignes qu'on va lire sont de M. Francisque Sarcey, qui fait connaître, avec sa brutale franchise, l'esprit parisien du moment, dans son livre plein d'intérêt « *Le Siége de Paris* », auquel j'emprunte le passage suivant :

« Il y a des peuples dont les imaginations,
» naturellement tristes, sont hantées de papil-
» lons noirs. Les Parisiens, au contraire, ont
» l'esprit toujours ouvert aux crédulités et aux
» espérances. Jamais ils ne regardent en face
» la réalité qui leur déplaît; ils ressemblent

» à l'autruche qui se cache la tête entre deux » pierres pour ne pas voir le chasseur qui la » vise. Ils se leurrent jusqu'au bout de chimères » agréables et détournent volontiers les yeux » des malheurs qu'ils ne peuvent plus se dissi- » muler.

» C'était dans toute la presse un parti-pris de » mensonges qui flattaient les vanités natio- » nales. On ne pouvait guère cacher les pro- » grès des Allemands et leurs succès répétés, » partout où ils rencontraient nos troupes. » Mais on s'en tirait par des excuses que l'on » tenait toutes prêtes, pour sauver à nos pro- » pres yeux notre amour-propre souffrant. Nos » défaites étaient plus glorieuses que des vic- » toires, et l'on disait de la journée de Wœrth » que c'était un revers triomphant. On exaltait » la gloire de nos retraites et l'héroïsme des » soldats qui les exécutaient. »

Telle était la situation tristement exacte. Paris, et avec lui la France tout entière, se berçait encore de chimères. Un soir, dans une rue de Berne, je fis la rencontre d'un de mes amis

parisiens qui venait de quitter Paris. A son exaltation je pus mesurer l'état des esprits, que les journaux m'avaient paru jusqu'alors exagérer. Les événements avaient marché depuis Wœrth : le ministère Ollivier s'était écroulé ; le général de Montauban avait pour mission de sauver la France. Sous les murs de Metz, pour ainsi dire, trois grandes batailles avaient été livrées ; la plus terrible fut celle de Gravelotte, et rien, rien n'avait encore ébranlé la confiance française, qui perdit le pays, mais qui eût pu le sauver également, si à sa tête se fût trouvé un homme capable de dire la vérité.

Tout d'abord, je crus que mon ami parisien était devenu fou ; son aveuglement, après tant de désastres déjà, ne me paraissait pas d'un esprit sain ; il voyageait avec sa femme, qui, pensai-je, l'emmène dans les montagnes chercher le calme et la tranquillité. Je me trompais ; ce brave garçon avait sa raison tout autant que les autres Parisiens ; il n'était que l'écho fidèle de l'opinion publique. Les Prussiens n'avaient vaincu que par la trahison et le nombre ; Ba-

zaine n'attendait qu'un signal pour les écraser ! Il ne lui fallait pas parler de l'isolement où la politique impériale avait jeté la France ! Des alliances ? A quoi bon ! Si l'Italie voulait envoyer cent mille hommes, on les refuserait avec dédain !

Et comme j'osais insinuer que le ministère trompait le peuple, que Bazaine se trouvait bloqué dans Metz, et que l'Allemagne avec son million d'hommes était en état de poursuivre la guerre tant qu'on voudrait, cet ami de quinze ans me traita de Prussien et prit congé avec une brusquerie dédaigneuse, qui me prouva en quel mépris il me tenait désormais.

Et comment eussent-ils pu savoir la vérité ? Au ministère Ollivier, il est vrai, avait succédé le ministère Montauban. Mais le système gouvernemental restait le même. Le Français est ainsi fait ; il ne va pas au fond des choses ; il croit avoir tout fait quand il a fait tomber un ministère ; pour lui, à cette heure, le coupable était le ministère Ollivier, lequel avait déclaré cette guerre qu'il promettait glorieuse et qui

débutait par des défaites; il renversa M. Ollivier et crut la situation sauvée; dans son délire patriotique, la pauvre France ne vit pas qu'elle n'avait fait que chasser un homme coupable, mais que le système qu'il représentait, système de tromperie, disons le mot, de mensonge, avait survécu au ministère Ollivier.

Quant au général Cousin de Montauban, dévoué à la dynastie régnante comme tous les hommes de son entourage, il s'agissait pour lui de sauver l'Empereur avant la France, de préparer non-seulement la victoire, mais encore de prolonger jusque-là la dynastie, déjà grevée d'un protêt comme une mauvaise lettre de change. Le ministre avait une double préoccupation, le succès en rase campagne, tout autant que la victoire dans Paris; il trompait la France et se berçait lui-même en la confiance aveugle déjà si fatale à la nation.

Pour l'observateur, Paris offrait un spectacle bien attristant. Son aveuglement semblait grandir avec les désastres. On venait de lire en même temps que les dépêches prussiennes les

télégrammes de source anglaise ou italienne, et tous s'accordaient à constater la marche toujours victorieuse des armées allemandes; puis arrivaient les journaux de Paris, nous apportant les débats du Corps législatif : la France avait vaincu partout; Bazaine avait anéanti plusieurs corps; du haut de la tribune, le président du conseil des ministres affirmait que trois corps prussiens venaient d'être précipités dans les carrières de Jaumont, bataille qui n'a jamais eu lieu que dans l'imagination de l'orateur. Une autre fois, M. de Montauban, à la tribune; affirma que cette guerre coûtait un million par jour à la Prusse.

Et la Chambre d'applaudir, sans se dire que ce million prussien coûtait cent millions à la France dévastée, ruinée, meurtrie, et que, tandis que ces applaudissements éclataient, les fermes brûlaient en Alsace et que de pauvres gens, qui crurent faire acte de patriotisme en tirant sur l'ennemi, étaient fusillés pour avoir défendu leur patrie envahie !

Mais, bast! on n'y songeait guère, on n'y pen-

sait pas. La guerre coûtait un million à la Prusse, qu'importait le reste! O législateurs de la majorité, comment, à cette déclaration stupide, suivie d'un tonnerre d'applaudissements, votre cœur n'a-t-il pas bondi? Comment ne vous êtes-vous pas élancés à la tribune pour demander compte des meurtrissures de votre pays, plutôt que des blessures faites aux finances prussiennes? C'est qu'eux aussi étaient affolés comme l'Empereur et les ministres. Ils entrevoyaient à la fois l'anéantissement des armées et l'écroulement de l'empire. La presse, elle aussi, avait perdu la raison; elle se rendit complice du ministère en propageant mille fables plus absurdes les unes que les autres.

En lisant toutes ces folies débitées à la tribune ou dans les gazettes, on pouvait prévoir que le réveil de ces rêves d'opium serait effroyable. Que de fois j'ai pris la plume pour apprendre la vérité tout entière à mes amis parisiens, et que de fois s'est-elle échappée de mes mains à la pensée que je n'en avais pas le droit et que, d'ailleurs, de telles révélations ne pouvaient que

me faire passer pour un agent de M. de Bismark et annihiler d'avance mes faibles efforts !

Allez, on ne vit pas pendant quinze ans en contact perpétuel avec tout ce qu'une nation compte d'intelligences, pour assister d'un cœur indifférent à l'écroulement de toutes les raisons. Les armées prussiennes avançaient toujours et toujours les erreurs allaient croissant. Je lus dans les journaux que déjà la Prusse avait fait marcher son landsturm, c'est-à-dire son dernier homme, et chacun savait que M. de Moltke, par une coquetterie de général en chef, qui d'ailleurs a plus de soldats qu'il ne lui en faut, n'avait pas encore appelé sous les drapeaux le contingent de 1870. La malheureuse France était seule à ignorer ces vérités. Sauf elle, l'Europe tout entière savait les défaites des troupes impériales et la désorganisation forcée. Sauf elle, l'Europe entière savait qu'avec les victoires la confiance devait grandir dans les armées allemandes, tandis que la démoralisation provenant des revers devait fatalement conduire l'armée française à une dislocation complète.

Les généraux prussiens n'avaient qu'un but, celui de vaincre les Français; les capitaines français en avaient deux, braver la révolution en même temps que les Prussiens.

Napoléon était comme les joueurs qui sont forcés de gagner pour vivre et perdent toujours, non point par la fatalité qui s'acharne à eux, pensent-ils, mais parce qu'il leur manque la liberté d'esprit. L'Empereur, et avec lui Bazaine et M. de Montauban, ne regardaient l'ennemi que d'un œil : l'autre était sans cesse en observation du côté de Paris. Dans leur pensée, les Prussiens alternaient avec les Bellevillois. Les maréchaux savaient qu'il leur fallait à la fois battre les Allemands et la désaffection de la France, et que, vaincu par les uns, l'Empire serait achevé par l'autre.

C'est à cette double préoccupation qu'il faut attribuer les hésitations de l'état-major français, les ordres tantôt donnés, tantôt révoqués sur un avis de Paris, cette désorganisation complète suivant les premiers revers, ces éternels mensonges à la tribune, ces marches et contre-

marches qui fatiguaient les soldats inutilement, ces illusions propagées d'en haut pour faire prendre patience à la nation, ce désarroi général comme on n'en vit à aucune époque et dans aucune armée. Tandis qu'à la tribune on s'enorgueillissait de faire perdre à la Prusse un million par jour et que l'on entassait mensonges sur mensonges pour maintenir les esprits dans l'état d'hallucination où on les avait plongés, au dehors tout était déjà perdu pour l'Empire. Les armées, dépourvues des choses essentielles au début de la guerre, manquaient à cette heure de tout. Un général et un colonel français m'ont raconté comment, dans la soirée de Gravelotte, il ne resta que quatre cartouches par homme et pas de munitions à cinq lieues à la ronde. Alors que l'administration prussienne ravitaillait ses armées grâce à cet ordre admirable qui préside à tous ses actes, l'intendance impériale se distinguait par le gigantesque désordre qui, cette fois, était moins un effet de l'art que d'une ineptie sans précédent dans l'histoire.

On raconte que Napoléon III, informé qu'un

de ses amis, chargé par lui d'acheter je ne sais quoi, avait payé au marchand vingt mille francs de moins qu'il n'avait touché à la caisse impériale, s'écria en se tirant les moustaches :

— Il faut bien que tout le monde vive!

En effet, ils avaient si bien vécu, qu'à cette heure l'armée mourait de faim.

XI

Dès son début, la guerre avait pris un caractère féroce. En dehors des bulletins officiels, on échangeait des notes où l'on s'accusait mutuellement des plus effroyables cruautés. Les Allemands, disait-on, dirigeaient leur feu sur les ambulances ; on reprochait aux Français de se servir de balles explosibles et de tirer sur les parlementaires. Ces accusations mutuelles remplirent toutes les âmes d'horreur et de dégoût, car, à la haine réciproque des deux adversaires,

on put mesurer les proportions que la lutte allait prendre.

Nous nous vantions tous d'être nés en un siècle de lumière. Qui de nous, dans sa conscience, ne s'était pas félicité de vivre à cette époque de civilisation? Vaniteux comme nous sommes, nous plaignions d'avance les générations futures de n'avoir plus à réaliser un seul progrès. A notre avis, nous avions atteint les limites de la perfectibilité; à la postérité nous ne devions léguer en héritage que l'admiration pour tant de grandeur.

Méprisable vanité de la race humaine, qui fait que nous croyons planer au-dessus du mal et qui nous précipite toujours, et quand même, dans la boue, le sang et la honte!

Napoléon III pensait conduire la guerre comme un cotillon; il s'était flatté d'offrir à l'Europe étonnée des combats réglés comme ceux de l'Hippodrome. En collaboration avec le maréchal Lebœuf, il avait fait le scenario d'une pièce militaire qui devait éclipser le répertoire de M. Labrousse, fournisseur ordinaire de

l'ancien Cirque olympique. Sa grande préoccupation était le cortége du troisième acte : rien ne fut oublié, ni le cheval richement caparaçonné, tout fier de porter César et sa fortune, ni les voitures dorées, ni les banquettes en velours rouge où le vainqueur devait s'asseoir et prononcer ces mots sacramentels :

Que la fête commence!

Tel fut le rêve! La réalité devint sinistre. On s'aperçut bientôt que cette fantaisie militaire dégénérait en un lugubre drame.

Cela devait être. On parlait d'exécutions sommaires en Alsace qui firent tressaillir d'horreur l'univers. On racontait des actes de sauvagerie commis sur des soldats prussiens qui remplirent les âmes d'épouvante. Les journaux français excitaient à la haine, et les feuilles allemandes, plus modérées toutefois, parce que leurs armées étaient victorieuses, racontaient des histoires qui témoignaient de la tournure féroce que la guerre avait prise. Quelques feuilles dépassèrent dans leurs récits tout ce que le cerveau d'un homme civilisé peut imaginer d'épisodes

lugubres. Sans doute elles obéissaient à un sentiment excusable, elles pensaient de la sorte enflammer l'ardeur patriotique des masses et sauver leur pays ; mais ce à quoi elles ne songèrent pas, ce fut que ces histoires, ces insultes, tombant comme autant de soufflets sur les joues des soldats allemands, durent étouffer en eux tout sentiment humain et ne laisser de place dans leur cœur qu'à la haine et à la vengeance.

Ces efforts d'imaginations ardentes furent d'ailleurs tout à fait inutiles ; la vérité vraie sur ces carnages eût suffi parfaitement à justifier tous les dégoûts. On ne met pas un fusil aux mains d'un homme en lui disant : tue! sans éteindre en lui tout sentiment de mansuétude. Demander à un soldat en campagne qui a faim, couche dans la boue, étouffe au soleil ou grelotte sous le froid ; demander à un homme qui, de peur d'être tué, doit tuer toujours, de ne pas oublier la civilisation et ses miracles, c'est de la folie pure! Autant dire à une panthère :

— Ma toute belle ! toute la journée, vous croquerez ce que vous rencontrerez sur votre passage, mais, le soir, vous mettrez une cravate blanche et vous direz des couplets au dessert.

Laissons les grands mots et les phrases creuses ! Pénétrons-nous une bonne fois de l'idée que le soldat en campagne n'est plus un être civilisé, que la guerre n'a rien de commun avec la civilité puérile et honnête ! Ayons le courage d'avouer que le bombardement, la destruction par le fer et le feu n'ont aucune espèce de rapport avec ce qui constitue les beaux aspects de l'humanité ; que la lutte à main armée demeure, au dix-neuvième siècle, ce qu'elle fut aux époques les plus barbares et ce qu'elle sera éternellement. Avouons-le bien hautement, afin que ceux qui viennent après nous ne nous jugent pas avec plus de sévérité que nous ne le méritons. C'est déjà bien assez qu'ils puissent nous accuser d'avoir fait partie d'une génération odieusement féroce. Ne leur donnons pas le droit d'ajouter que nous fûmes des imbéciles prétentieux.

A l'heure où j'écris ces pages, je tiens encore en trop profond dédain la gloire militaire pour chercher des circonstances atténuantes à tant de cruautés. Mais je tâche de me les expliquer; j'essaie de me rendre compte comment des peuples civilisés peuvent en arriver à offrir au monde un spectacle bourré de telles horreurs, et j'en trouve l'explication dans ce seul mot qui en dit plus que toutes les phrases : *la guerre.*

Le roi de Prusse, en mettant le pied sur le sol français, déclara qu'il ne faisait la guerre qu'aux soldats et non à la bourgeoisie. On a dû voir dans cette proclamation la promesse que tout homme qui ne portait pas un uniforme impérial ne serait pas considéré comme un ennemi. Par ce mot « soldat », lui, Guillaume Ier, entendait tout homme armé, et il arriva, dans cette guerre comme dans toutes les autres, que les pauvres gens des campagnes, combattant pour leur foyer, devinrent les premières victimes de la boucherie.

Les récits de tant d'exécutions, de ces villages brûlés pour faire un exemple, de ces

fusillades en masse, de ces femmes égorgées sur le seuil de la chaumière que, l'arme à la main, elles défendaient contre l'envahisseur, ces enfants frappés par les balles, ces vieillards glacés d'épouvante, ces bandes de fugitifs errant dans les bois, mourant de frayeur ou d'épuisement, tout cela révolta les consciences et fit sortir un même cri d'horreur de toutes les poitrines! Et tout cela pourtant était la guerre, la guerre horrible, effroyable, atroce, mais la guerre. La France, sous l'Empire, ne l'avait vue que de loin; la campagne de Crimée ne fut qu'un siége; en Italie, on combattait en pays ami; mais partout où le peuple se soulève pour la défense de son sol, où les armées ennemies rencontrent non-seulement des armées en rase campagne, mais encore au détour d'une rue le citoyen défendant sa propriété, la guerre a toujours pris et prendra toujours le même caractère de férocité. Mais l'on a beau raisonner, on éprouve une pitié immense à voir fusiller sans merci, au cœur de l'Europe, au milieu de notre civilisation, de pauvres gens innocents de la

guerre, déchaînée malgré eux, qui sont faits comme nous; nous avions vu leur chaumière dans ces paysages souriants de l'Alsace; nous les avions vus eux-mêmes vaquer à leurs paisibles travaux, ne connaissant d'autre ambition que celle d'ajouter, par un labeur pénible, un petit bout de terre à l'héritage paternel. Et c'est pour cela que notre être se révolta d'autant plus contre les horreurs de la guerre qu'elles sévissaient cette fois, pour ainsi dire, à la portée de nos regards, sur l'une des provinces bénies de la civilisation européenne.

De toutes les victimes de la guerre, le paysan m'a toujours paru la plus intéressante, et de toutes les lois dites de la guerre, consacrées par l'usage barbare et la négation de tout sentiment humain, celle qui punit de mort le pauvre diable armé pour la défense de son chaume, a plus que toutes les autres le privilége de froisser ma conscience et d'attrister ma pensée.

Eh quoi! dans un coin du territoire, vivant loin des intrigues et de la politique, végète un misérable, courbé sur sa charrue, dédaignant

les discussions, se moquant du roi de Prusse aussi bien que de l'empereur des Français, n'ayant d'autre ambition que d'agrandir son patrimoine, honnêtement, laborieusement, à la sueur de son front. Tout à coup la guerre éclate; il plaît à un souverain de la déclarer; les contrées sont envahies; le paysan entend de loin la canonnade, il voit revenir de la bataille des hommes couverts d'affreuses blessures; de cet ennemi qui s'avance, il ne sait rien, sinon qu'il tue et qu'il réquisitionne; s'il pénètre dans le village, tout est perdu; il faudra lui livrer son pain et ses bestiaux; en une seconde, il enlève ce qu'on a péniblement amassé; c'est la ruine certaine, sinon la mort. Alors, le paysan prend un vieux fusil et, sans calculer le danger, il tue de peur d'être tué.

Et c'est ce pauvre homme que l'on fusille, parce que la sécurité des armées en campagne l'exige, dit-on. Les tribunaux militaires n'admettent pas de circonstances atténuantes; ils n'ont pas le temps d'écouter les plaidoiries d'un avocat et de sonder leurs consciences; ces officiers

viennent de combattre; ils ont pataugé dans le sang et vu tomber leurs camarades; ils n'ont plus l'esprit assez libre pour juger en toute sérénité le soi-disant coupable qui est devant eux. La sentence se prononce en une seconde. Allez, ce n'est pas difficile! Le code compétent ne connaît que la peine de mort. Que cet homme pleure et qu'il invoque l'indulgence de ses juges, peine perdue! il s'agit bien de tout cela! On l'adosse contre un mur, on le lie après un arbre; des soldats, habitués à l'obéissance passive, le couchent en joue... il meurt!

Ah! tenez, s'il y avait la moindre apparence de raison dans ce qu'on est convenu d'appeler la gloire militaire, le sang de ces martyrs obscurs suffirait pour nous en dégoûter à jamais. Ce qu'ils font sans réflexion, ces pauvres gens des campagnes, nous le ferions à leur place avec la conviction d'agir en bons pères de famille et en bons patriotes. Et on les fusille, non-seulement en Alsace, mais partout où en temps de guerre ils font œuvre de pères et de citoyens.

Et, cette fois, ces abominations sévissaient, pour ainsi dire, au milieu de nous ; et ces soldats n'étaient ni des lansquenets, ni des reîtres d'un autre âge, mais des bourgeois comme vous et moi : il porte l'uniforme, il fait la guerre, cela suffit pour faire d'un brave garçon la plus implacable machine de meurtre que l'on puisse inventer.

Partout où la guerre populaire éclate, les horreurs sont les mêmes, chez tous les peuples et sous tous les règnes ; mais cette fois elles nous semblaient doublement odieuses, parce que nous les pouvions contempler de près. Ces armées, envahissant l'Alsace, se composaient en partie de bons bourgeois allemands, qui devaient se montrer d'autant plus implacables qu'ils ne guerroyaient pas pour guerroyer.

Pour le pays où la servitude militaire tient les hommes sous les drapeaux jusqu'à quarante ans, la guerre ne peut jamais être une chevaleresque rencontre entre deux armées. Ce soldat ne combat pas pour la gloire ; s'il tue, c'est par devoir et par colère. Le désastre des soldats

allemands commence avec la mobilisation qui arrache à l'industrie le patron en même temps que l'ouvrier ; l'homme qui quitte sa fabrique, son atelier, son étude, pour courir au combat, ne se demande pas où est le droit et où est la force ; il ne peut plus distinguer l'un de l'autre ; l'ennemi, pour lui, c'est le peuple qui le menace dans son repos et sa prospérité. Des hommes si violemment ravis à leur foyer sont naturellement plus implacables que les soldats par goût ou par vocation ; ils ne trouvent pas dans la gloire un dédommagement en rapport avec leurs propres souffrances ; on ne les attendrit pas avec des drames qui les feraient pleurer ailleurs que sur les champs de bataille ; la victoire même ne saurait leur inspirer la modération, parce que, pour eux, le succès des armées n'en est pas moins la ruine individuelle ; ceux-là ne se demanderont jamais si l'ennemi souffre comme eux des maux de la guerre, mais bien s'il souffre assez pour payer la douleur de ceux qu'il a laissés à la maison, dans le besoin souvent, plus souvent encore dans la misère.

Figurez-vous de tels hommes en campagne avec leur éternelle préoccupation du foyer privé de son soutien, de la famille exposée à toutes les infortunes. Tout ce qu'il y a d'humain en ce soldat s'éteint ; il ne porte pas dans sa giberne un bâton de maréchal, mais bien le deuil et la désolation comme gage pour l'avenir ; plus la guerre dure, plus il est victorieux, plus il est ruiné ; bientôt il n'a plus d'autre aspiration que de détruire par le fer et le feu l'ennemi de son repos, le paysan qui défend sa cabane, aussi bien que le soldat. Peu lui importe ! il souffre et trouve une âpre et sauvage satisfaction dans les souffrances qu'il inflige aux autres. Il fait des orphelins... et ses enfants donc ! demain, quand il tombera, la poitrine percée d'une balle, ne seront-ils pas des orphelins comme ces pauvres petits Français, dont le père vient d'expier son patriotisme dans une mare de sang ? Les fermes brûlent et les ruines s'amoncellent sous le feu des obus. Et après ? son atelier chôme, les siens sont ruinés ! Eh bien ! il ruinera son ennemi, et, non content de le terrasser, il l'écra-

sera pour rendre impossibles les représailles.

C'est ce sentiment d'égoïsme féroce qui devait dominer dans l'âme du soldat allemand et étouffer en lui toute considération humaine. D'une part, des hommes combattant pour leur sol, des paysans mêlant leurs coups de fusil à ceux des soldats, s'embusquant derrière une haie, un pan de mur, pour envoyer la mort à ceux qu'ils considéraient comme l'ennemi de leur bien et de leur propriété ; d'autre part, une haine formidable contre le provocateur de cette guerre, haine immense, gigantesque, qui confondit le peuple et l'armée, la nation et son souverain ; l'instinct de la conservation déchaînant toutes les fureurs. En dehors de la guerre, rien, ni humanité, ni réflexion, ni raison ; les cœurs étaient en acier fondu comme les canons! De tout ce qui constitue le côté noble et grand de l'humanité, on avait fait table rase! Le progrès et la civilisation étaient enterrés à Wœrth, à côté des autres victimes. Seule, au-dessus de tous ces effondrements, planait la guerre, la guerre horrible, effroyable, la guerre

au couteau, déchaînée par le dernier Bonaparte sur un grand peuple qui devait plus tard mesurer la grandeur de ses désastres à la profondeur de ses blessures.

XII

Il y avait quelque chose de répugnant à voir le bulletin officiel des victoires prussiennes se terminer par une invocation au dieu des batailles. On éprouvait je ne sais quel malaise à voir cette bonne Providence intervenir régulièrement dans ces récits, qui finissaient toujours par ces mots : *Nos pertes ont été cruelles!* On se demandait ce qu'elle pouvait bien avoir de commun avec ces massacres incessants, qui, certes, n'avaient rien de divin. D'aucuns accusèrent le roi

de Prusse de jouer un rôle hypocrite; mais il convient de le dégager de ce soupçon, tout en protestant de la répulsion profonde inspirée par ces éternelles invocations au bon Dieu, qu'on se figure difficilement, avec un casque, caracolant entre MM. de Moltke et de Bismark.

Guillaume ne jouait pas le rôle de Tartuffe à cheval, car il était sincèrement pénétré de l'appui de la Providence; il se croyait marqué au front pour terrasser la France, comme saint Michel terrassa l'ange du mal. De tout temps son esprit fut enclin à la dévotion, et ce n'est pas à 73 ans que l'on renie les convictions de toute sa vie. Mais à côté de ce dieu des armées, suivant le quartier général, qui fit sourire l'Allemagne aussi bien que la France, les dépêches de source prussienne portent un cachet de franchise qui frappe les esprits. Les plus méfiants doivent se rendre à cette conviction, que les messages du roi n'étaient que l'expression exacte de la vérité. Celle qui fut datée du champ de bataille de Gravelotte, notamment, ne laissa pas de doute à cet égard. Après avoir rendu le

plus bel hommage à la garde française, Guillaume confessa devant tout le pays que les pertes de l'armée prussienne étaient tellement considérables qu'on n'avait pas encore osé s'en informer.

Pour celui qui, de loin, assistait à la guerre, ce fut un spectacle écœurant, que de voir le général Montauban persévérer dans ses fantaisies et entretenir chez le peuple français des espérances de victoires qu'il savait ne devoir pas se réaliser. Déjà l'empereur Napoléon III avait officiellement déposé son commandement, sans cesser pour cela d'exercer une secrète et funeste influence sur la marche des événements. Il avait repris son ancien métier de conspirateur ; c'était bien toujours l'homme qui, dans l'ombre, faisait le contraire de ce que, au grand jour, il avait promis de faire. En apparence, dépouillé de toute autorité militaire, il n'en continua pas moins de donner des ordres, et les maréchaux de l'Empire, n'osant se soulever ouvertement, subissaient, les uns par faiblesse, les autres par dévouement, la pression de ce guer-

rier nomade, que toutes ses défaites n'avaient pas encore édifié sur son éclatante nullité.

Ce qu'il advint alors n'a de précédent que dans le fameux conseil aulique qui, au siècle dernier, dirigea, de Vienne, les opérations des armées autrichiennes en Italie. L'empereur écoutait M. de Montauban, qui pensait pouvoir conduire les armées de Paris. Ce général avait en tête un plan à ce point infaillible, que tout Paris, disait-il, illuminerait s'il le connaissait. Ce fameux plan, élaboré sans le concours du maréchal Mac-Mahon et contre son gré, consistait en la jonction des deux armées françaises, jonction devenue impossible par suite des mouvements exécutés par le prince Frédéric-Charles. De ce côté, on ne pouvait rien attendre du hasard ou de la surprise, les commandants prussiens n'étant pas hommes à se laisser entraîner loin du but que M. de Moltke leur avait assigné. L'un des généraux les plus estimés de l'armée, le vieux Steinmetz, qui, à Spickeren, agit pour son propre compte en opposition avec les ordres du grand quartier général, fut destitué pour

avoir vaincu à sa façon, en sacrifiant inutilement ses soldats.

Jusqu'alors le général Steinmetz avait conduit un corps indépendant de l'armée de Frédéric-Charles, quoique opérant de concert avec le prince Rouge, ainsi nommé par les Anglais à cause de son uniforme de hussard de Ziethen ; il ne relevait que du grand quartier général ; mais telle est la discipline dans les armées prussiennes, qu'elle ne permet même pas à un commandant de corps de s'affranchir, sans nécessité absolue, des ordres du chef d'état-major. Le général Steinmetz avait eu le tort grave, aux yeux de M. de Moltke, d'acheter un brillant fait d'armes au prix de trop nombreux sacrifices ; il lui fut enjoint sur-le-champ d'opérer à l'avenir sous les ordres de Frédéric-Charles, et devant cette injonction blessante pour un vieux soldat que depuis la campagne de Bohême on avait appelé le Lion de Nachod, Steinmetz déposa son commandement entre les mains du roi, et son armée alla renforcer celle du prince Rouge, dont la mission fut de tenir Bazaine en

échec, tandis que le prince royal s'avançait à la rencontre de Mac-Mahon.

Une marche rapide vers Paris eût seule pu sauver cette dernière armée régulière. On dit que le maréchal, renonçant à opérer sa jonction avec Bazaine, songeait à se retirer sous les murs de la capitale. Mais ni l'Empereur, ni le général de Montauban n'y voulurent consentir. L'apparition subite de cette armée sous Paris, au moment où, du haut de la tribune, le ministre de la guerre affirmait que tout allait bien, l'apparition de cette armée, dis-je, eût démontré à l'évidence dans quel réseau de mensonges on avait emprisonné l'opinion publique; c'eût été, peut-être, le salut de Paris, mais plus sûrement la déchéance du gouvernement.

Entre ces deux alternatives, Napoléon III n'était pas homme à hésiter un seul instant. Paris, et la France avec lui, l'intéressait bien moins que l'avenir de sa dynastie; il savait fort bien quel accueil l'attendait dans la capitale, revenue des illusions à la réalité; il aima mieux tenter un dernier coup désespéré, remporter un simula-

cre de victoire et proroger la fatale échéance ; il se vit perdu, perdu à jamais, et entraînant à sa suite Mac-Mahon, coupable seulement de faiblesse, il exécuta le fameux mouvement sur Sedan, qui devait engloutir l'armée du brave maréchal.

Malgré tant de revers, la confiance des généraux choisis par Napoléon restait à la hauteur de leur incapacité. Un des hommes les plus honorables de Sedan m'a raconté comment le corps du général de Failly fut surpris par la faute de son chef. M. de Failly déjeunait dans une ferme, quand un paysan, accouru au triple galop de son cheval des Ardennes, vint le prévenir que les Prussiens s'avançaient en nombre considérable. Le général ne s'inquiéta pas de si peu ; il accusa le brave paysan de subir les hallucinations de la terreur et poursuivit son repas.

Une heure après, ses soldats, en train de préparer la soupe, furent décimés par l'artillerie prussienne.

Des plumes plus autorisées que la mienne raconteront tôt ou tard les détails de cette

marche sur Sedan, où l'armée française, à la recherche de la victoire, manœuvrait déjà comme une armée défaite; j'ai entendu, de la bouche d'officiers de mes amis, le récit de cette nouvelle retraite de Moscou, moins la neige. On se heurtait, on se bousculait sur les routes encombrées; pas de vivres, à peine des munitions; les baïonnettes prussiennes, pour ainsi dire, dans les reins; l'arrière-garde mourant de faim et d'épuisement, soutenant d'interminables combats avec l'avant-garde allemande; le plomb, le fer et la faim à la fois; les corps errant à peu près au hasard; des ordres tantôt donnés, tantôt révoqués, plongeant l'armée dans le doute et l'inquiétude; deux cent mille hommes affamés, découragés et pleins de défiance envers leurs chefs, harcelés par une armée victorieuse, ne manquant de rien; bien nourrie, pourvue d'une artillerie formidable et dont la confiance en ses officiers doublait la force et l'ardeur. Il faut avoir entendu ce récit de la bouche des officiers français; il faut avoir vu les larmes couler sur leurs joues et leurs poings se crisper sous l'in-

fluence d'une colère désormais impuissante, pour savoir ce que fut cette dernière campagne de celui que la postérité surnommera *Napoléon le Dédaigné*.

On affirme qu'en cette dernière journée de son règne, Napoléon III chercha la mort sur le champ de bataille ; il ne la trouva point ; la Mort fut juste une fois par hasard ; elle ne voulut pas de cet homme qui devait vivre pour assister à sa honte et à l'écroulement de sa race!

Une seule chose lui restait à faire. En remettant au vainqueur sa glorieuse épée, il n'avait qu'à dégager la responsabilité de la nation française ; il fit absolument le contraire en affirmant qu'il ne voulait point la guerre, et qu'en la déclarant, il n'avait fait qu'obéir à la pression du peuple. Tout ce qui restait de compassion pour ce fantoche couronné, dans l'âme des naïfs, devait disparaître en présence d'une telle félonie, qui dénonça la nation française, meurtrie, presque expirante, à la haine du vainqueur. L'Empereur réussit à attendrir le roi de Prusse, qui lui assigna comme résidence le beau

château de Wilhelmshœhe, ancien domaine de plaisance de l'Électeur de Hesse-Cassel.

Quand Paris apprit la vérité tout entière, quand il se vit trahi et menacé d'un investissement prochain, il jeta bas, en une heure d'indignation, le trône impérial, qui, chancelant de longue date, n'était plus soutenu depuis un mois que par le mensonge. La révolution du 4 septembre, accomplie dans ces circonstances, en renversant ce qui restait d'autorité en France, affranchit, il est vrai, le pays d'une dynastie sinistre, mais en même temps elle le plongea dans un chaos indéchiffrable. Aujourd'hui que la nation souffre de ses blessures, elle se demande peut-être s'il n'eût pas mieux valu laisser à ce vestige de dynastie le soin de conclure la paix ; mais, à l'heure des grandes crises, les peuples, comme les individus, ne se rendent pas compte du présent et ne mesurent pas l'avenir ; ils n'écoutent que leur colère et leur souffrance, et Paris, justement indigné de tant de félonie, fit ou laissa faire la révolution du 4 septembre, qui, si elle ne pouvait pas

réparer les désastres, devint du moins le premier châtiment d'un despote inepte qui, dans un intérêt personnel et sans peser les conséquences, avait jeté la nation française presque désarmée aux pieds du roi de Prusse, commandant à un million de soldats.

Cette révolution, accomplie sans effusion de sang, ne surprit personne; ceux qui, de loin, assistèrent en spectateurs navrés à cette guerre épouvantable, qui ne partageaient pas les illusions du peuple de Paris et ne se payaient point de mensonges impériaux, ceux-là se disaient depuis un mois qu'au bout de tous ces rêves et de toutes ces infamies, il y aurait une révolte de la conscience publique et l'écroulement d'un empire.

Quant à l'Allemagne, elle accueillit la nouvelle de la capitulation de Sedan avec des transports de joie et d'enthousiasme dont on ne peut se faire une idée. Ce qu'elle acclamait, ce fut moins la victoire que la perspective de la paix, d'une paix honorable; elle espérait que la guerre allait finir avec la capture du souverain qui

s'était flatté d'entrer en vainqueur dans les villes allemandes et qui, à cette heure, pour fuir les malédictions et les fureurs de sa propre armée, se sauvait à travers la Belgique et faisait son entrée en Allemagne, non à cheval à la tête de son état-major, mais comme prisonnier du roi et sous l'escorte d'officiers prussiens. Ceux qui ont assisté à cette explosion de joie, dans tous les pays allemands, déclarent n'avoir jamais rêvé rien de pareil. Les rues pavoisées, les maisons illuminées, les foules se heurtant dans la rue, se serrant les mains, s'embrassant, les chants retentissant partout, tout cela signifiait :

— L'Empereur est prisonnier aujourd'hui ! Demain ce sera la paix !

Les peuples allemands comprirent que leur tâche était finie ; ils ne se doutaient pas encore que celle du parti militaire n'était qu'à son début.

Jusqu'ici la pensée de l'annexion de l'Alsace, comme prix de tant de victoires, n'avait encore germé que dans quelques rares cerveaux. Elle éclata tout à coup publiquement dans les jour-

naux de toutes nuances comme un mot d'ordre venu de haut. On affirmait qu'elle était absolument indispensable à la sécurité de l'Allemagne. M. de Moltke, ajoutait-on, avait émis cette opinion en plein conseil, et du moment que le chef de l'état-major réclamait l'Alsace, c'est que celle-ci était absolument indispensable. De la Lorraine, il n'était question encore que bien vaguement. Mais l'Alsace, on ne pouvait pas s'en passer. Cela fut démontré mathématiquement dans toutes les gazettes, et pour attacher Strasbourg plus étroitement aux destinées de l'Allemagne, on continuait de bombarder jour et nuit la malheureuse ville, dont de telles douceurs, prodiguées par l'artillerie prussienne, devaient infailliblement conquérir les sympathies.

Quoique je n'eusse jamais complétement partagé les illusions de ceux qui en la capture de l'Empereur voulurent voir la fin des hostilités, cette revendication énergique de l'Alsace me frappa de stupeur; car, connaissant le caractère français, toujours prêt à rebondir au moment où on le croit le plus abattu, sachant encore le de-

gré d'exaltation où la proclamation de la République avait conduit les masses, me doutant bien que cette rage subite d'annexions ne pouvait être soufflée aux journaux que par le gouvernement prussien, j'entrevis, avec terreur, à l'horizon, épouvantable et féroce, non plus la guerre contre les armées impériales, mais la lutte de toute la nation française pour l'intégrité de son territoire. Je ne saurais jamais dépeindre toute la colère et le désespoir que j'en ressentis. Quoi! les peuples allemands avaient marché de victoire en victoire jusqu'à Sedan; le roi venait d'envoyer en Allemagne l'Empereur qui, pour une vétille, avait déchaîné cette guerre effroyable, et elle allait continuer plus impitoyable encore qu'auparavant! Il ne tenait qu'à l'Allemagne, après tant de succès sanglants, de remporter une victoire morale sans exemple dans l'histoire; elle pouvait, par-dessus les ruines d'un trône écroulé sous le mépris, tendre la main à un peuple meurtri, établir un droit nouveau basé sur la sagesse d'une nation victorieuse. Par ce seul fait, elle se fût placée à la tête de la civilisation

européenne et elle eût inscrit dans les annales modernes une de ces pages lumineuses qui imposent à jamais un peuple à l'admiration de la postérité. La seule pensée qu'elle pût couronner tant de victoires par une si réelle grandeur fit bondir mon âme ; pour la première fois de ma vie, voyant l'Allemagne sur le point de donner au monde un si grand modèle de modération dans le succès, l'idée de faire partie de cette nation qui, pensais-je, se piquerait d'agir comme une nation de penseurs, titre qu'elle s'était décerné elle-même, cette idée me remplit d'une fierté indescriptible, et je me disais : Heureux ceux qui ont versé leur sang dans les batailles pour donner à leur patrie l'occasion de s'élever à cette grandeur morale !

Ce ne fut, hélas ! qu'un rêve. L'Allemagne ne devait être que victorieuse. La raison d'Etat, cette raison horrible, éternelle justification de toutes les violences, devait dominer la raison humaine. Les peuples allemands, après l'enthousiasme où les avait plongés la prise de l'Empereur à Sedan, s'enivrèrent de la pensée que des

provinces, jadis sœurs, allaient leur être restituées. M. de Moltke avait d'ailleurs déclaré que, sans ces nouvelles frontières, l'Allemagne ne serait pas plus que par le passé à l'abri d'un coup de main français, et, du moment où le général victorieux avait parlé, il fallait s'incliner.

C'est dans ces conditions qu'eut lieu l'entrevue de M. Jules Favre avec le comte de Bismark. Quelques rêveurs pouvaient espérer que la paix sortirait des négociations de Ferrières; mais la persistance avec laquelle les journaux allemands ne cessèrent de demander l'Alsace me prouva combien l'annexion de cette province était arrêtée dans l'esprit du gouvernement prussien. M. de Bismark n'était pas homme à soulever cette question rien que pour tâter l'opinion publique.

Du moment où la cession de territoire entrait dans son programme, c'est que le Roi était décidé à pousser jusqu'au bout, et M. de Moltke prêt à toutes les éventualités. Le chancelier de la Confédération du Nord paraissait, d'ailleurs,

convaincu que la paix sans les annexions ne serait qu'une trève. L'Empereur n'avait-il pas affirmé lui-même à Sedan, en remettant son épée au Roi, qu'il avait eu la main forcée par la nation française ? La France ne verrait-elle pas en la générosité allemande un aveu de sa faiblesse? M. de Bismark le pensait, mais en ceci il se trompait.

Tout est spontané chez le Français, le mal comme le bien; il a des défaillances qui l'abaissent, mais aussi des élans qui le grandissent. Pour moi, qui ai vécu dans l'intimité de ce peuple et qui, mieux que bien d'autres, en connais les qualités et les travers, il n'est pas douteux que la paix après Sedan eût éveillé dans la partie éclairée de la nation des sentiments de respect, sinon de sympathie, pour l'Allemagne. Quels que soient les défauts du Français, il a cette qualité suprême de ne jamais fermer son cœur à un sentiment vraiment généreux, et de saisir, avec une finesse exquise, les nuances de toutes choses. Certes, tout haut, il eût affirmé que l'Allemagne ne se sentait pas assez forte

pour continuer la lutte ; mais, tout bas, il se fût avoué que la nation qui, après avoir terrassé le véritable instigateur de la guerre, s'arrêtait après tant de victoires, valait mieux que lui, et de ce sentiment intime fût née dans le cœur du vrai peuple français la plus profonde estime pour ses voisins.

Mais il faut avouer aussi que M. Jules Favre, délégué par le nouveau gouvernement pour négocier avec M. de Bismark, se laissa, par un beau mouvement oratoire, entraîner à poser ce principe, inadmissible dans les circonstances où il se trouvait, que la France n'abandonnerait seulement pas une pierre de ses forteresses. Le rapport qu'il publia, après cette entrevue mémorable, est l'œuvre d'un homme de cœur aimant sa patrie, mais l'homme d'Etat y fait l'aveu de son éclatante faiblesse. M. Favre oublia que le ministre prussien avec qui il était chargé de négocier n'était point un académicien qui subissait le charme de son éloquence ordinaire ; il oublia que M. de Bismark était chancelier de la Confédération du Nord, et que, comme tel, il

n'avait qu'à sauvegarder les intérêts de son pays, sans se soucier si ses prétentions devaient froisser le patriotisme de M. Favre, qui, lui, se laissa dominer par ses sensations. *Pas une pierre de nos forteresses* fut le cri malheureux qui s'échappa de son cœur oppressé. Un homme d'État, à sa place, eût peut-être pensé qu'il fallait offrir à l'Allemagne le démantèlement des forteresses de l'Est comme gage de la paix future. On peut supposer que M. de Bismark ne se fût pas contenté de si peu, mais, du moins, en offrant ces pierres de forteresses qui, en somme, ne servirent dans cette guerre qu'à engloutir des armées, M. Jules Favre eût montré qu'il était à la hauteur de sa mission et qu'il ne se nourrissait plus de chimères irréalisables comme l'avait fait l'Empire.

Entre les deux ministres, dont l'un demandait tout et dont l'autre déclarait ne vouloir pas accorder une seule pierre, l'Europe fut hésitante, se disant qu'aucun des deux peuples ne désirait sérieusement la paix, la France pas plus que

l'Allemagne, et de cette entrevue de Ferrières, sur laquelle on fondait le repos du monde, sortit la guerre plus implacable encore que par le passé.

XIII

Ce qui rendit l'Allemagne à ce point docile au parti militaire, ce furent les deuils où les batailles de l'Empire avaient plongé toute la nation. Dès le début de la guerre, on établit des ambulances dans toutes les villes, sans penser, toutefois, qu'elles seraient sitôt remplies de soldats horriblement mutilés par les nouveaux engins. Un grand nombre de blessés s'étaient fait reconduire dans leurs familles et y répandirent ainsi la désolation. Il manquait déjà tant

de pères à leurs enfants, tant de fils à leurs mères, que la vue de toutes ces horreurs étouffa ce qui restait d'humain chez les populations allemandes.

Les prisonniers français devaient, les premiers, s'apercevoir de cette haine toujours croissante. Tout d'abord, on les accueillit avec une très-grande cordialité : à tous les buffets, improvisés par les dames de la ville aux stations des chemins de fer, on leur prodiguait des aliments et des cigares comme aux soldats allemands. Mais bientôt la vue de ses propres souffrances éteignit chez le peuple allemand la compassion pour les souffrances des autres, et les prisonniers français furent reçus avec une indifférence qui frisait l'antipathie.

L'expulsion des Allemands ne contribua pas peu à accroître ce ressentiment. L'auteur de ce livre peut juger cette mesure avec une impartialité d'autant plus grande qu'il ne l'a pas subie. Dès le 17 juillet, j'avais quitté Paris de mon plein gré, estimant qu'il ne m'était pas plus permis d'assister en spectateur indifférent aux réjouis-

sances du peuple parisien qu'à ses tristesses. Mais tous les Allemands ne pouvaient pas agir ainsi. Pour beaucoup l'éloignement était la ruine, et un grand nombre de pacifiques ouvriers n'avaient pas les moyens nécessaires pour se permettre un voyage en pays neutre.

Pendant les quinze années que j'ai vécu à Paris, je me suis toujours tenu à distance de la colonie allemande. Ce qu'il m'importait de connaître, c'était la France, sa langue, ses mœurs, son esprit et ses tendances. Tout contact avec mes compatriotes devint pour moi un danger, en ce sens qu'il m'éloignait du but de mes études et de mes travaux. Je ne connaissais d'eux que quelques amis d'enfance et de rares personnes en évidence avec qui les hasards de la vie de journaliste me mirent en relation. Mais tous les Allemands que je connaissais aimaient profondément la nation dont l'hospitalité avait fait d'eux des obligés reconnaissants.

Ce fut surtout sous le règne de la monarchie de Juillet que l'émigration allemande afflua vers Paris. Le gouvernement de l'époque avait fait

de la France la patrie des exilés et l'asile des écœurés. Les gouvernants allemands semblaient s'être imposé la tâche de rendre l'Allemagne haïssable aux esprits émancipés, tandis que la France, gouvernée par un prince librement choisi par la nation et respectant la Constitution, devint la terre bénie entre toutes. A cette colonie, déjà nombreuse, vint s'ajouter, sous l'Empire, une autre couche d'Allemands, attirés par le tourbillon des affaires. Ceux qui habitaient Paris au début de la guerre se divisaient en deux catégories dont l'une n'aimait et ne recherchait que les tripotages financiers, favorisés par le gouvernement impérial, et dont l'autre aimait la France pour elle-même, loyalement, sincèrement, à raison de la position que le peuple ambitionnait dans la civilisation et de l'hospitalité qu'ils avaient reçue sur tous les coins du territoire français. Que, dans le nombre, il se trouvât des individus chargés de renseigner le gouvernement prussien, nul n'oserait le nier d'une façon absolue. Mais le malheur fut que le peuple, n'écoutant que sa haine du nom alle-

mand, confondit en un même mépris les uns et les autres et ne vit plus dans toute la colonie allemande qu'une invasion de mouchards et d'espions, payés par M. de Bismark pour lui livrer les secrets de leurs hôtes. Il en résulta une indignation populaire qui proscrivit tous les Allemands sans distinction ; les plus prudents s'étaient déjà hâtés de fuir.

L'expulsion, comme mesure de sécurité publique, n'a rien de condamnable, et l'on a tort de lui opposer l'hospitalité dont les Français continuaient de jouir en Allemagne. Toute la colonie française à Berlin se composait de deux cents individus au plus, tandis que Paris seul renfermait quatre-vingts ou cent mille Allemands. Ce qui demeure blâmable dans cet incident de la guerre, ce sont les injures dont on abreuva tant de braves gens, vivant honnêtement de leur labeur, et le mépris dont on les accabla en les chassant de France comme des malfaiteurs, ou, selon le dire de quelques-uns, comme une vermine dont il fallait purger le sol. Le gouvernement français se trouvait dans l'impossibilité de

protéger les Allemands contre la colère publique; en décrétant leur expulsion, il agit donc avec une entière sagesse et empêcha de la sorte, ainsi que M. Sarcey le disait dans un excellent article, de nouveaux massacres de septembre.

Mais les Allemands n'apprécièrent que l'effet, sans se donner la peine de peser les causes de cette expulsion violente. Ils virent arriver ces nombreuses caravanes de compatriotes, chassés sans qu'on eût laissé aux plus pauvres le temps de réaliser leur modeste avoir, fruit d'un long et pénible labeur. Moi-même, en les voyant traverser la Suisse, emportant souvent tout leur bien dans un mouchoir, j'en fus un instant tout démoralisé; ils faisaient pitié à voir, tous ces pauvres gens, femmes, vieillards et enfants, pêle-mêle entassés dans des waggons, exténués par les fatigues d'un long voyage autant que par la faim; les braves Suisses firent des miracles pour soulager toutes ces misères navrantes. Le retour de tous ces expulsés, arrivant dans leur pays, d'aucuns mourant d'inanition, d'autres rou-

gissant encore d'avoir passé pour des espions, beaucoup ne remportant de France qu'une haine profonde de la populace qui les avait traqués comme des voleurs; leur retour, dis-je, étouffa dans tous les cœurs ce qui restait de tendances généreuses. Cette horrible guerre devait abaisser l'humanité tout entière à un niveau où l'on n'avait pas pensé qu'elle pût descendre en notre siècle.

Le bombardement de Strasbourg ne troubla plus aucune conscience en Allemagne; cette pluie de feu, s'abattant sur une pauvre cité, coupable seulement de s'abriter derrière des remparts, ne touchait plus personne. Un des plus remarquables écrivains allemands, M. Berthold Auerbach, envoyé à l'armée devant Strasbourg pour rendre compte du siége, s'étant laissé attendrir par tant d'infortunes, fut rappelé par la *Gazette d'Augsbourg;* les lecteurs lui reprochaient de faire du sentiment. On n'avait plus le droit d'être humain. L'éminent Jacoby, pour avoir osé blâmer la conquête de l'Alsace, fut jeté en prison : s'insurger contre les cruautés de la guerre,

c'était trahir la patrie. Chez les deux peuples, tous les cœurs débordèrent de haine. Paris jura de brûler les Prussiens dans une mer de pétrole; l'Allemagne envisageait déjà le bombardement de Paris, qu'elle jugeait prochain, comme un juste châtiment. De tout ce qu'il y avait de généreux dans les cœurs, de bon dans les âmes, rien ne survécut. Ce fut comme une ivresse de sang qui faisait trébucher la raison humaine.

Et tandis que deux grands peuples se ruaient sur les champs de bataille avec un acharnement dont on n'a pas d'exemple dans l'histoire, les Allemands se demandaient pourquoi le prisonnier de Wilhelmshœhe était traité avec tant d'égards par le roi de Prusse. L'indignation qu'ils en ressentirent fut la même sur tous les coins du territoire; quelques journaux se firent l'expression de l'opinion publique et demandaient pour Napoléon III l'échafaud de Troppmann. Mais le roi, paraît-il, ne voulut pas oublier qu'en 1867 il avait été aux Tuileries l'hôte de son prisonnier, et, d'ailleurs, la politique de M. de Bismark exigeait que l'on traitât l'Em-

pereur avec des égards qui pouvaient laisser supposer à la France que l'on songeait à lui imposer, à un moment donné, ce souverain écrasé par le mépris public.

Tout d'abord les Allemands étaient accourus de tous les coins du pays pour contempler le prisonnier de Wilhelmshœhe; mais bientôt, revenus au sentiment de leur dignité, et rougissant de voir l'Empereur s'étaler dans ses équipages dorés qu'il avait amenés de Sedan, tandis que les fils et les pères tombaient sur les champs de bataille, ils le laissèrent à sa solitude, et Napoléon n'eut même pas la satisfaction d'être un objet de curiosité. A Cassel, la conscience publique fut tellement révoltée par le luxe insolent des voitures impériales, contrastant avec le deuil public, que la reine de Prusse fit expédier à Wilhelmshœhe deux de ses voitures, choisies parmi les moins luxueuses, et fit de la sorte comprendre à l'Empereur ce qu'il y avait d'impudent dans l'étalage de ses attelages de gala au moment où la mort fauchait l'espoir de tant de familles.

Néanmoins, Napoléon, se voyant entouré de tant de soins par le roi de Prusse, ne se tint pas pour battu; il nourrissait toujours le doux rêve de sa rentrée en France, avec l'appui de la Prusse, mais il comptait en ceci sans l'exécration de l'Allemagne. On ne recula devant aucun moyen pour racoler des sympathies de droite et de gauche. A Wilhelmshœhe, les visiteurs étaient les bienvenus du moment qu'ils disposaient d'une publicité quelconque. Je me souviens encore d'avoir rencontré en chemin de fer un journaliste anglais qui arrivait de Wilhelmshœhe et se vantait d'avoir causé pendant deux heures entières avec l'Empereur.

Comme celui-ci lui demandait à qui il s'était tout d'abord adressé pour obtenir une audience, le publiciste répondit en désignant un officier prussien :

— Sire, à Hudson Lowe!

Il n'en fallut pas plus pour captiver l'Empereur, tout heureux de voir son juste châtiment confondu avec l'épopée de Sainte-Hélène. Le journaliste racontait tout haut, et il paraissait

dire la vérité, que l'Empereur avait bien voulu lui communiquer quelques pages d'une brochure politique à laquelle il travaillait; Napoléon III, disait-il, parlait de la France avec un attendrissement extrême ; à un moment donné, l'Anglais avait vu couler une larme sur la joue du prisonnier, et le souvenir de cette larme impériale l'attendrit à ce point qu'il cacha lui-même un pleur dans son mouchoir, tout en faisant un bout de propagande napoléonienne; il nous affirmait que Napoléon III n'était pas aussi méchant qu'il en avait l'air, qu'il était animé des meilleurs sentiments, que son propre sort le préoccupait bien moins que les destinées du peuple français, et tout en s'attendrissant de plus en plus, il conta une foule de balivernes du même calibre qui firent hausser toutes les épaules.

De tout cela il résultait à l'évidence que l'Empereur ne se rendait pas bien compte du degré d'abjection où l'avait plongé son équipée finale. Si jamais châtiment fut à la hauteur d'un crime, ce fut bien le sien. Dédaigné des Alle-

mands qui détournaient la tête en passant devant Wilhelmshœhe, exécré du peuple français qui méprisait en lui l'auteur de ses désastres, il devait encore être bafoué par M. de Bismark, qui se joua de la clique impériale comme d'une collection de pantins.

Les soins dont on entourait Napoléon à Wilhelmshœhe ne tardèrent pas d'inquiéter la France en même temps que l'Allemagne. La colère française fut à son comble à la seule pensée que le roi de Prusse lui imposerait l'Empereur, et cette appréhension fit autant pour la résistance que la douleur de voir le sol français de plus en plus envahi par les armées allemandes. Quant à l'Allemagne, il faut lui rendre cette justice, qu'elle bondit de rage et de désespoir à la pensée que le prix de tant de deuils et de tant de ruines serait la restauration de cet homme fatal qui les avait provoqués.

Un journal de Berlin qui, plus violemment que les autres, avait exprimé tout le dégoût qu'il ressentait de voir le prisonnier de Wilhelmshœhe considéré comme un souverain ami et

non comme un criminel, se vit l'objet de poursuites judiciaires, car le roi vit dans cet article un outrage à son pouvoir divin.

Il est vrai que ce journal fut ensuite acquitté, mais, en attendant, les poursuites dirigées contre son rédacteur laissèrent le champ libre à toutes les suppositions. Il est permis toutefois de penser que tout cela ne fut qu'un jeu pour tenir ce Bonaparte de Damoclès suspendu sur la tête de la France, afin de tirer à un moment donné un avantage certain du dégoût mêlé de terreur que l'ex-souverain devait inspirer au pays.

Et comment, à moins d'être atteint d'aliénation mentale, M. de Bismark, lui Prussien, s'il en fut jamais, eût-il pu conserver l'idée de refaire la dynastie écroulée d'un Bonaparte! Pour rêver une telle infamie, il eût fallu qu'il ignorât en quel mépris l'Allemagne tenait cet homme; et ici je ne parle pas de l'Allemagne diplomatique et militaire qui pouvait peut-être compter sur la guerre pour fonder l'Empire sous la domination de Guillaume Ier,

mais de l'Allemagne bourgeoise qui donnait à cette heure le sang de ses enfants pour soutenir une guerre conjurée, à son sens, par le seul Bonaparte, dans un intérêt purement dynastique.

Si grande que fût l'influence exercée par M. de Bismark sur l'opinion publique, elle se fût certainement écroulée en présence d'une restauration bonapartiste par les armes prussiennes; le ministre eût révolté contre lui les consciences que les succès des armées avaient magnétisées à ce point que la guerre pour la conquête de deux provinces n'était pas de nature à les réveiller. L'état-major prussien pouvait faire marcher les soldats où il lui plaisait de les conduire, sans que dans cette grande Allemagne, cette Allemagne des philosophes et des poètes, une seule voix osât s'élever contre cette seconde partie de la guerre; on donnait son sang sans restriction, docilement, aveuglément, selon les immuables lois de la discipline prussienne, mais jamais, jamais, m'entendez-vous? cette même Allemagne n'eût consenti à ce que le sang de

ses enfants servît à rétablir la dynastie napoléonienne, dont elle avait salué l'écroulement avec une joie qui tenait du délire.

La rumeur publique n'eut pas plus tôt dénoncé la restauration bonapartiste à l'indignation générale, que les journaux de toutes nuances, la presse allemande tout entière, s'élevèrent contre un tel crime. Ce sera la gloire des publicistes allemands qu'à cette heure aucun d'eux ne fut assez vil et assez méprisable pour encourager les espérances du prisonnier de Wilhelmshœhe.

Depuis la Baltique jusqu'aux Alpes, on comprit que si cette restauration bonapartiste par les armées victorieuses ne devait être pour la France qu'une passagère calamité, comme le choléra, elle serait pour l'Allemagne une honte éternelle qui la ferait retomber plus bas dans l'estime des peuples qu'elle ne l'était à l'époque de son plus complet abaissement.

XIV

L'homme qui souffre cherche toujours dans son entourage quelqu'un qu'il pourrait rendre responsable de ses malheurs. Les peuples sont comme les individus, et beaucoup de Français accusent le gouvernement du 4 septembre d'avoir causé les désastres qui, jusqu'à la fin de cette effroyable guerre, n'ont cessé de frapper la nation. « Il fallait, disent les uns, abandonner l'Alsace et sauver la Lorraine. » D'autres vont plus loin et soutiennent que le gouvernement

de la défense nationale devait faire la paix quand même pour mieux préparer la revanche. Tout cela ressemble à des vérités, mais, en y réfléchissant, on se convaincra sans peine que la paix, après Sedan, était devenue impossible, beaucoup par suite des exigences de M. de Bismark, un peu par la faute de M. Jules Favre, et très-certainement parce que, tout en ayant l'air de négocier avec franchise, on ne fut sincère d'aucun côté.

L'état-major prussien ne pouvait sérieusement abandonner la partie au moment où, selon lui, il était près de son but; et si M. Jules Favre s'était permis d'offrir le démantèlement des forteresses, le peuple de Paris, surexcité par tant d'épreuves et qui voyait en la République le salut certain de la patrie, n'eût certes pas ratifié les traités. Le temps des chimères et des illusions est passé; si l'on veut juger les événements, il faut, avant tout, se jurer de ne pas se mentir à soi-même. La seule paix possible eût été la paix basée sur une simple indemnité d'argent; toute autre demande

devait froisser la fierté française. Un grand peuple ne peut pas déposer les armes quand, dans les contrées envahies, les citoyens, s'unissant à la garnison, défendent leur ville pierre par pierre, comme le faisait Strasbourg ; il ne peut pas offrir le démantèlement de la plus importante forteresse, où des maréchaux de France commandaient à deux cent mille hommes, comme à Metz. L'Empereur avait abusé des pleins pouvoirs de la France pour l'entraîner dans une guerre désastreuse et, à cette heure, le pays se crut engagé fatalement à sauver son honneur compromis par l'empire. L'Allemagne, vaincue sur le Rhin, n'en eût pas abandonné pour toujours les provinces, sans avoir lutté jusqu'au dernier homme. Ce que l'Allemagne eût refusé, la France ne pouvait pas l'accorder; la guerre était fatale.

En présence du désastre conjuré par l'empire sur la nation française, il ne s'agissait plus de peser les causes et les effets, mais bien de sauver le bien le plus précieux du peuple, son honneur, misérablement joué par un souverain

sans scrupules. Si quelque chose peut consoler la France des malheurs qu'elle a subis dans la seconde phase de la guerre, c'est bien la conviction de s'être montrée à la hauteur des devoirs que lui imposaient les circonstances. A cette heure suprême, l'Europe ne distinguait pas l'impérial capitaine de la nation; elle ne se disait pas que cette dernière était innocente de ses infortunes, mais elle confondait l'une et l'autre dans un commun dédain.

Pour juger sainement la situation, il faut faire abnégation de son individualité et se substituer par la pensée à la nation française. La faute des hommes du 4 septembre fut de ne pas consulter le peuple; mais, consulté par le gouvernement, il n'eût certainement pas consenti à acheter la paix au prix de l'Alsace, qui se cramponnait désespérément à la patrie. Abandonner Strasbourg pour sauver d'autres contrées, l'abandonner sans avoir combattu pour sa délivrance, eût été de la part du peuple français un égoïsme condamnable que l'Europe eût flétri d'un nom plus insultant. Dans la vie des peuples, l'honneur

n'est pas plus un vain mot que dans la vie des individus. Dès l'instant qu'il est atteint, il ne s'agit pas de nous demander à quel danger nous expose la résistance. Il est de telles circonstances où mieux vaut recevoir une balle dans le front ou un coup d'épée en pleine poitrine que de sauver avec notre vie les lambeaux d'un honneur entaché.

La France se trouvait dans ce cas désespéré.

Pour la nation, il s'agissait bien moins de vaincre que de tenter la victoire : ce qu'il fallait prouver à ce moment, c'est que, malgré l'Empire, la France n'avait abdiqué ni son honneur ni son courage. L'issue de cette lutte ne pouvait être douteuse pour quiconque savait quelle force les armées allemandes puisaient dans leur discipline et leur ténacité. Au temps de la première République, l'élan personnel pouvait suffire à des volontaires pour remporter des victoires sur ce qu'on appelait alors des soldats; des hommes, décidés à vaincre ou à mourir, pouvaient certainement, avec de l'audace, franchir les six cents pas qui les séparaient des

batteries ennemies ; mais devant les engins modernes portant à quatre, six ou huit kilomètres et servis par des artilleurs habiles, le courage individuel ne suffit pas.

La France avait en face d'elle un ennemi fort de ses victoires, animé de cet enthousiasme que donne le succès ; il ne fallait pas compter un seul instant l'engager dans des mouvements étrangers à ses propres combinaisons. Froids, calmes, réfléchis, les généraux prussiens ne sont pas hommes à jouer une partie pour la seule gloire ; pour eux, le résultat heureux est tout, et ils n'exposeraient pas la vie d'un soldat pour doter un régiment d'une page glorieuse ; ils se soucient fort peu de livrer une *belle* bataille, pourvu qu'ils gagnent une bataille utile ; le même esprit, transmis par la discipline de grade en grade, animait les officiers et les soldats, et c'est cette armée que devaient combattre de jeunes troupes, sachant à peine tenir un fusil, et marchant contre un adversaire expérimenté, qui savait non-seulement profiter de tous ses avantages, mais encore des faiblesses de son ennemi.

Mais si le résultat de ce duel à outrance ne pouvait faire question, du moins il faut se découvrir devant l'intrépidité merveilleuse avec laquelle la France s'y précipita. La valeur d'un peuple ne se mesure pas à ses revers ou à ses victoires, mais aux efforts qu'il fait pour relever l'honneur de son nom, et l'honneur français devait être sauvé du désastre. Depuis le coup d'État, la nation avait une revanche à prendre devant l'Europe; l'armée seule avait bénéficié des succès militaires de Crimée et d'Italie; quant au peuple, on exagérait complaisamment ses faiblesses; on parlait de lui comme d'une race ayant abdiqué son énergie; on se disait que, de toute la France, il ne restait que la poignée de soldats retenus par le vainqueur; empire et nation ne faisaient qu'un devant l'universel mépris; on s'étonnait de la résistance des forteresses; on s'étonnait de tout ce qui sortait des cadres de l'ineptie impériale. Dans ces conditions, l'abandon de l'Alsace, quand le pays tout entier se trouvait encore intact derrière les armées vaincues, eût été, peut-être,

une mesure de prudence, mais qui, certes, n'eût pas relevé la France dans l'estime des peuples.

Il faut bien dire la vérité tout entière, afin de consoler la nation des désastres qui suivirent la chute de l'empire; il faut lui dire quelle dédaigneuse antipathie l'Europe tout entière professait pour elle; l'Autriche, elle-même, qu'une semaine avait suffi pour réduire à néant, osa sourire en parlant de la France. On était généralement d'avis que Paris se soumettrait au bout d'une quinzaine et la France au bout d'un mois. Nul, en Europe, ne pensait que, avant de se rendre, le peuple français pouvait encore lutter en cent combats meurtriers. M. de Moltke, pas plus que le roi ni M. de Bismark, ne prévoyait cette longue et douloureuse campagne. Peut-être eussent-ils reculé d'horreur si l'on eût pu leur montrer l'acharnement de la résistance, l'œuvre destructive qu'il allait falloir entreprendre et où, des deux côtés, le sang devait couler à flots; ni les uns ni les autres ne devinèrent que Paris tiendrait pendant cinq grands mois

et que la province mettrait sur pied ces nombreuses armées dont aucune ne devait réussir, mais qui toutes combattaient valeureusement pour l'indépendance du sol natal et l'honneur du nom français. L'état-major prussien se trompait avec toute l'Europe, et Paris, dont on avait, comme au Palais, remis la reddition à quinzaine, devait par sa résistance opiniâtre laisser à la province le temps de s'organiser; celle-ci fournit des hommes, des fusils et des canons; c'est tout ce qu'elle pouvait faire; mais ces hommes, arrachés subitement à leurs foyers, envoyés à l'armée sans entraînement préalable, ne purent pas résister à des troupes rompues à toutes les fatigues; leurs fusils étaient comme une carte d'échantillons de toutes les manufactures d'armes des deux hémisphères, et à ces canons, très-nombreux, il manquait des servants, sachant le métier, tandis que l'artillerie allemande demeurait encore, après de si pénibles services, la plus formidable de l'Europe.

Tout d'abord on fut pris d'une pitié dédaigneuse pour ces forces improvisées que la

France opposait à l'armée la mieux organisée du monde; mais bientôt, en voyant les mares de sang rougir la neige autour de Paris tout aussi bien que dans les départements, l'univers entier sentit s'éveiller en lui des sympathies ardentes pour un peuple malheureux, combattant toujours quoique toujours vaincu, et l'Allemagne elle-même, si grande que fût sa haine, ne put s'empêcher de saluer un tel adversaire avant de l'égorger.

XV [1]

Lors de l'investissement de Paris, je me trouvais à Vienne. En 1869, j'y avais été présenté à M. le duc de Gramont, et les jeunes attachés de l'ambassade m'avaient fait l'accueil le plus gracieux et le plus hospitalier. Au moment où tous les cœurs français subissaient la cruelle impression de tant de revers, je n'avais pas le

(1) Ce livre était écrit avant l'insurrection du 18 mars. Malgré le spectacle écœurant qu'offrit Paris sous la Commune triomphante, incident qui, d'ailleurs, n'entre pas dans le cadre de ce livre, je n'ai pas à changer un mot du chapitre qu'on va lire ; la résistance de Paris s'impose à ce point à notre sympathie que la guerre civile, éclatant après le siége, malgré ses cruautés et ses horreurs, n'a pas pu l'amoindrir. A.W.

droit d'oublier ces excellents procédés. Tout d'abord je me fis un scrupule de faire une visite à l'ambassade de France : je craignais d'éveiller des défiances, blessantes pour ma dignité; mais, après mûre réflexion, ma plus vive crainte fut de passer pour un niais et pour un ingrat.

Dans cette simple visite de convenance faite en 1870 à des Français qui, l'année précédente, m'avaient témoigné la plus flatteuse sympathie, je fus heureux de retrouver les mêmes sentiments. La politique demeura, bien entendu, étrangère à notre entretien, autant qu'elle pouvait l'être, c'est-à-dire qu'en hommes bien élevés, les diplomates français n'étalèrent point en ma présence leur ressentiment contre mon pays natal, tandis que je persistais pour ma part dans la réserve que m'imposait ma situation internationale.

Cependant, tout en évitant de parler de la guerre, nous en arrivâmes, tout naturellement et comme malgré nous, à causer de la capitale.

— Vous qui êtes Parisien autant que moi, et plus peut-être, que pensez-vous de la résistance

de Paris? me demanda M. de Bourgoing, attaché d'ambassade.

— Je pense que Paris étonnera le monde! lui répondis-je, non par politesse, mais parce que telle était ma plus intime conviction.

Déjà, la veille, devant un groupe de financiers et de publicistes viennois, j'avais soutenu contre tous que Paris ne serait pas pris avant la fin de l'année, c'est-à-dire avant trois mois, et sans que la population l'eût défendu avec toute l'énergie dont je la savais capable.

Il est vrai que je fus le seul de ce sentiment, mais cela tenait à ce que j'étais le seul à connaître Paris. Pendant mon long séjour en France, on m'a souvent fait ce compliment, très-agréable pour un étranger, que j'étais plus Parisien que les Parisiens eux-mêmes. On ne se trompait pas. Il est de fait qu'ayant été conduit à Paris par le hasard, et contraint de tout voir de mes yeux et de tout apprendre par moi-même, j'avais été mieux placé pour observer le peuple de Paris que les écrivains nationaux, dont l'ardeur patriotique les porte à exagérer les qualités

de cette population étrange, tandis que ce même sentiment les rend aveugles pour ses défaillances.

L'état-major prussien, composé d'hommes remarquables, ne connaissait pas plus le fond de Paris que les aimables Viennois qui, dès le 15 septembre, parièrent avec moi que la capitale serait, avant la fin du mois, au pouvoir des Allemands. Les diplomates, les officiers et les écrivains allemands, chargés de renseigner le quartier général, ne connaissaient, eux, que la surface de Paris. Celui-ci n'avait pas quitté les salons officiels; celui-là n'était pas sorti du bois de Boulogne; cet autre avait étudié Mabille ou fréquenté les cafés, dits littéraires, du boulevard; tous eurent le tort de confondre les réunions dorées du Château, les danseurs de Mabille et la vieille garde de la galanterie avec cette agglomération d'êtres de diverses espèces, qui constitue le peuple de Paris, c'est-à-dire deux millions d'individus représentant, dans leur ensemble, toutes les bassesses, mais aussi toutes les grandeurs de la nature humaine.

A vrai dire, la question militaire m'échappait absolument. Des fortifications, je ne savais rien. En vrai Parisien, je ne supposais pas que le Mont-Valérien eût une autre destination que de servir de fond à un paysage dont la pelouse de Longchamp formait le premier plan. Pour moi, d'ailleurs, la question militaire n'était qu'en sous-ordre. Protégé ou non par ses bastions, Paris devait surprendre le monde par sa résistance. Comment, je l'ignorais, mais j'étais trop Parisien moi-même, pour ne pas deviner qu'il se passerait des choses extraordinaires sous les murs de la grande ville bloquée. On n'a pas vécu quinze ans à Paris sans en emporter un souvenir qui frise le patriotisme ; on peut n'être pas Français et n'en demeurer pas moins un patriote parisien, et c'est à ce sentiment qu'il faut attribuer l'attachement de tant d'étrangers qui voulurent partager le sort de la capitale, ce qu'ils n'eussent certainement pas fait pour Londres, Saint-Pétersbourg, Vienne ou Berlin. On emporte sa patrie à la semelle de ses souliers, a-t-on dit ; cela est vrai pour les voyageurs qui

visitent l'Hindoustan, la Turquie ou le Caucase, mais c'est absolument faux en ce qui concerne Paris.

C'est qu'il n'est pas de ville au monde qui sache, comme celle-là, suppléer à la patrie absente, où l'esprit se sente plus à l'aise qu'au milieu de cette population, faite de grandeurs et de boue, spontanée, imprévue, se renouvelant sans cesse, apte à tout comprendre sans avoir jamais rien appris, la plus intelligente en même temps que la plus ignorante du globe, capable à la fois d'offrir au monde les spectacles les plus écœurants et ceux qui élèvent les âmes et font battre les cœurs. L'oisif y trouve son compte comme le penseur : pour l'un, Paris n'est qu'une Babel agréable; pour l'autre, il demeurera éternellement la ville où la pensée est sans cesse tenue en éveil par le tableau que l'œil contemple. Ce n'est pas tout à fait, comme l'a dit Victor Hugo, le cerveau du monde, mais c'est très-certainement l'une des matières les plus fines de l'esprit, que l'on ne peut écraser sans que l'intelligence universelle

en ressente une secousse douloureuse qui atteint la civilisation européenne dans sa vitalité. Ce n'est pas dans ses squares, ses casernes, dans ses larges chemins et ses luxueux magasins qu'il faut voir Paris ; ceci est l'affaire des trains de plaisir et des flâneurs.

Il est un autre Paris qui nous fascine, nous enlace et s'impose à notre admiration : c'est le Paris des grandes idées d'où est parti le rayon qui a éclairé un monde nouveau ; le Paris historique dont chaque pierre est liée à l'humanité ; le Paris merveilleux du travail, des arts, et surtout de la liberté, toujours supprimée par les despotes du trône ou de la rue, et renaissant toujours au moment où on la croit à jamais engloutie ; ville curieuse, en éternelle opposition avec elle-même, où le peuple, à l'heure de ses grandeurs, s'élève à des hauteurs inconnues et, à l'heure de ses défaillances, tombe plus bas qu'aucune autre nation. C'est que dans cette ville étrange, toujours neuve, vivent ensemble, côte à côte, les éléments les plus contraires qui, au jour où ils convergent vers un même but, font

éclore tous les héroïsmes, et qui, séparés par les divisions politiques, aux jours où gronde l'émeute, inclinent à tous les abaissements. Paris est comme ces matières où se confondent l'or et le plomb, qui puisent leur valeur dans la fusion et trouvent, en se combinant, la force et la solidité ; il est des jours néfastes où le plomb, devenu lave bouillante, se rue à travers les carrefours et menace d'absorber le reste ; mais toujours ramené à la modestie de sa situation, il reconnaît bientôt qu'il n'existe dans l'ensemble que par la matière fine, qu'il ne vaut que par elle, et que sans elle il n'est qu'une chose vile et méprisable, incapable de dominer ce qui lui est supérieur par la pensée et l'esprit. Pour juger Paris, il ne faut pas le voir un jour d'émeute où l'une de ses forces, la moindre, est seule en évidence ; il faut le contempler aux heures où toutes les ardeurs se confondent en une même pensée et où éclatent dans leur harmonie les incomparables qualités du peuple parisien.

Paris n'est point dans la ville des Césars et des

usurpateurs populaires : il est dans ce peuple frondeur, railleur, où l'esprit mène la force, toujours et quand même, dans ce peuple qui, pendant les catastrophes, s'éprend tout entier du même enthousiasme pour son indépendance ; ce qu'il y faut voir, c'est la grande cité qui peut s'enorgueillir d'avoir mis à bas un monde vermoulu et d'où est parti le signal de l'affranchissement pour tant de nations asservies ; c'est ce peuple pour qui Voltaire demeurera toujours une gloire plus nationale qu'un capitaine heureux. Les rues, les pierres, les monuments, tout y parle à l'esprit et au cœur ; il n'est pas de pavé, si peu qu'il en reste, qui ne témoigne des luttes toujours renouvelées entre le progrès et le préjugé, pas un moellon qui ne stimule la pensée et n'éveille l'intelligence. C'est ce Paris-là que l'on aime, que l'on adore, qui vous fascine, ce Paris incomparable qui, à l'approche d'un danger, met en sûreté ses tableaux et ses marbres, avant de songer à la sécurité de ses habitants ; qui rit quand les obus menacent les citoyens, et pleure quand un projectile détruit

une œuvre d'art; ce Paris où la naissance n'est rien et le talent tout, où les princes s'effacent devant les artistes; ce Paris, éternel sujet de notre admiration, survivant à ses abaissements, qui a proclamé la liberté des consciences et renversé les barrières qui séparaient les êtres nés dans des religions différentes. C'est ce grand, ce beau, ce vaillant Paris, que l'on aime de toute son âme et dont le passé est assez riche en grandeurs pour atténuer toutes ses fautes présentes et à venir.

Que ce Paris-là se réveillerait à l'heure de l'investissement, cela ne pouvait être douteux pour quiconque le connaissait; il était absolument certain que la capitale retrouverait l'énergie pour résister à toutes les calamités, qu'elle combattrait même sans chance de vaincre, et qu'elle assisterait à l'écroulement de sa prospérité, semée à profusion dans les campagnes d'alentour, plutôt que d'ouvrir ses portes au vainqueur.

Il me semble superflu d'insister sur les fautes du peuple parisien, sur son dédain des nations

voisines, et le fatal sentiment de sa supériorité en toutes choses dont il s'est leurré si longtemps. Ces fautes, soyez-en bien convaincus, il les connaît à cette heure, aussi bien que nous, et au fond de sa conscience, il se juge avec plus de sévérité que nous ne pourrions, nous, juger des hommes qui souffrent de mille blessures. Peut-être bien entrevoyait-il déjà la vérité, quand le cercle de fer se rétrécissait autour de lui, mais il était arrivé à ce moment fatal où l'aveu d'une erreur ne peut plus rien prévenir, ni rien réparer.

Mis dans l'alternative de se rendre sans combattre ou de sacrifier sa fortune à son honneur, Paris ne pouvait et ne devait pas renoncer à sa défense. Le dédain de l'Europe motivé par les rapides succès des armées allemandes n'échappa pas à la finesse parisienne. Le dernier des idiots et des lâches parlait de Paris comme d'un bastringue et de ses habitants comme d'une bande de danseurs, appelés tout au plus à divertir les étrangers au bal de l'Opéra. La foule grossière qui, n'envisageant que le succès, est toujours

prête à piétiner sur les vaincus, cette foule également imbécile dans tous les pays, professa pour les Parisiens un mépris qui témoignait de sa propre stupidité. Parler de la résistance probable de Paris, c'était soulever des tempêtes d'hilarité. Paris, disait-on, doit se rendre au premier obus ! Paris ne voudra pas qu'on abîme le Jardin Mabille ! Paris sacrifiera la France à son bois de Boulogne! Le jour où Paris ne pourra plus s'amuser, il n'y aura plus de Parisiens !

Oui, disons-le bien haut, afin de panser les blessures de la grande cité, et pour qu'elle trouve dans la vérité l'équivalent de ses souffrances, Paris fut l'objet de tous les outrages. On ne l'appelait même plus la moderne Babylone; on la traitait comme un obscur faubourg qui, sans aucun inconvénient, peut disparaître de la surface du globe.

Ingrats et imbéciles! Imbéciles, parce qu'ils pouvaient douter de Paris. Ingrats, parce qu'à l'heure de la crise, ils oublièrent que Paris fut le berceau de leurs libertés. Car ce ne fut pas trop de tant de sang versé, de tant de souffrances en-

durées, pour convaincre le monde que la vraie population parisienne ne se composait pas seulement de vantards, de bavards et de sauteurs.

Ce sentiment universel, les Parisiens le comprirent si bien que, pour eux, il s'agissait moins de vaincre les Allemands que le mépris de l'Europe et de leurs contemporains. Paris n'eut plus le temps de se demander s'il avait commis des fautes; il n'allait combattre ni pour l'Empire, ni pour la République; il n'offrit son sang ni pour une dynastie, ni pour une conquête, ni par vantardise; il s'armait, cette fois, pour défendre son honneur.

Ce fut là le secret de sa défense admirable, et ici je ne parle pas de la défense militaire, qui échappe à ma compétenee, mais de la défense morale. Le spectacle fut si grandiose qu'il effaça les légèretés originelles, qu'il imposa le respect et que le dédain se tourna subitement en sympathie. J'ai vu des lettres écrites par des soldats prussiens devant Paris, où se reflète l'estime que la portion intelligente des armées allemandes conçut pour les défenseurs de la

capitale. Encore une fois, ce que fut militairement la résistance, je l'ignore, et les écrivains qui, comme MM. Sarcey ou Jules Claretie, ont vécu parmi les assiégés, ne peuvent pas plus le préciser que celui qui, de loin, assistait à ce drame. Nous n'avons, je le répète, qu'à considérer la défense morale sans rechercher si le général Trochu fut à la hauteur du patriotisme parisien, ou bien si les ardeurs de ce patriotisme, parfois trop bruyant et manquant de la dignité voulue, furent un empêchement pour le commandant de Paris. Tout ce que nous savons, c'est que M. Trochu fit d'une ville mal défendue par ses ouvrages un centre imprenable par la force des armes, et qui ne capitula qu'avec la famine. La vérité est, je crois, qu'à l'heure où Paris pouvait encore briser le cercle de fer qui l'étreignait, les généraux n'avaient pas une armée disciplinée, capable de tenir tête aux troupes allemandes, et que le jour où cette armée de volontaires fut prête à marcher au combat, la tâche était, par les travaux de l'ennemi, devenue à ce point périlleuse et impossible, que les batailles

sous les murs de Paris ne pouvaient plus être qu'une héroïque mais inutile effusion de sang.

On ne peut se figurer quelle impression douloureuse on éprouvait en recevant par ballon les journaux parisiens, qui tous, sans exception, sur la foi de dépêches mensongères, parlaient de la prochaine délivrance, quand la réalité montrait la France expirante et Paris à la veille de succomber. On éprouvait ce serrement de cœur qui nous oppresse quand un moribond fait de doux projets pour le lendemain et parle de s'installer au soleil, au milieu des fleurs, quand déjà le fossoyeur creuse sa tombe. De temps en temps un voyageur, échappé par miracle, nous arrivait et nous contait les horribles souffrances de la classe moyenne, la ténacité de ces vaillantes femmes qui, en cet hiver rigoureux, passaient les nuits devant les boucheries pour obtenir un lambeau de viande de cheval; ils nous parlaient de ce Paris, vivant dans les ténèbres, grelottant de froid et mourant de faim, et tous les yeux se mouillaient au récit de tant de misères.

Peu à peu, l'Europe, hier si dédaigneuse, se

sentit prise d'une profonde estime et d'une immense pitié pour cette vaillante population; on se demandait de quelle chair étaient faits ces hommes de guerre qui, par métier ou par devoir, imposaient de telles douleurs aux vieillards, aux femmes et aux enfants; les journaux les plus hostiles à la France jusqu'à Sedan disaient tout haut qu'aucune capitale européenne ne serait capable d'un tel héroïsme. Privé de ses joies, de ses plaisirs, de ses habitudes de luxe, joignant les soucis de la famille absente aux angoisses patriotiques, Paris se révéla tel que je l'ai toujours entrevu et tel qu'il se montrera toujours dans les crises suprêmes, grand, superbe, digne d'admiration, et convainquit les plus incrédules qu'en dehors de l'Empire il restait encore quelque chose de la nation française.

Les campagnes sont dévastées; les châteaux sont brûlés; ce que les bourgeois ont acquis par un labeur patient, en cinq mois, la pioche des Allemands, aussi bien que le canon du Mont-Valérien et la cupidité des maraudeurs,

l'a réduit à néant; les fortunes se sont écroulées; d'effroyables épidémies, complétant l'œuvre du fer, du plomb et du feu, ont semé le deuil sur la grande ville; vieillards, femmes, enfants ont enduré toutes les tortures imaginables; mais, si grands que soient ses désastres et ses douleurs, Paris se consolera à la pensée qu'il a reconquis d'incontestables droits à l'estime de l'histoire.

XVI

Mais Paris n'était pas la France ! Pour la première fois peut-être, se voyant isolée des départements, la capitale comprit qu'elle n'était qu'une des forces du pays et non la nation tout entière. Si la province ne marchait pas à son secours, elle était perdue. On avait déjà, pour chauffer le patriotisme, envoyé à Tours deux excellents vieillards, MM. Crémieux et Glais-Bizoin. Mais ces deux braves de la défense nationale n'avaient pas la force d'entraînement que donne seule la jeunesse, aussi leur dépêcha-t-on

le plus fougueux des ministres, Léon Gambetta, qui s'adjoignit son meilleur ami, Clément Laurier.

Nous les avons tous connus à Paris, ces deux avocats de talent : l'un à la parole véhémente, doué d'un organe qui faisait trembler les murs du prétoire ; l'autre, cherchant le succès dans les câlineries mêlées de malice de l'art oratoire. Des deux compagnons, Laurier semblait marqué pour de hautes destinées, tandis que l'autre menaçait d'user son beau talent aux aspérités de la bohème. Gambetta dédaignait les procès ordinaires, le menu fretin de la vie ; ce qu'il lui fallait, c'était la plaidoirie politique ; il fit des débuts tapageurs dans un grand nombre de procès de presse, et du jour au lendemain le procès Baudin consacra sa réputation et le porta, d'une enjambée, du Palais de justice au Palais-Bourbon. M. Laurier, qui jusqu'alors avait été le Mentor de Gambetta, devint son Télémaque et le suivit dans le sillon où il l'avait précédé.

Aucun des membres de la défense nationale ne pouvait avoir plus d'action sur les masses.

Son malheur fut que, ayant été choisi par le gouvernement de Paris, il crut pouvoir se passer du consentement du reste de la France, dont il se constitua le dictateur, par la grâce de Laurier et la volonté de Gambetta. Victorieux, le dictateur eût été l'idole du pays ; vaincu, il devait fatalement porter la peine de la lourde responsabilité qu'il endossa, sans avoir consulté la nation. Gambetta avait la fougue et l'énergie, il ne lui manquait, pour rendre de plus réels services, que l'empire sur ses propres passions, cette vertu qui fait les grands hommes d'Etat. Tout bouillant encore des brillantes luttes parlementaires qu'il avait soutenues contre l'Empire, enflammé par ses convictions républicaines, préoccupé surtout d'établir en France la forme de gouvernement qu'il préférait, Gambetta glissa rapidement sur la pente savonnée du régime personnel, tel qu'il fleurit aux plus sombres journées de l'Empire. Le coup d'État ne bâillonna pas plus la France que cet ardent républicain. Par ses violences administratives, il détacha de ses intérêts les hommes sages que sa parole

entraînante eût certainement ralliés à la cause commune. Sa grande faute fut de parler plutôt de la République que de la nation et de confondre la forme du gouvernement avec les intérêts du pays.

Dans la situation où se trouvait la France, il ne s'agissait pas pour elle de telle ou telle forme de gouvernement. L'Empire était tombé sous le mépris, pour le moment cela lui suffisait. La délégation existait, non en vertu d'un plébiscite républicain, mais par l'obligation où se trouvait le pays de faire ses affaires lui-même et d'offrir une résistance compacte à l'Allemagne. Le gouvernement de Paris, comprenant la nécessité de ne froisser aucun sentiment et de réunir tous les citoyens autour d'un même drapeau, s'était appelé « Gouvernement de la défense nationale », et ce titre fut sa seule raison d'être. La délégation de Tours s'écarta malheureusement de ce programme et devint le gouvernement de la défense de la République, ce qui devait la conduire à des rigueurs politiques et lui ôter de son autorité et de sa grandeur ;

car il ne représentait plus qu'une partie de la nation et non la France tout entière. L'emprisonnement du prince de Joinville fut un outrage à la défense nationale, tout aussi bien que l'arrestation de M. Pinard, le plus nul et le plus maladroit des ministres de l'Empire, et l'exil du duc d'Aumale qui, en somme, ne demandait qu'à se battre pour son pays, rien dans sa vie ne permettant de suspecter sa loyauté. Ces violences, de la part d'un homme qui s'était fait une loi de réclamer la liberté pour tous, avaient une portée plus grande qu'il ne le supposait ; la République de M. Gambetta, débutant comme l'Empire par la violation des plus élémentaires immunités publiques, par l'arrestation de personnages suspects d'orléanisme ou de bonapartisme, par la confiscation des journaux peu agréables, jetèrent le trouble dans les esprits et affaiblirent l'élan des jeunes armées, où toutes les opinions étaient représentées et qui entendaient se battre pour le pays, rien que pour le pays.

Le dictateur républicain donna tour à tour au

monde le curieux spectacle d'un homme que tantôt on admire pour son énergie et que tantôt, à le voir se livrer à toutes les excentricités, on pourrait croire atteint de la folie des grandeurs. Cette fois encore, le gouvernement de Tours persista dans les errements de ses devanciers. On avait changé la forme du gouvernement et les ministres, mais le système d'illusions de l'Empire était resté debout, et on s'aperçut bientôt que Gambetta n'était, au fond, que le Cousin-Montauban de la République. Comme le dernier ministre de l'Empire, il organisa des régiments en trompant le pays à coups de dépêches officielles. Comme Palikao, il ne se borna pas à créer des armées, il voulut leur imposer ses plans de campagne; comme lui, muselant l'opinion publique par la suppression des journaux, il avait l'air de dire :

— Si vous saviez ce que je sais, la France illuminerait!

Au fond, il ne savait rien de l'adversaire qu'il jurait d'anéantir par le fer et par le feu. Très-sincèrement convaincu qu'il suffisait d'être répu-

blicain pour s'élever à des hauteurs inédites, dans la vie civile tout aussi bien que sur les champs de bataille, s'enivrant des traditions de la première république comme Napoléon III s'enivra des traditions du premier empire, le dictateur pensait qu'en imitant les hommes d'une grande époque il obtiendrait les mêmes résultats. Il oublia seulement que, cette fois, il n'avait pas en face de lui un duc de Brunswick, commandant à des armées ridicules, qui se seraient aussi bien ou aussi mal battues contre le grand Turc que contre la France. A cette époque, tout l'enthousiasme, l'élan patriotique et l'unité de conception étaient du côté du peuple français, à qui l'Allemagne opposa des soldats de fer-blanc, une pure armée des princes.

En s'inspirant des proclamations de la première république, Gambetta semblait ignorer et il ignorait, en effet, qu'il s'était opéré, depuis soixante-dix ans, en Europe, une transformation radicale ; que des phrases qui, dans l'histoire, paraissent sublimes, frisent le ridicule sous la plume et dans la bouche d'un contemporain, vi-

vant au milieu d'un monde nouveau, je n'ose pas dire d'une civilisation nouvelle, car, dans ces carnages, il ne peut, sous aucun prétexte, être question d'une civilisation quelconque. Mais, en dégageant Gambetta du nuage d'où il semblait planer sur la France, en oubliant ses exagérations de langage, son manque de modération et surtout les attitudes napoléoniennes qu'il prit comme dictateur de la République, sa patrie lui rendra cette justice qu'il tenta l'impossible pour la sauver, et qu'il fut sur le point d'y réussir.

La reddition de Metz déjoua tous ses projets, en rendant libre une armée de deux cent cinquante mille hommes, commandés par le prince Frédéric-Charles.

L'histoire de la capitulation de Metz commence à se dégager des ténèbres. Sans compter les reproches de trahison ouvertement adressés à Bazaine par des officiers supérieurs de son armée, j'ai entendu de la bouche de beaucoup d'officiers les accusations les plus infamantes contre ce maréchal. Alors même qu'il faudrait, dans les plaintes de l'armée, faire une large part

aux douleurs patriotiques et aux fiertés blessées, on n'aurait qu'à suivre la marche des événements pour se convaincre que Bazaine s'inspirait plutôt de son dévouement à l'Empire que des intérêts de la France. Mais je pense que l'histoire des douze millions, offerts par le prince Frédéric-Charles et acceptés par le maréchal, appartient à la collection des fables et légendes dont l'histoire de cette guerre est un peu surchargée. La Prusse n'avait pas besoin de sacrifier une telle somme, ni d'abaisser en même temps Frédéric-Charles et Bazaine à ce trafic honteux, pour atteindre son but. La rouerie de M. de Bismark était plus que suffisante pour exploiter l'ambition de Bazaine dans un intérêt purement allemand.

Le maréchal Bazaine, il faut lui rendre cette justice, était le seul dignitaire de l'Empire qui eût compris son maître; il se disait que, du moment où le troisième Bonaparte avait pu se hisser jusqu'au trône, lui, Bazaine, pouvait bien en faire autant. Il ne tenait pas plus à régner en France que partout ailleurs; mais de tout temps

ce général avait laissé voir qu'il était atteint de la monomanie de faire le bonheur d'un peuple quelconque. Le Mexique eût comblé ses vœux, et, à défaut de tout le Mexique, il se fût contenté d'un petit royaume dans les Terres-Chaudes ; peu importait le nombre des sujets ; deux serpents et trois crocodiles eussent suffi à son bonheur, pourvu que, dans l'intimité, il eût pu écrire à un souverain : « Monsieur mon frère ! »

Le bouleversement du 4 septembre rendit un trône vacant. Bazaine, qui jusque-là s'était vaillamment battu sous les murs de Metz, prit tout à coup une attitude nouvelle. Son regard illuminé perçait les lignes prussiennes et plongeait vers les Tuileries ; il se crut appelé par le destin à sauver une seconde fois la pauvre France, si bien sauvée en 1851 qu'elle en était à l'agonie. Le maréchal était peut-être de bonne foi, en pensant que la France l'attendait pour s'affranchir de la République ; dans son esprit, il voyait déjà le petit Napoléon IV aux Tuileries, et lui-même installé à l'Élysée, en train de distribuer des bureaux de tabac et des recettes particulières ; il

faisait de la haute politique, au lieu de s'occuper de son métier de général en chef ; il reçut de mystérieux ambassadeurs, chargés de négocier n'importe comment et avec n'importe qui, des aventuriers de bonne volonté, venus on ne sait d'où, et qui tripotaient les destinées de la France clandestinement, comme on fait trois mille de rente dont deux sous à la petite Bourse du passage de l'Opéra. On glissait sous la porte cochère de M. de Bismark des plans de restauration bonapartiste, comme des prospectus d'une entreprise inavouable ; le quartier-général devint une espèce de bureau de placement pour souverains et régents sans ouvrage.

On ne saura jamais au juste ce qui fut demandé, promis et accepté ; les négociations de Metz feront un éternel pendant à ces causes célèbres dont le public cherche en vain à percer les trames impénétrables, les négociateurs ayant eu le soin de se travestir, pour ne pas être reconnus au passage. Dans ce mardi-gras de la politique, on vit des Turcs de bal masqué ôter leur faux-nez dans l'intimité et marchander

l'avenir de la France. Parmi ces brocanteurs, il y avait un peu de tout : des débardeurs, des chicards, des mousquetaires de la Courtille, un certain M. Régnier, et, dominant le tout, une espèce de bonne d'enfants, à moustaches, le maréchal Bazaine, tenant par la main un impérial adolescent effrayé de cette cohue de prétendants, de sauveurs, de régents et autres folliculaires qui se serraient autour des débris d'un vieux trône. On faisait de la politique de haute fantaisie, on négociait dans le vide, tandis que les Prussiens se fortifiaient de plus en plus devant Metz, et que M. de Bismark s'amusait de l'excessive naïveté de ce maréchal de France.

Bazaine ignorait que le chancelier de la Confédération du Nord n'avait pas les mêmes raisons que lui pour aimer l'Empire et pour craindre la République. Ici comme ailleurs, les hommes de l'empire se bercaient de chimères, dont beaucoup furent, du reste, partagées par le peuple français et par Gambetta lui-même. On se figurait que la République inspirait à M. de

Bismark une terreur qui devait le rendre accessible aux menées bonapartistes. La vérité était que la Prusse n'avait pas à se préoccuper de la République, par cette simple raison que la dynastie n'avait rien à craindre de la forme républicaine. Depuis Sadowa, il n'était pas resté de parti républicain en Allemagne. Les républicains influents s'étaient, au lendemain de la victoire, jetés aux pieds de M. de Bismark, avec cette platitude que le succès fait naître toujours et partout. Dans l'intimité du ministre, parmi les plus serviles, on pouvait compter plus d'un fidèle qui joua jadis un rôle dans le mouvement républicain du duché de Bade, et, dans les circonstances actuelles, la dynastie ne pouvait être en jeu, sous quelque prétexte que ce fût, car la République surgissait après un désastre, tandis que les victoires des armées avaient consolidé pour un siècle le règne des Hohenzollern. Il n'y avait pas de danger de ce genre, même en cas d'un revers. Un désastre eût fait perdre à la Prusse sa situation européenne, mais le peuple se fût bien gardé d'achever sa ruine par unbou-

leversement violent qui eût tout désorganisé, alors que l'organisation et l'ordre pouvaient seuls tout sauver. Les Français s'obstinent à juger l'Europe à travers leurs propres passions, et c'est donc à tort qu'ils se figuraient que, après une défaite, les Prussiens feraient une révolution, chasseraient la dynastie et que l'Allemagne républicaine fraterniserait avec la République française.

Il n'y avait pas, je le répète, de parti républicain en Allemagne en dehors de quelques députés sans influence aucune. On se tromperait étrangement en attribuant aux députés socialistes qui protestèrent contre les annexions l'autorité des anciens *cinq* du Corps législatif français ; ils n'avaient pas, comme les *cinq*, l'oreille de la bourgeoisie, composée à Paris d'esprits frondeurs, mais qui en Allemagne ne demande, depuis 1866, qu'à marcher avec le gouvernement ; ils ne s'appuyaient pas non plus sur une masse de trois cent mille ouvriers, l'*Internationale* n'a pas en Allemagne un foyer redoutable comme à Londres ou à Paris. La

police prussienne ne laisse pas s'accumuler dans la capitale cette armée de vauriens et de paresseux toujours prête à l'émeute; l'ouvrier qui ne veut pas travailler et ne peut justifier de ses moyens d'existence est renvoyé dans son pays, en vertu des lois de la police. La lie de la société ne peut donc pas établir son quartier général dans la capitale. Restent les ouvriers, les vrais ouvriers qui, le plus souvent, deviennent les victimes des émeutiers et qui, si travaillés qu'ils soient par les doctrines socialistes, ne forment pas un noyau avec lequel le gouvernement doive compter à l'heure où l'armée part pour la frontière; car ils font eux-mêmes partie de l'armée ou, s'ils sont d'anciens soldats, de la landwehr, et une fois sous les drapeaux ils ne raisonnent plus, habitués qu'ils sont à la discipline militaire. Lors même que l'agression d'un Bonaparte n'eût pas rangé d'enthousiasme les classes ouvrières sous la bannière prussienne, il ne fallait pas compter sur eux pour faire une révolution; dès le début de la guerre, ils étaient éparpillés dans les régi-

ments en même temps que les bourgeois.

Il ne pouvait donc être question des appréhensions que la République devait inspirer à M. de Bismark. Mais la terreur que cette forme de gouvernement semait dans l'entourage de Napoléon III, menacé dans ses sinécures, lui fit supposer que la diplomatie allemande la partageait et serait trop heureuse d'appuyer ses desseins. Napoléon III s'imaginait que, dans leur haine commune d'un commun danger, les armées allemandes fraterniseraient avec le maréchal Bazaine pour remettre Bonaparte sur le trône de son oncle. Sur ce raisonnement, Bazaine basa ses projets de sauvetage, et fit de la politique au lieu de faire la guerre.

M. de Bismark n'avait donc pas à compter au commandant de Metz les fameux millions dont on a si souvent parlé. Je ne crois pas qu'un homme qui commande deux cent mille hommes vende son épée pour de l'argent, trafic qui le ferait tomber dans la boue où grouillent les plus méprisables malfaiteurs. Ajoutez à l'ambition politique de Bazaine la conviction

toute naturelle chez un maréchal de l'Empire qu'il rendrait un réel service à son pays en lui restituant une forme de gouvernement renversée, à son avis, par une poignée d'exaltés, et vous trouverez dans sa vanité et dans son ignorance de la diplomatie prussienne l'explication de ses lenteurs et de ses hésitations. Le maréchal, comme son impérial maître, pensait que tous les trônes étaient solidaires et que tous les souverains, menacés de la république, avaient un intérêt à maintenir Napoléon sur son trône ; tous deux espéraient sérieusement que M. de Bismark renoncerait au moins à la Lorraine en faveur de l'Empire et que finalement Bonaparte, en apportant à la France une paix plus avantageuse que celle qu'on eût signée avec M. Jules Favre, pouvait se faire pardonner son passé et céder son impérial commerce à son enfant.

Il n'est pas douteux que secrètement la diplomatie prussienne encouragea ces rêves d'opium. La guerre se prolongeait beaucoup trop ; ces horribles souffrances des armées devant Metz,

décimées par le typhus, faisaient l'effet de la glace sur les cerveaux exaltés. D'autre part, l'armée de la Loire se montrait menaçante et pouvait, à un moment donné, inquiéter les Allemands devant Paris. On jugeait Metz imprenable, et cependant il fallait en finir au plus vite avec cette place qui tenait deux cent cinquante mille hommes immobiles sous ses murs. M. de Bismark, sachant à quel point Napoléon était exécré de ses fidèles sujets, se plaisait à tenir cet empereur de Damoclès suspendu sur Paris, en même temps qu'il devait rendre le maréchal Bazaine accessible aux promesses pour l'avenir. C'est ce qui explique comment des aventuriers purent attirer le général Bourbaki hors les murs de Metz avec le consentement du prince Frédéric-Charles. Bazaine, tenant sous ses ordres la dernière armée régulière, fut destiné nécessairement à remplir dans les négociations le rôle d'une dupe de la première catégorie.

Quand fut arrivée enfin l'heure solennelle de la famine et que le maréchal demanda à se retirer avec son armée pour la conserver à l'Em-

pire, M. de Bismark, ayant réalisé la première partie de son programme, soit la prise de Metz, par les moyens les plus commodes et les plus sûrs, se démasqua subitement, et le prince Frédéric-Charles traita le maréchal Bazaine non en affilié d'une commune conspiration, mais en vaincu, et l'envoya rejoindre l'Empereur. Seulement, pour ne pas lui ravir ses illusions en un jour, on lui fit espérer que l'armée prisonnière lui serait, à l'heure décisive, rendue avec armes et bagages, et Napoléon III, tenu comme un pantin au bout d'une ficelle et oubliant le mépris des officiers français, crut déjà pouvoir demander au roi que l'on réunît la garde impériale à Wilhelmshœhe, à côté de ses maréchaux, afin qu'elle fût prête au moment voulu.

La capitulation de Paris devait être le signal du départ.

XVII

La capitulation de Metz fut le dernier événement de cette guerre qui surexcita l'enthousiasme de l'Allemagne. Déjà même elle commençait à reprendre son sang-froid en attendant que la résistance désespérée de la France lui apprît ce que de pareilles guerres coûtent aux peuples victorieux et quels sacrifices la gloire militaire impose aux nations.

Gambetta réussit à créer sur la Loire une armée formidable; sa parole de flamme entraîna sinon toute la France, du moins beaucoup de Français, tandis que M. Thiers parcourait l'Eu-

rope avec une mission qui nécessairement devait avorter devant l'indifférence des uns et le mauvais vouloir des autres. Les puissances neutres continuaient de s'engraisser aux dépens des belligérants : la Russie n'attendait que le signal pour soulever la question d'Orient ; Victor-Emmanuel, ayant Rome, prenait du ventre au coin du feu ; l'Angleterre, toujours boutiquière, se contentait de fournir des armes à cet égorgement international ; quant à l'Autriche, elle n'était pas seulement tenue en échec par la Russie, mais encore par l'enthousiasme de ses six millions d'Allemands, que les succès prussiens venaient d'électriser.

Un seul exemple suffira pour peindre les dispositions des esprits à Vienne. On jouait alors au théâtre An der Wien une pièce de circonstance : *le Frère allemand,* à la première représentation de laquelle j'eus la chance d'assister. Ce frère allemand n'était autre qu'un soldat prussien, brosseur d'un officier qui, blessé à Sedan, était venu s'installer aux eaux de Baden, près Vienne. La pièce, médiocre en elle-même,

devenait intéressante parce qu'elle montrait à quel degré de démoralisation la monarchie autrichienne était descendue. Ce frère allemand circulant sur la scène en uniforme prussien, racontant ses succès, et lançant des traits ironiques à l'armée autrichienne battue en 1866, fut non pas assommé à coups de petits bancs, mais acclamé par la salle entière. Quand, à la fin du troisième acte, il entonna le chant patriotique des Allemands : *la Garde sur le Rhin*, quelques sifflets timides essayèrent de protester; mais ils ne firent que grandir le succès par les applaudissements qu'ils provoquèrent.

A côté de ce frère allemand, le *Deus ex machinâ* de la pièce, figurait, dans cette œuvre malsaine, un Viennois, un mauvais sujet, qui, de temps en temps, pour faire valoir son confrère, parlait de Benedeck avec une dédaigneuse raillerie. Au quatrième acte, dans un théâtre autrichien, devant un public autrichien, il débita des couplets sur la guerre et des drôleries sur les défaites autrichiennes en 1866, dont je fus seul à mesurer l'ineptie. De ma vie, je n'ai vu de

spectacle plus écœurant que celui de cette foule méprisable, riant aux éclats des malheurs de la patrie; et je fus tout surpris de voir que les quelques officiers placés au premier rang de l'orchestre n'enjambèrent point la rampe, pour souffleter l'insolent cabotin, à défaut de l'auteur.

Je ne crois pas qu'aucune autre capitale pourrait offrir un spectacle aussi dégradant pour les nationaux; on ne se l'explique que par cette particularité que l'Autriche n'est pas une patrie; les Hongrois, les Bohêmes et les Allemands de la monarchie n'ont qu'un seul empereur, mais la patrie commune n'existe pas pour eux. Les Allemands autrichiens, en voyant leur gouvernement s'appuyer sur la Hongrie, selon la prophétie de M. de Bismark qui, en 1852, disait déjà : « La vraie capitale de l'Autriche ne peut être que Pesth », sentaient qu'à un moment donné ils seraient tout à fait absorbés par l'élément slave, qui leur est profondément antipathique, de même qu'ils sont odieux à leurs concitoyens slaves. Dans un pays composé de ces différentes races, animées d'un mépris réciproque, il ne

saurait être question d'un patriotisme général, et la démoralisation naît naturellement de l'absence forcée du sentiment commun qui anime et cimente les citoyens d'une même patrie.

On peut, d'ailleurs, supposer que M. Thiers, en entreprenant son long pèlerinage à travers les cours européennes, ne se faisait aucune illusion sur le résultat final; il s'y risqua par devoir plutôt que par conviction; il était comme ces parents affligés qui, au moment suprême, convaincus que le secours des hommes de l'art est désormais inutile, s'adressent à des empiriques *pour n'avoir rien à se reprocher*. Cependant les forces suscitées par Gambetta devenaient menaçantes, en même temps que dans le Nord et dans l'Ouest se formaient d'autres armées. Les Allemands devant Paris, déjà déconcertés par la résistance opiniâtre de la capitale, traversaient une période critique; l'armée de la Loire, marchant sur Versailles de concert avec l'armée du Nord et l'armée assiégée, tel était le danger imminent que le quartier général prussien, malgré les ressources colossales dont il disposait encore,

n'envisageait pas sans de sombres appréhensions. La capitulation de Metz changea l'aspect des choses. Deux cent cinquante mille hommes devenus subitement disponibles allaient renforcer, sur la Loire, les Bavarois, et l'armée de siége devant Paris, qui, dès ce moment, put faire face à toutes les éventualités. Déjà le grand-duc de Mecklembourg était allé prêter main-forte aux Bavarois; mais ce piètre capitaine fatiguait ses troupes par des marches inutiles et par des combats sans portée. C'est lui qui, en rendant compte d'une bataille, osa télégraphier ces mots révoltants : « *Il y a eu de beaux combats de cavalerie.* » De beaux combats de cavalerie! Dans cette abominable guerre, si riche pourtant en atrocités de toutes sortes, rien ne révolta plus les consciences que cette dépêche, où l'on parlait des massacres internationaux comme d'une parade.

Désormais ce grand-duc devait rentrer dans l'ombre méritée et céder la place au feld-maréchal Frédéric-Charles. L'issue de la lutte ne pouvait plus être douteuse pour personne, ex-

cepté pour Gambetta, qui s'enivra de ses propres proclamations et des invraisemblances auxquelles il essayait de donner un caractère officiel. L'armée de la Loire était très-nombreuse, et je suis loin de vouloir suspecter le courage individuel de ses soldats. Mais ici il ne s'agissait plus de prendre à la baïonnette des batteries portant à six cents mètres ; ce que Gambetta ne put pas improviser, ce fut l'artillerie, la cavalerie et surtout l'autorité du général en chef d'où dépend le salut des armées. Il ne comprit pas qu'il fallait avant tout inculquer à ces jeunes gens, non pas l'amour de la république, mais la plus aveugle confiance en leur chef ; et pour cela le dictateur devait prêcher d'exemple.

Mais Gambetta, loin de reconnaître cette vérité, donna le signal de toutes les défiances, qu'il communiquait à l'armée, dont il paralysait d'avance les efforts. De son cabinet, le dictateur, s'inspirant toujours de la première République, décréta la victoire. Je me souviens surtout d'une de ses proclamations où il démontrait que l'Al-

lemagne serait vaincue par les pluies et la neige ; il ne songeait pas à ce détail que, dans les armées ennemies, se trouvaient des hommes du Nord, rompus à toutes les fatigues ; pour quelques corps, la neige représentait la patrie, tandis qu'il était facile de prévoir que les volontaires français ne résisteraient pas aux mêmes intempéries de la saison.

Le dictateur oubliait encore qu'on ne fait pas des généraux d'armée comme des préfets ; il leur faut un certain temps pour se mettre en communion intime avec le soldat, pour étudier la force et la faiblesse de son organisation. Une défaite sert parfois à préparer la victoire du lendemain, mais, dès l'instant qu'on avait décrété la victoire, il ne fallait pas s'aviser de subir un échec. L'implacable destitution d'un général au lendemain d'un revers partiel, l'incessant renouvellement des commandements supérieurs, tout cela mit la désorganisation au comble. Le soldat se demandait forcément si le général d'aujourd'hui ne serait pas, de par la volonté de Gambetta, un traître du lendemain ; au lieu de se

confier à ses chefs, il se méfia d'eux ; il eut le courage de combattre, mais il lui manqua la foi en la victoire. De leur côté, les généraux, absorbés par l'appréhension d'être destitués dans les vingt-quatre heures, privés de l'initiative qui fait les capitaines, n'avaient ni la liberté d'esprit pour déjouer les plans des commandants allemands, ni la liberté d'action pour leur opposer une résistance efficace.

Un de mes amis m'a rapporté un mot navrant du général Bourbaki, qui peint à merveille la situation faite aux officiers par le dictateur. Marchant avec une partie de l'armée de la Loire, et voyant ses jeunes soldats plier sous le poids d'incessantes fatigues, le général, saisi de sombres pressentiments, dit à l'un de ses aides de camp :

— Au bout de tout ceci il y a la défaite de l'armée et le déshonneur des généraux.

Ce que disait le général Bourbaki, les autres généraux devaient le penser également. Aux préoccupations, déjà graves, d'officiers qui conduisaient des troupes inexpérimentées à la ren-

contre des vétérans de la landwehr ou de soldats rompus à toutes les fatigues, se joignit le souci de leur propre honneur, toujours menacé par les implacables emportements de Gambetta. Ils marchaient au combat avec la certitude d'être déshonorés devant le pays, en cas d'un revers, et lors même qu'ils auraient fait leur devoir de soldat dans l'acception la plus rigoureuse du mot. Dans de telles conditions, aucun capitaine n'aurait pu se révéler ; on ne lui en eût pas laissé le temps matériel. Avant de vaincre un ennemi redoutable, il faut d'abord l'étudier en vingt combats malheureux. Gambetta, lui, tout à son ardeur, ne l'entendait pas ainsi ; il croyait pouvoir vaincre les armées allemandes avec des proclamations. Non content de la juste sympathie que l'Europe témoignait à cet avocat, il voulait encore lui imposer l'admiration pour ses talents militaires ; et c'est ainsi qu'il devint la Pénélope de la République, en détruisant, dans les conseils de guerre ou sur les champs de bataille, les résultats obtenus dans le travail ardent de l'administration militaire. Pour les for-

ces prussiennes, il montra l'insouciance de l'Empire; ignorant l'Allemagne au même degré que ses devanciers au ministère de la guerre, n'ayant pas dans son entourage un seul homme qui fût en mesure de le renseigner, Gambetta se berça d'illusions et de chimères déplorables; il en était au même point que ces généraux d'estaminet, qui, sous l'Empire, déclaraient l'Allemagne épuisée et incapable de tenir tête à une armée faisant une trouée pour marcher rapidement sur Berlin. Lui aussi pensait que M. de Moltke était à bout de ressources. Pas plus que ses prédécesseurs, Gambetta ne savait que la landwehr pouvait encore à cette heure fournir cent cinquante mille hommes sans compter les cent cinquante mille conscrits de la classe de 1870, appelés déjà sous les drapeaux et qui n'attendaient qu'un signal pour entrer en France.

On avait culbuté l'Empire, mais l'ignorance était demeurée la même sous la République. De là naquit plus tard le plan de campagne qui enjoignit à l'armée de Bourbaki de débloquer Belfort et de se précipiter sur l'Allemagne que

l'on jugeait dégarnie de troupes. Malgré les expériences, on persévérait dans les anciens errements qui avaient déjà conduit la France à tant de désastres, sans avoir appris à ses gouvernants à compter avec un adversaire redoutable. N'ayant pas conscience du danger, Gambetta ne put en mesurer l'étendue, et, l'eût-il fait, son rôle ne pouvait être de décourager la France en lui montrant la vérité, mais d'enflammer son patriotisme en lui faisant espérer la victoire. Le jour où l'histoire jugera définitivement cet avocat qui eut, un instant, entre ses mains les destinées de son pays, elle lui demandera un compte sévère de ses violences en même temps qu'elle lui rendra cette justice d'avoir, malgré mille fautes impardonnables, relevé son pays dans l'estime de l'Europe. Autant les esprits sages étaient froissés par l'arbitraire de ce républicain dont les excès de langage faisaient sourire l'univers entier, autant on se sentait, en présence de tant d'énergie déployée pour le salut de la patrie, pénétré d'une sympathie profonde pour l'organisateur et d'une respectueuse

admiration pour le peuple que l'Europe, après les désastres de l'Empire, avait jugé incapable d'une telle résistance. La défense de Paris et la formation des armées par Gambetta, après tant de revers faits pour abattre tous les courages, demeureront les points lumineux de ces pages sombres de l'histoire française. En somme, Gambetta commit ses fautes de bonne foi, et, à côté de turbulences condamnables, de violences sans excuse aucune, il fit preuve d'un patriotisme élevé qui contribua beaucoup au revirement de l'opinion en faveur de la France.

Le peuple français, accablé tout à fois par les défaites de ses armées et le dédain européen que l'Empire avait légué pour tout héritage à la nation, ne pouvait pas renoncer à cette lutte désespérée. Il ne devait pas se résigner à la soumission avant l'heure où son épée brisée s'échapperait de ses mains, mais après avoir lavé dans son sang la honte infligée au nom français par le dernier Bonaparte. Du moment où le démembrement de la patrie était la principale condition de la paix, il devenait impossible

d'arrêter la guerre. Mais si le vainqueur peut s'enorgueillir d'avoir dompté cette résistance héroïque, le vaincu, du moins, peut regarder son adversaire en face et se consoler à la pensée que la nation, abandonnée à sa propre énergie, trouva parmi tous ses désastres assez de ressort pour faire trembler, un instant, l'Allemagne victorieuse.

XVIII

On pensait que cette effroyable guerre avait épuisé toutes les cruautés, et cependant, dans sa dernière phase, elle devait dépasser tout ce qu'on avait vu jusqu'alors. Le sang se glace dans les veines quand on récapitule toutes ces horreurs. Ce ne fut plus la guerre, ce fut un égorgement. L'hiver se montra d'une rigueur anormale, et les souffrances du froid, s'ajoutant à toutes ces fatigues, rendirent les hommes plus sauvages et plus implacables que jamais. Que

de fois, l'âme attristée et remplie d'un profond dégoût, nous qui ne nous enivrions pas de la gloire, que de fois, en voyant sombrer l'humanité en même temps que l'Allemagne surgissait plus formidable, tout ce qu'il y a d'humain en nous ne s'est-il pas révolté contre les abominations toujours grandissantes de cette tuerie internationale ! Ce ne furent qu'atrocités sur atrocités. Les francs-tireurs français se précipitaient, pour ainsi dire, le couteau à la main, sur les postes allemands, et les soldats du roi Guillaume brûlaient les villages où leurs ennemis avaient reçu l'hospitalité. Parce que des bandes isolées avaient fait dérailler un train, on s'empara de vieillards respectables et on les plaça comme otages sur des locomotives. On s'autorisa de ce que Gambetta retenait illégalement des capitaines de la marine marchande, pour emmener, à titre de représailles, des hommes considérables, violemment arrachés à leurs familles. Une ville qui renfermait la prospérité lentement et laborieusement acquise de tant de générations et qui disparaissait de la surface du globe n'é-

tonnait plus personne. Les dépêches du théâtre de la guerre comptaient les cadavres par milliers ; le jour où il ne restait que quinze cents hommes baignés dans leur sang, on disait : Ah bah! c'est sans importance. Les gazettes imprimèrent que, dans l'exaspération du combat, on achevait les blessés. Ces villages brûlés, ces soldats surpris dans leur sommeil et massacrés sans pitié, ces vieillards sur des locomotives, ces trains que l'on fait dérailler, ces paysans dont le sang rougit la neige, ces soldats prussiens mutilés par les francs-tireurs, ces blessés s'égorgeant entre eux, ces ruines fumantes, ces orphelins et ces veuves chassés du foyer, toutes ces horreurs dont une seule suffit pour révolter les consciences, tout cela, me direz-vous, c'est la guerre, la guerre horrible, la guerre barbare ! Je le veux bien ! Mais, alors, trouvez naturel que l'homme qui avait rêvé d'autres destins pour l'humanité se voile la face et rougisse de vivre en un pareil siècle ! Ne vous étonnez pas si ce qui a surnagé de grand et de pur dans la nature humaine s'insurge con-

tre l'époque qui lègue à la postérité de tels souvenirs! Souffrez que, tout vainqueur que soit mon pays natal, je pleure de l'avoir vu grandir au milieu de telles calamités; admettez que, quelque triomphante que soit la nation allemande, je me détourne de cette mer rouge qu'elle vient de traverser pour atteindre son but, et qu'au milieu de cette pluie de fleurs qui accable le triomphateur, je jette un bouquet d'immortelles sur la tombe où sont ensevelies mes espérances en le progrès et ma foi en la civilisation!

Le progrès! La civilisation! Il s'agissait bien de cela! Le progrès consistait à jeter avec plus de précision qu'auparavant des obus dans les familles. La civilisation! Qui oserait encore prononcer ce mot après les abominations dont nous avons été les témoins? De tout cela, il ne restait que le devoir de détruire et la satisfaction d'avoir détruit!

L'Allemagne bourgeoise fut implacable à l'égard des francs-tireurs français. La guerre, en se prolongeant, endurcit les cœurs et grossit

le deuil; la résistance française étonna d'abord et fit ensuite trembler l'Allemagne. Elle ne vit pas sans crainte ces armées se former en province et cette capitale résister à toutes les infortunes; elle se lassa de ces dépêches, parlant toujours de combats dont aucun ne paraissait décisif ou se terminant par ces mots : *Rien de nouveau devant Paris!* Le général Bourbaki, marchant sur Belfort et menaçant de se jeter en Allemagne, y fit naître de légitimes inquiétudes. On avait déjà perdu tant de frères, tant de fils, que l'on se demandait s'il en restait encore quelqu'un pour défendre le territoire contre une subite agression. La situation était pleine de dangers; les armées du Nord et de la Loire pouvaient descendre sur Versailles, tandis que Bourbaki, dégageant Belfort, se ruerait sur le grand-duché de Bade, et des poitrines oppressées partit ce même cri d'angoisse :

— Ah! si l'on avait fait la paix après Sedan!

Seul, M. de Moltke ne s'émut point, car il savait les ressources dont il disposait encore, et au premier signal d'alarme il fit entrer en

France le contingent de 1870, renforcé de quelques corps de la landwehr qu'il tenait en réserve, tout en appelant dès lors sous les drapeaux le contingent de 1871. Victorieux devant Belfort, le général Bourbaki eût trouvé dans le duché de Bade une armée formidable pour défendre le territoire allemand.

Mais l'Allemagne, si confiante qu'elle fût en ses chefs militaires, devint anxieuse. Dans sa terreur de voir la guerre, par un revirement des choses, menacer la patrie, elle fut prise d'une rage indigne d'un peuple civilisé. Les bourgeois, affolés, demandaient impérieusement, pour en finir, le bombardement de Paris; cette nation, qui s'était appelée la nation des penseurs, accusait l'état-major et le roi de se laisser arrêter par des considérations d'humanité; il n'y avait plus, dans les âmes endurcies par le spectacle de la guerre, le moindre sentiment de compassion. On ne se disait pas que cette ville assiégée contenait, tout comme les villes allemandes, des vieillards, des femmes et des enfants innocents de la guerre, luttant contre le froid, la

faim et les épidémies, et qu'il serait humain de leur épargner les obus, si c'était possible. Non ! on réclamait le bombardement de Paris comme une foule houleuse demande la toile dans un théâtre de drame, et, pour calmer ces méprisables ardeurs et cette sauvage impétuosité, il fallut que le quartier général déclarât officiellement que, dans le siége de Paris, il ne se laisserait arrêter par aucune considération de *sentimentalité,* c'est le mot férocement officiel.

N'étant pas officier du génie, il ne m'est pas permis d'affirmer si le bombardement de Paris fut une nécessité ou bien une cruauté superflue. Je n'abuserai pas des tristes événements qui suivirent la guerre pour y chercher une justification. C'est aux généraux qui l'ordonnent à peser s'ils agissent selon leurs consciences ; quant à nous, spectateurs épouvantés de ces choses horribles, nous n'avons qu'à détourner la tête. C'est ce que l'Allemagne ne sut pas faire : au lieu de laisser agir l'état-major, elle le stimula, elle l'excita à la dévastation et au bombardement avec une férocité froide qui prouve

à quelle décadence la guerre conduit fatalement les plus sages et les meilleurs esprits.

L'Allemagne voulait la fin de cette guerre, la fin définitive ; les deuils allaient grandissant dans les familles ; quelques-unes avaient perdu trois ou quatre fils. Les journaux publièrent les listes des tués et des blessés ; chacune de ces listes contenait six colonnes du plus grand format. Et l'on en était à la cent trente-deuxième liste officielle, sans compter les malades dont on ne parlait pas ! Mais chaque train, arrivant de France, amenait des hommes, au visage livide, au sang appauvri, minés par le typhus, se traînant avec peine ; le nombre de ces malades était considérable ; les soldats souffraient cruellement des rigueurs de l'hiver ; sur la Loire, ils finirent par patauger dans la neige sans souliers ; devant Paris, ils étaient éprouvés horriblement ; dans le Nord, la lutte se renouvelait sans cesse ; ce fut comme une ligne d'égorgement depuis Orléans jusqu'à Amiens. Ce que les balles et les obus ne firent pas, le froid et les fatigues s'en chargeaient. Et toujours les mêmes dé-

pêches : « *Rien de nouveau devant Paris* », et toujours rien de décisif ni sur la Loire ni dans le Nord ! Comment et quand cette boucherie va-t-elle finir? se demandait-on.

Tout à coup, les armées allemandes, renforcées par les jeunes troupes et les plus anciens contingents de la landwehr que l'on avait épargnés jusqu'alors, s'ébranlèrent en même temps qu'une pluie de projectiles tombait sur Paris et les forteresses des Ardennes. Ce fut le dernier acte de cette gigantesque tragédie. Dans le Nord, sur la Loire, devant Belfort, l'attaque devint formidable aussi bien que dans l'est de la France ; la guerre, avant de prendre congé, tenait à nous laisser un souvenir impérissable fait de sang et d'horreurs ; le prince Frédéric-Charles sur la Loire, Manteuffel dans le Nord, de Werder devant Belfort, firent en même temps un dernier et suprême effort, où la France meurtrie, écrasée, saignant de mille blessures, se débattit dans les angoisses de l'agonie.

Et, tandis que se préparait le lugubre dénouement de cette sinistre campagne, une poignée

d'hommes sans aveu comptait les pulsations de la patrie en deuil : il ne faut pas les appeler des bonapartistes, car l'attachement à une dynastie n'exclut pas des sentiments élevés; de cette légion qui, pendant vingt ans, escorta le char de Napoléon III, un grand nombre de braves cœurs, à cette heure de deuils, ne voulurent se souvenir que de leur patrie et combattirent noblement pour son salut à côté de leurs adversaires politiques. Mais il y eut une poignée d'êtres méprisables qui, en ce moment suprême, ne consultèrent que leurs intérêts.

Ces misérables dansaient, pour ainsi dire, le cancan sous le vestibule de la maison mortuaire; ils échangeaient de discrets sourires où se peignaient leurs espérances écœurantes. Ils escomptaient déjà l'héritage du moribond; leur délire augmentait avec les défaites. Ces villes bombardées, ces armées écrasées, furent pour leurs cœurs avilis autant de sujets d'allégresse! La lueur de ces villages incendiés leur parut un feu de joie! Les sanglots des orphelins, les cris de détresse des veuves leur semblaient une cantate

céleste, destinée à fêter leur avénement. Tandis que la France se vêtit de deuil, cette poignée d'hommes sans aveu endossa ses habits brodés d'or, qui devaient éblouir les campagnards, et s'écria :

— La France se meurt! Vive l'Empereur!

Et les émissaires de cette bande noire parcoururent le monde pour acheter chez tous les fripiers de vieux uniformes, des sabres émoussés et des bonnets à poil d'occasion, dont ils comptaient affubler l'armée prisonnière en Allemagne! On préparait un Boulogne grandiose, un Strasbourg à grand spectacle; mais, cette fois, on comptait sans le mépris de l'armée, qui provoqua dans l'*Indépendance belge* cette pluie de protestations d'officiers, indignés du rôle qu'on leur destinait dans cette nouvelle cavalcade d'une troupe équestre, tristement célèbre.

Quelques cotillons fameux de l'Empire se mirent de la partie; ces dames tenaient des salons politiques, tandis que les hommes couraient les grands chemins. Bruxelles, la ville paisible et hospitalière, devint le centre de la

restauration bonapartiste. De leurs journaux, je ne dirai rien, n'ayant jamais pris la peine de les lire. Quant aux aventuriers de cette conspiration écœurante, ils provoquaient, par leur attitude, le mépris et le dégoût. D'aucuns me firent l'injure de me communiquer leurs espérances; mais, n'étant pas un délateur, il ne me convient pas de livrer leurs noms au mépris de leurs concitoyens.

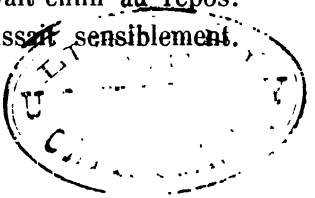
Le public de tous les pays, déconcerté par tant d'audace, crut un instant au succès de cette comédie nauséabonde. Ceux qui ne connaissent pas le dédain de l'Allemagne pour la dynastie écroulée pensaient que M. de Bismark deviendrait, à la dernière heure, le complice de ces saltimbanques qui promettaient aux badauds d'escamoter un trône sur la place publique. Le prince Napoléon lui-même, cette illustre nullité, se mit sur les rangs pour sauver la France et fit des ouvertures dans ce sens à l'honorable général Changarnier, qui tourna le dos à ce prince ambulant, et lui montra ce qu'il devait attendre des hommes d'honneur !

Le prince Napoléon, lui, ne rêvait que la régence. Sachant le mépris de la France pour le souverain qui l'avait conduite à sa perte, prévoyant qu'en cette heure de crise le pays ne se laisserait pas gouverner par une femme, il croyait la nation assez abattue par les malheurs pour se résigner, de par la volonté de M. de Bismark, au règne d'un pauvre enfant, sous la tutelle d'un impérial général de division qui a gagné ses grades en se sauvant des champs de bataille. Afin de réaliser ces hallucinations, on comptait sur deux complices, l'armée française prisonnière et l'armée allemande victorieuse à Paris. Celle-ci devait fournir des armes à celle-là. Dans des circonstances moins attristantes, on eût pu sourire de tant de folie ; mais au moment où Paris bombardé se débattait dans les angoisses de la dernière heure, et où déjà l'épée s'échappait des mains de la France meurtrie, où le carnage était plus horrible que jamais, on n'était guère d'humeur à rire ; le cœur se souleva devant tant d'impudeur unie à tant d'imbécillité. Par moment, on se

demandait si la naïveté de ces hommes n'était pas plus grande que leur infamie ; car il fallait une certaine dose de niaiserie pour croire que les peuples allemands avaient versé leur sang à seule fin de restaurer une dynastie qu'ils exécraient.

Et comment en pouvait-il être autrement ? Pour l'Allemagne, tenue pendant quinze ans sous la botte à l'écuyère du premier Napoléon, le nom de Bonaparte signifie : honte, abaissement, humiliation et douleurs ! Et le neveu, après avoir, au bout de cinquante ans, ravivé les haines qui commençaient à s'éteindre, après avoir pour une niaiserie impardonnable jeté sur les champs de bataille deux grands peuples dont le vainqueur souffrait presque autant que le vaincu, espérait encore que l'Allemagne donnerait ce qui lui restait de sang pour raffermir cette race maudite !

Si désireuse que l'Allemagne fût de la paix, elle n'eût jamais consenti à l'acheter au prix d'une telle honte. Elle arrivait enfin au repos. L'enthousiasme se refroidissait sensiblement.



Il y avait huit grands mois que les familles étaient en deuil et que le commerce chômait; les chemins de fer ne transportant plus de marchandises, les seules industries encore florissantes étaient celles qui travaillaient pour la guerre. A côté de bien des fortunes rapidement faites, que de ruines! A côté de la gloire des armées, que de souffrances et de larmes! On attendait le dénouement avec une telle impatience que la déclaration officielle de l'Empire allemand à Versailles fut un incident purement militaire et ne provoqua plus le moindre enthousiasme. Depuis le début de la guerre on avait prévu cet événement; à l'heure où il se réalisa, il ne surprit et n'émut plus personne.

Oui, l'Allemagne, quoique décidée à lutter jusqu'au bout, attendait la fin de la guerre avec une anxiété toujours croissante; mais jamais, m'entendez-vous? jamais, elle n'eût voulu la paix sous condition d'une restauration bonapartiste. Si les peuples allemands eussent pu oublier un seul instant leur haine pour les Bonaparte, il leur eût suffi de contempler les veuves

et les orphelins que cette guerre avait faits, pour enflammer de nouveau leur colère. L'armée, soumise à la discipline militaire, eût obéi, mais en rougissant de honte. Et quel homme eût osé imposer une telle tâche aux armées allemandes? Le nouvel empereur d'Allemagne? Jamais! M. de Bismark? Encore moins!

Le chancelier du roi de Prusse n'est pas un rêveur : c'est un esprit pratique, habile à estimer les hommes et les choses à leur vraie valeur. S'il savait, au début de la guerre, qu'il pourrait tout attendre du patriotisme allemand, provoqué par un Bonaparte, il n'ignorait point qu'imposer à la France un Napoléon serait perdre, en un jour, tout l'ascendant qu'il exerçait sur les esprits. C'est une erreur de croire que M. de Bismark a fait l'Allemagne; ce n'est pas non plus le pays qui a fait M. de Bismark; la nation et le ministre ont grandi ensemble, l'un portant l'autre; il ne faut ni amoindrir la valeur du chancelier, ni l'exagérer démesurément. C'est en mettant son talent au service des idées allemandes que M. de Bismark fit l'Empire. L'Alle-

magne aspirait à son unité bien avant qu'elle eût trouvé son homme d'État. Le grand talent de M. de Bismark fut de sonder l'opinion publique, de s'en emparer dans l'intérêt de la Prusse, et de se mettre à la tête d'un mouvement irrésistible, qui, se tournant en crise révolutionnaire, eût englouti les trônes. Le ministre prévoyait de loin les événements, et il résolut de les devancer. Au lieu de se laisser emporter par le courant, il le dirigea dans un sens favorable à ses projets. Quel que soit le jugement que la postérité portera sur M. de Bismark, elle lui rendra cette justice qu'il sut admirablement exploiter les aspirations nationales des peuples allemands.

Ce n'est pas cet homme, si jaloux du triomphe de son œuvre, si profondément pénétré des vœux ardents de son pays comme de ses haines, qui pouvait songer à rétablir un Bonaparte sur son trône. L'Allemagne disciplinée et toujours obéissante eût peut-être accepté son unité au prix d'un tel crime, mais la dynastie y eût perdu son prestige et le dédain national eût englouti

la popularité du premier ministre. M. de Bismark n'ignorait point l'état des esprits et, dans un intérêt purement diplomatique, il jouait avec les pantins impériaux comme le chat joue avec une souris, sûr qu'il était d'écraser, au moment voulu, l'impérial joujou d'un seul coup de ses griffes puissantes.

Mais les bonapartistes, ne doutant de rien, demeuraient convaincus qu'après la capitulation de Paris le roi de Prusse ne négocierait qu'avec un ambassadeur impérial. Ainsi, à mesure que le dénouement fatal approchait, cette poignée de fous devenait plus joyeuse. L'un d'eux me prit le bras à Bruxelles pour me confier que jamais l'Empereur d'Allemagne ne signerait la paix avec *les gens* qui défendaient Paris, que le seul gouvernement susceptible de traiter avec le vainqueur était le gouvernement impérial et que M. de Bismark ne s'*abaisserait* jamais à négocier avec un autre pouvoir que celui que, prétendait-on, il considérait comme le seul légitime.

Quand enfin Paris, succombant à la famine,

se rendit au vainqueur et que l'Empereur d'Allemagne déclara vouloir signer la paix avec n'importe quel gouvernement élu par la nation, la faction bonapartiste écuma de rage et ses journaux appelèrent M. de Bismark : *traître !* Ce fut le bouquet. L'Europe, après tant de larmes, retrouva son hilarité et poussa un éclat de rire qui fit à jamais rentrer sous terre le fantôme impérial.

XIX

Ceux qui jugent les événements avec leur raison et leur cœur avaient conservé l'espoir que M. de Bismark, suivant en cela les traditions napoléoniennes, finirait par un coup de théâtre et surprendrait le monde par sa générosité; mais ceux qui savaient l'implacable volonté du chancelier renoncèrent à de telles illusions. Lors de l'affaire du Luxembourg, le ministre avait déjà résumé son programme en ces mots :

— Le jour où la France nous fera la guerre, nous l'écraserons pour un demi-siècle.

Pour ce qui est du nouvel empereur d'Allemagne, qui se montrait à la vitrine de tous les papetiers, ceint de la couronne de Charlemagne, il ne fallait pas espérer davantage un dénouement en rapport avec les vœux des esprits sages. Guillaume Ier ne pouvait, à cette heure, qu'imiter tous les capitaines victorieux, c'est-à-dire ne consulter que ses intérêts, sans se soucier autrement du reste.

Nous autres, esprits bourgeois, nous avons une façon d'envisager les choses que les vainqueurs n'ont jamais partagée. Les effroyables désastres qui désolèrent un tiers de la France, ces ravages où sombra la prospérité publique, ces villes disparues de la surface du globe, ces villages brûlés, ces environs de Paris transformés en déserts, toutes ces calamités, ajoutées à la souffrance morale du peuple vaincu, nous apparaissaient comme une expiation terriblement suffisante. Nous nous trompions. Tous ces deuils, toutes ces ruines, devaient encore s'accroître

non-seulement de la perte de l'Alsace et de l'annexion de Metz, tenant pour ainsi dire Paris sous le canon allemand, mais encore de cette indemnité de cinq milliards, dont les banquiers, appelés de Berlin, réglèrent le paiement et les intérêts avec la susceptibilité du prêteur. De l'occupation des Champs-Élysées, je ne dirai qu'une chose, c'est que, dans les conditions où elle se produisit, elle fut plus douloureuse pour les armées allemandes que pour les Parisiens.

Quand le texte de ces préliminaires fut connu, un de mes amis, ardent patriote et qui me battait froid à cause de la tiédeur que j'avais montrée dans les phases les plus acclamées de cette lutte à outrance, me prit le bras et d'un ton attendri :

— Voilà, me dit-il, une paix qui me fait peur autant que la guerre !

Et c'était juste. Ce qui parlait en lui, c'était la conscience, réveillée par la fin du carnage ; c'était le patriotisme anxieux, ne s'émouvant plus du présent et prévoyant l'avenir ; il sen-

tait qu'en dépit des traités la guerre devait couver secrètement jusqu'au jour où les deux grands peuples, à jamais divisés, se rueraient de nouveau sur les champs de bataille.

On raconte que, dans le voyage que M. Thiers fit à travers l'Europe, il demanda à un diplomate autrichien :

— A qui l'Allemagne fait-elle la guerre depuis Sedan?

— A Louis XIV, lui répondit-on.

Le mot est profond, car il explique les désastres que les conquérants de toutes les époques lèguent fatalement en héritage à la postérité. La guerre de 1870-1871, se terminant par la conquête de provinces jadis allemandes, mais dont deux siècles avaient cimenté l'union avec la France, laisse derrière elle des traces ineffaçables de sang et de haine, danger terrible et permanent pour nos neveux. Son dénouement est si déplorable qu'un siècle ne suffirait pas à réparer une telle catastrophe, et c'est pour ce motif que la paix fait peur autant que la guerre. On prévoit sans peine que

la branche d'olivier n'est qu'une torche cachée sous le feuillage.

Je ne pense pas qu'un être raisonnable puisse se faire illusion sur le danger qui menace l'Europe dans un avenir plus ou moins lointain. Que désormais l'Allemagne ait le sincère désir de vivre en paix avec tous ses voisins, ou n'a pas de peine à le concevoir. Mais, en même temps, il faut s'avouer que la France ne saurait être animée des mêmes sentiments. Si confiant que le nouvel Empire soit en la force de ses armées, il faudra qu'il envisage les chances d'une nouvelle guerre avant que les lampions aient consacré la signature définitive de la paix actuelle, et qu'il surveille le ressentiment naturel de ces trente-huit millions d'âmes, unies par une même haine et dans un même désespoir. Il est possible que des événements imprévus, appelant les peuples à d'autres destinées, fassent diversion à ces rancunes. Nul ne le souhaite plus ardemment que l'auteur de ce livre. Mais quand on ne croit pas au surnaturel, on ne peut pas espérer de tels miracles.

L'humanité n'est pas cet être admirable, quintessence de toutes les vertus, créé par l'imagination des poëtes : elle est faite de fureurs et de passions, et la résignation évangélique, qui nous enseigne à tendre la joue droite à celui qui nous a souffleté sur la joue gauche, n'est qu'un axiome puéril que les hommes repoussent avec toute la force de leur dignité blessée. La Prusse, écrasée en 1806 par le premier Napoléon, se soumit aux conditions du vainqueur, sans pour cela renoncer un seul instant à la vengeance. On ne peut pas, dans un traité de paix, imposer la résignation au vaincu. Un peuple n'est jamais si complétement battu qu'il doive abdiquer tout espoir de venger ses défaites, ni tellement victorieux qu'il demeure insouciant à côté de trente-huit millions d'hommes qui l'épient et ne guettent qu'une occasion favorable pour se ruer sur lui, soit seul, soit avec le concours d'alliés. Il est donc permis de dire tout haut ce que le monde entier, vainqueurs et vaincus, pense tout bas, à savoir que la guerre est suspendue et non définitivement terminée. Qu'elle éclate dans dix

ans, dans vingt ans, ou dans un siècle, là n'est point la question ; le danger est dans la menace d'un nouveau conflit qui répandra l'inquiétude en Europe le jour où le blessé sera convalescent ; il est dans la scission profonde entre deux grands peuples du centre, et surtout dans l'annexion violente de provinces qui seront, pour le vaincu, une éternelle excitation au combat et, pour le vainqueur, un éternel sujet de préoccupation.

Un tel aveu pourra surprendre sous la plume d'un fils de l'Allemagne, qui, d'ailleurs, ne se dissimule pas à quelles révoltes du chauvinisme prussien il s'expose en faisant entendre la voix de la vérité parmi l'enivrement général de la victoire ; mais je ne saurais m'arrêter à de si mesquines considérations.

Au début de cette guerre condamnable déchaînée par un souverain criminel, j'ai sacrifié à mes convictions une situation lentement et laborieusement acquise par quinze années d'incessants travaux. Dès le 17 juillet, j'ai quitté la France impériale dont les fanfares guerrières

m'écœuraient, alors que rien ne m'y obligeait et sans me soucier autrement si mon avenir serait ou non à jamais perdu. Je l'ai fait parce qu'en mon âme et conscience je condamnais cette guerre et que je haïssais le naïf gouvernement qui la déclara d'un cœur léger. Aujourd'hui, je ne consulterai pas davantage mes intérêts qui m'entraîneraient au plus aveugle enthousiasme pour le fait accompli, et je dirai la vérité vraie à mon pays natal, en attendant qu'il se la dise à lui-même.

Un homme vraiment civilisé ne doit connaître d'autre patriotisme que celui qui est d'accord avec sa conscience. Il faudrait enfin nous habituer à voir les choses par nos propres yeux et à les juger avec notre propre raison. Du patriotisme quand même qui accepte tout, acclame tout, de ce patriotisme de lampion brûlant du même feu pour toutes les victoires, naissent tous les désastres. Les nations les plus barbares de l'antiquité professaient ce patriotisme étroit dont notre intelligence aspire à s'émanciper. Que la nation s'enivre de ses triomphes,

peu m'importe. A toutes les époques, les foules ont acclamé les vainqueurs sans que la conscience d'un seul individu perdît pour cela ses justes droits.

Le grand rôle du peuple allemand finit à Sedan. Après avoir combattu pour son indépendance territoriale et fait prisonnier l'auteur de la guerre, après avoir donné la redoutable mesure de sa force et assuré la tranquillité de ses frontières, il n'avait qu'à rentrer dans ses foyers, sûr désormais que sa modération dans la victoire lui vaudrait l'estime de toutes les nations. Ce faisant, l'Allemagne eût offert au monde le spectacle le plus grandiose, le plus humain que l'histoire ait enregistré, celui que rêvait l'éminent et honnête Jacoby, ce grand et vrai patriote allemand. L'état-major prussien ne trouva pas dans les forces dont il disposait une garantie suffisante pour l'avenir ; elle lui parut dépendre d'une rectification des frontières, moyen primitif, renouvelé des époques antédiluviennes. Les militaires de tous les temps n'ont jamais imaginé d'autre solution que

celle-là, qui est la source de perpétuelles revendications à main armée.

Le crime de Napoléon III fut précisément de vouloir s'annexer les provinces rhénanes, qui considéraient son gouvernement paternel comme une calamité publique à laquelle la mort leur eût semblé préférable. C'est à quoi l'Allemagne victorieuse aurait dû songer avant tout, pour renoncer à l'annexion de provinces animées à son égard de la même antipathie qu'elle professait pour le gouvernement de l'Empereur. Pour se justifier devant elle-même, elle a été forcée d'évoquer le spectre de Louis XIV qui ravit l'Alsace à ses voisins. Soit. Mais si l'on s'obstine à toujours remonter le cours de l'histoire au lieu d'envisager l'avenir, il n'est pas de peuple qui n'ait quelque chose à revendiquer et qui ne trouve dans son passé quelque prétexte à déclarer la guerre, pourvu qu'il ait la force de son côté. Nous revenons alors au règne de la force brutale et nous consacrons à jamais ce principe que *la force prime le droit.*

Mais, abstraction faite de toute rêverie hu-

manitaire, les annexions sont un danger même pour le peuple victorieux. Il se peut fort bien que le ressentiment de la nation française n'eût pas été désarmé par la grandeur d'âme allemande; il se peut encore qu'une partie de la nation n'y eût vu qu'un signe de sa faiblesse; il est permis aussi de dire que les insultes réitérées avaient rendu l'empereur Guillaume inexorable; mais ce ne sont là que des incidents secondaires. M. de Moltke n'a sans doute jamais eu l'idée de se faire délivrer par la France un certificat de bonne conduite sur les champs de bataille; l'Allemagne s'est soulevée parce qu'elle n'admettait pas qu'en évoquant des souvenirs sanglants, un souverain eût le droit de s'imposer par le canon et les mitrailleuses à une province qui le repoussait de tout son mépris. Ce fut la vraie cause de son enthousiasme et de la neutralité sympathique que garda l'Europe tout entière, révoltée de voir remis en vigueur ces procédés barbares d'un autre âge. Il ne tenait qu'à l'Allemagne, en renonçant à toute annexion, de prouver qu'elle-même flétrissait le

droit de conquête, source éternelle de tous les malheurs des peuples. La nation des penseurs pouvait établir un droit nouveau basé sur la justice. Tant pis pour elle si l'idée de jouer un rôle si glorieux par devant l'histoire ne l'a point séduite. Elle pouvait être admirée, elle s'est contentée d'être redoutée!

C'est elle-même qui l'a voulu, car l'opinion publique n'a pas su peser sur l'esprit du roi dans le sens de l'indulgence; elle s'est, à ce point, enivrée de ses victoires qu'au cas improbable où M. de Bismark eût voulu renoncer à toute conquête, le chauvinisme allemand l'eût arrêté dans cette voie de conciliation. D'aucuns, c'est attristant à dire, mais malheureusement trop vrai, trouvèrent que le nouvel empereur avait eu la main trop facile; ils eussent voulu Belfort par-dessus le marché, ces féroces politiqueurs, détournés de l'avenir par les ivresses du présent. On a souvent accusé la légèreté française d'avoir été la cause première de tous ces désastres; mais ne serait-il pas juste de se demander aujourd'hui si

le peuple victorieux fut, lui aussi, toujours à la hauteur de ses prétentions ?

Dès le mois d'octobre 1870, le chauvinisme allemand ne cessa d'encourager les revendications qui devaient faire couler tant de sang. Le peuple des penseurs ne voulait plus être qu'un peuple de triomphateurs ; il ne s'inquiétait point si de ces annexions contre le vœu des populations naîtraient des dangers pour l'avenir ou si, à notre époque, on avait encore, sous un prétexte quelconque, le droit de disposer de deux millions de citoyens comme d'un troupeau de moutons. La bourgeoisie le voulait aussi bien que l'état-major ; et si l'on peut dire de celui-ci qu'il n'a fait que son métier de soldat heureux, on peut dire de celle-là que, par son implacable entêtement, elle a contribué à créer en Europe un état de choses dont elle sera peut-être la première à souffrir.

Désormais la guerre est en permanence et, par ce mot « la guerre », je n'entends pas seulement le carnage sur les champs de bataille, mais ces haines qui divisent les peuples et sè-

ment les défiances en attendant l'heure des sanglantes revendications. La paix ne commence pas là où la diplomatie arrête les armées ; elle ne peut naître que de la foi en l'avenir et de l'abandon où la sécurité publique berce les intérêts. Ces temps heureux, nos neveux les connaîtront peut-être, mais nous autres, nous pouvons en faire notre deuil. Nous sommes condamnés au régime du militarisme forcé le plus terrifiant dont l'humanité garde la mémoire; à voir autour de nous les peuples, détournés de leurs destinées, se préparer constamment à des guerres imminentes dont les préparatifs suffiront à ruiner la prospérité générale. Le jour où la bourgeoisie allemande, revenue à la réalité, verra l'orage s'amonceler au-dessus de la patrie ; le jour où elle sera convaincue que la modération dans la victoire aurait seule pu lui conquérir l'estime des peuples, d'où naissent les alliances durables, ce jour-là sans doute elle comprendra mes angoisses et mes appréhensions.

L'Allemagne se trompe en supposant que le

revirement de l'opinion européenne provient de la seule jalousie de ses succès ; ce *tolle* général contre la nation sympathique au début de la guerre a des racines plus profondes ; il naît de la répulsion de tous les esprits sains pour l'abus de la victoire ; il naît surtout de l'offense faite par les annexions violentes à l'humanité tout entière, solidaire de ses élans comme de ses défaillances. La vérité vraie est que, sur trois millions de prisonniers, l'Allemagne ne rend la liberté qu'à ceux qui portent un uniforme ; elle détient, en Alsace et en Lorraine, deux millions d'êtres humains dont le seul crime fut de souffrir plus que les autres de cette guerre épouvantable et, de la sorte, elle crée à ses frontières, non la sécurité qu'elle rêvait, mais un danger dont elle ne mesure pas encore l'étendue. A quoi sert donc l'admirable système d'instruction publique qui fonctionne en Allemagne, s'il ne l'a pas encore pénétrée de cette vérité historique, que, pour conserver des peuples violemment annexés, il doit couler plus de sang qu'on n'en a versé pour les conquérir ?

Que les frontières allemandes vont donc être bien gardées par ces deux millions d'Alsaciens et de Lorrains ! Avec quel entrain ils épouseront la cause de cette patrie nouvelle qui a préludé à l'annexion par la dévastation ! Seuls, les corps de ces deux millions de condamnés à l'Allemagne forcée resteront attachés au sol indûment conquis, mais leurs âmes, s'envolant au delà de vos cordons militaires et de vos camps retranchés, enflammeront à toute heure la haine française et rendront impossible l'oubli du passé.

Ces appréhensions, croyez-le bien, l'Europe tout entière les partage. Ne pensez pas que la désaffection des peuples, dans la seconde phase de la guerre, s'inspire uniquement du succès des armes allemandes ; elle repose sur la haine innée pour la force brutale que l'Allemagne combattit d'abord aux applaudissements des nations offensées et inquiétées par les procédés napoléoniens, et dont, à la fin, elle fit elle-même un si déplorable abus, n'ayant pas l'âme assez grande pour s'affranchir elle-même, aussi bien que l'Eu-

rope, des traditions militaires d'une autre époque. Et voilà de nouveau le monde en proie à tous les excès du militarisme triomphant ! Ne parlez plus des droits des peuples, de leurs libertés et de leur indépendance. Vains mots que tout cela ! Le monde appartient toujours au plus fort, et non pas au plus sage. Nous avons bien le temps de nous occuper d'autres choses que de la guerre ! Des canons, des canons, et encore des canons ! Il n'y a plus de citoyens, rien que des soldats d'un bout de l'Europe à l'autre. La revanche française peut être une utopie aujourd'hui, comme le fut la résurrection de la Prusse après Iéna, mais qui ne comprend que, dans un avenir plus ou moins lointain, elle pourra devenir une menaçante réalité. Si confiante que l'Allemagne soit en ses forces militaires, il lui faudra se préparer à de nouveaux combats inévitables dans dix ans, dans vingt ans, ou dans un demi-siècle, nous n'en savons rien. Si elle voulait l'oublier un instant, les Alsaciens et les Lorrains seront là pour le lui rappeler ; si la France voulait se consoler de ses malheurs, ces mêmes

Alsaciens et ces mêmes Lorrains seront encore là pour rouvrir les plaies mal cicatrisées.

Il ne peut donc être question que d'une paix armée jusqu'aux dents, qui dévorera non-seulement les cinq milliards français, mais encore la prospérité publique de l'Europe. La conclusion est que le monde est à recommencer, que le droit de la violation du territoire vient d'être consacré de nouveau pour plusieurs siècles; c'est la justification et l'apothéose des conquérants d'autrefois dont le souvenir commençait à s'éteindre sous le mépris de générations nouvelles. Qu'on ne vienne plus après cela nous parler de progrès et de civilisation ! Méprisables êtres que nous sommes ! Nous nous estimons supérieurs à nos aînés parce que nous avons inventé les timbres-poste et les allumettes chimiques, mais en réalité nous ne faisons que les continuer, nous avons toujours leurs appétits féroces et l'élasticité de leur conscience. Au lieu de nous incliner devant le progrès, au lieu de chercher à nous élever, nous nous courbons devant le dieu des batailles, cette idole faite de

boue et de sang. Nous vendons toujours nos frères pour un plat de lentilles et les droits sacrés de l'humanité pour une province !

XX

A l'heure présente, nous ne pouvons pas encore sonder la profondeur des blessures que la guerre a faites, ni déterminer les conséquences de tant de victoires, d'une part, et de tant de revers, d'autre part. Le dégât matériel est, en somme, le moindre désastre. Les villages brûlés se reconstruisent, les terres foulées sous les bottes des soldats se cultivent et donnent de nouvelles moissons ; les veuves et les orphelins se consolent, car il n'est si grande douleur

que le temps n'en efface les traces. Mais ce qu'on ne parviendra pas à réparer en un siècle, ce qui doit survivre à tous les deuils, à toutes les ruines, c'est la décadence manifeste des esprits.

L'Allemagne, si considérable par ses penseurs et ses philosophes, semble croire qu'il a suffi de gagner des batailles et d'agrandir son territoire pour s'imposer désormais à l'admiration de l'univers; elle paraît vouloir oublier que la grandeur d'une nation ne provient pas seulement de ce qu'une Majesté Royale se change, par la force des armes, en une Majesté Impériale, et que c'est l'affaire de la dynastie et non pas de la nation. S'il suffisait d'échelonner des millions de combattants pour tenir la première place en Europe, la Russie se trouverait subitement placée à la tête de la civilisation. La guerre contre la France n'est pas plus riche en enthousiasme et pas plus grande dans ses résultats que la lutte d'extermination que les pères des soldats de 1870-1871 soutinrent contre Napoléon I^er^, et d'où l'Allemagne libérale n'a

pas plus surgi qu'elle ne surgira des victoires présentes.

Il est à craindre que l'Empire d'Allemagne n'ait pas seulement conquis deux provinces et cinq milliards, mais encore le chauvinisme, la dévotion aux épopées sanglantes, les enivrements de la gloire militaire et tout le vieux bric-à-brac des deux empires napoléoniens, auquel la France est redevable de tous ses malheurs. On s'enorgueillit d'avoir brisé l'influence militaire du peuple voisin, sans penser qu'il ne devait pas sa grandeur à la seule gloire des armes, et que le génie français pourra renaître des ruines accumulées par la guerre avec l'étranger et même par la guerre civile. Il y avait en Europe un peuple dont la moindre gloire fut d'avoir vaincu sur mille champs de bataille, et dont l'Allemagne militarisée n'est pas en voie de continuer les traditions libérales confisquées tantôt par les despotes du trône, tantôt par ceux de la rue, sans que pour cela la portion éclairée du peuple en ait jamais fait le sacrifice. S'il y eut une

France dont les impétuosités furent souvent un danger pour la sécurité européenne, il en est une autre qui pourrait bien renaître de ses cendres et miner la gloire allemande : la France qui tira l'épée pour la protection des faibles et versa son sang pour des causes généreuses. On peut se réjouir de l'écroulement de l'Empire; mais ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que l'écrasement de l'influence française, telle qu'elle apparut aux beaux jours de son histoire, n'est pas seulement un malheur pour ce pays, mais pour toute l'Europe, où elle tenait le despotisme en échec.

Accabler un peuple malheureux sous le poids de ses fautes, c'est une tâche qu'il faut laisser aux âmes avilies des flatteurs du succès. Il serait plus juste, en ce moment où le blessé gît baigné dans son sang, de nous souvenir qu'il ne permit pas toujours aux despotes et aux aventuriers de disposer de lui selon leur caprice, et qu'abandonné à ses propres instincts, il fit parfois des choses grandes et belles, dont l'humanité doit lui être reconnaissante. Toutes les

victoires ne feront pas que le souvenir des pages lumineuses de l'histoire française soient effacées à jamais. Avec ou sans ses anciennes frontières de l'Est, la France sera toujours une grande nation si elle sait ressaisir son influence européenne par un retour vers son vrai génie, qui ne fut pas la conquête, mais l'émancipation des peuples. Ce qui restait de libertés publiques et de respect du citoyen dans les États du droit divin n'était dû qu'à la peur du libéralisme français.

Telle qu'elle vient de se constituer, la nation allemande, encore dans l'enfance des droits politiques, ne peut pas prétendre à remplacer en Europe ce qu'elle a cru écraser de la France et ce qui surnagera malgré tout : le sentiment inné de la dignité et la conscience des droits de tout individu dans l'État. Si elle ne sait pas arracher un à un tous les droits aux féodaux qui disposent de ses destinées, elle demeurera, malgré ses victoires, une nation inférieure par ses ambitions.

Mais telle est la malédiction de la guerre,

même triomphante, qu'elle étouffe la raison et la noblesse des sentiments ; elle habitue les peuples à se confier aveuglément à la force brutale, qui devient ainsi souveraine maîtresse de leurs destinées. Déjà l'éminent Virchow, savant de premier ordre en même temps que citoyen des plus éclairés, a fait sourire les Prussiens par son refus motivé de toute candidature au Parlement du nouvel Empire. « Pendant quinze ans, écrivait-il à ses élec- » teurs, j'ai monté la garde auprès de la Con- » stitution ; laissez-moi désormais consacrer » mon temps à des travaux plus utiles. » C'est que cet homme remarquable sentait bien que l'Allemagne militaire ne se laisserait plus diriger dans la voie du progrès par des hommes de sa trempe. Il prévoyait qu'avec les armées victorieuses, le bon plaisir des gouvernants, soutenus par un aveugle enthousiasme, faisait son entrée dans la patrie ; il avait vu sombrer la popularité de l'illustre Jacoby, coupable d'avoir voulu remonter le courant fatal, et ne se souciait point de négliger ses travaux

scientifiques pour des chimères. Il se doutait que le traité de Versailles, en renvoyant la landwehr dans ses foyers, ne rendrait pas à la nation victorieuse la conscience de ses droits à l'intérieur que l'illustre député défendit constamment, et que, ce qu'il fit pour la patrie restreinte d'autrefois, il ne pourrait plus le tenter désormais sans se heurter contre le chauvinisme, décidé dorénavant à s'en rapporter pour tout et toujours au génie du prince de Bismark et du comte de Moltke.

L'avenir nous montrera si l'Allemagne a la sagesse de s'affranchir du militarisme ou si elle est destinée à succomber sous le poids de son organisation militaire. Les peuples allemands sont encore dans l'ivresse du succès qui les empêche de tourner leurs regards vers l'avenir ; mais, à moins de proclamer leur propre déchéance, il faudra bien qu'ils envisagent un jour ou l'autre la situation créée par cette guerre. Sous les yeux de ce qui reste des générations qui viennent de s'égorger, va grandir une génération nouvelle, préparée à la lutte et

à la destruction; on épuisera les ressources du pays en organisant d'un côté la revanche, et de l'autre la conservation de la victoire; les deux grandes nations n'auront qu'un but, je le crains, le rétablissement du prestige militaire chez l'une, le maintien de ce même prestige chez l'autre. Et en flattant ces instincts, les gouvernants, si tel est leur bon plaisir, auront beau jeu pour confisquer la liberté au nom de la gloire militaire.

Il faut être halluciné pour croire que le monde pourra s'occuper désormais d'autres choses que de soldats. L'Allemagne, menacée non-seulement par la douleur française, mais encore par la jalousie des autres nations, payera ses victoires par des inquiétudes incessantes qui mineront sa prospérité. L'Empire allemand, créé par la force, ne pourra se maintenir que par le développement toujours croissant de son organisation militaire. L'industrie se réfugiera toute tremblante sous l'épaulette protectrice de M. de Moltke; le commerce, anxieux des éventualités, payera de grand cœur tous les impôts militaires,

si écrasants qu'ils soient, pourvu que l'armée reste à la hauteur des événements futurs. Avec les troupes victorieuses, le chauvinisme impérial, conquis en France avec le reste, fera son entrée dans toutes les villes de garnison ; ce qui reste de princes de l'ancienne Confédération germanique régnera sous la surveillance de l'Empereur, comme sur le pied guerrier. Depuis les Alpes jusqu'à la Baltique, les peuples contempleront d'un œil attendri les généraux que la guerre a mis en évidence; la poésie allemande, renonçant aux qualités qui firent sa gloire, se contentera d'épopées et de cantates ; la musique allemande s'absorbera dans les marches militaires; les arts seront consacrés à l'apothéose du soldat, et les nobles travaux de la pensée pèseront moins qu'un ordre du jour. Le militarisme, sauvegarde de la fortune, de l'industrie et du commerce, dominera tout, réglera tout, enflammera tous les cœurs et conquerra toutes les sympathies.

Voilà ce que l'Allemagne aura conquis, sans s'en douter, si l'esprit populaire ne se réveille

à temps pour empêcher ce débordement de la force armée, si, en dehors de l'unité militaire, œuvre des circonstances et qui a placé tous les soldats sous un même chef, elle ne parvient pas à constituer son unité libérale, qui réunira tous les esprits dans une même pensée d'émancipation. Si la nation allemande ne cherche pas à vaincre la France ailleurs que sur les champs de bataille, elle ne pourra greffer sa puissance que sur le glaive des empereurs, glaive à deux tranchants qui, en même temps qu'il abat l'adversaire, blesse la main qui le brandit.

C'est de cette vérité qu'il faut se pénétrer avant de s'enorgueillir outre mesure des succès militaires. Une bataille gagnée ne peut être un sujet d'orgueil national qu'autant qu'on combat pour l'indépendance. Mais on n'a pas d'exemple qu'un peuple ait fondé ses libertés par des guerres prolongées, qu'une nation ait eu souci de ses institutions intérieures, quand elle était forcée de surveiller constamment ses frontières. Napoléon III, qui avait le génie du mal, le savait si bien, qu'il fit entretenir en France l'inquiétude

de l'Allemagne, pour détourner le pays des affaires publiques. L'avenir de l'Allemagne dépend désormais du bon plaisir de ses gouvernants. S'il leur convient d'empêcher les peuples de formuler des demandes indiscrètes, les hobereaux n'auront qu'à lui montrer les points noirs du côté de la France, pour faire rentrer le troupeau consterné dans l'obéissance la plus complète. Le peuple prussien a déjà donné cet exemple ahurissant après les victoires de 1866, qui jetèrent les esprits les plus éclairés dans les bras de M. de Bismark. Les libertés publiques furent aplaties sous les murs de Kœnigsgrætz en même temps que les armées autrichiennes. Cette soudaine servilité, succédant à une opposition des plus véhémentes, trouva son excuse dans le besoin, universellement reconnu, de reconstituer avant tout l'unité allemande. Mais à présent que cette unité est faite, ou à peu près, la nation trouvera-t-elle pour combattre à l'intérieur l'énergie qu'elle a déployée pour guerroyer à l'extérieur?

Malheureusement tout me porte à croire que

l'Allemagne n'en est pas encore arrivée à cette apogée d'un peuple libre. Le sentiment de la subordination quand même, qui fait les armées victorieuses, fait également les citoyens dociles. Tout Allemand vient au monde avec la conviction de son infériorité vis-à-vis de son supérieur, et il ne s'en défait jamais absolument ; il suce cette conviction avec le lait, grandit sous la discipline paternelle, se perfectionne à l'âge de vingt ans par la discipline militaire, et crée, à l'âge d'homme, des êtres tellement disciplinés à leur entrée dans le monde qu'ils ne se permettraient pas de revendiquer le sein de la nourrice avec plus d'impétuosité qu'il ne convient à un citoyen docile et obéissant, ayant conscience de son infériorité sociale.

Le Français, lui, est une créature d'une tout autre espèce ; il a les défauts contraires ; il se trouve, dès sa naissance, en opposition permanente avec tout le monde ; dès son apparition sur la terre, il s'étonne de ne pas être général de division pour le moins ; sa première bonne est la première forme de gouvernement qu'il

voudrait renverser, son premier professeur est le premier despote qu'il écrase sous le poids de son mépris ; adolescent, il se demande si son père ne viole pas les égards auxquels a droit un citoyen libre ; homme, il ne rêve qu'à renverser le pouvoir qui l'humilie quand même, et quand il n'a pas fait deux ou trois révolutions, il meurt avec le regret d'avoir failli à ses destinées.

De la fusion de ces deux races diamétralement opposées eût pu naître le bonheur pour les deux peuples ; tandis qu'abandonnés à leurs défauts, divisés à jamais par la guerre, ils périront peut-être tous les deux, l'un par l'aveugle subordination, l'autre par la révolte constante contre tout pouvoir constitué. La France eût communiqué à l'Allemagne sa fière revendication des droits du citoyen, tandis que l'Allemagne eût appris à la France que, s'il y a des droits à revendiquer, il y a aussi des devoirs à remplir.

Le devoir! Voilà le grand secret du développement de la monarchie prussienne. C'est la base de sa force. Les populations allemandes qui, par leurs aspirations despotiques, sont de

beaucoup inférieures à la race française, lui sont supérieures par la conviction innée du devoir que leur impose la société. Le Français, emporté par son sang et les souvenirs de ses révolutions, ayant très-certainement la conscience de la dignité du citoyen comme aucun peuple du monde, se précipite, avec l'ardeur qui lui est propre, vers son but, sans se demander s'il ne se cassera pas les reins au premier obstacle. Pour se convaincre de son erreur, il faut absolument qu'il se soit cassé quelque chose. L'Allemand, lui, ne connaît pas ces ardeurs généreuses, mais, en revanche, il sait que la société dans son ensemble impose des devoirs dont personne n'a le droit de s'affranchir, et cette conviction est à ce point enracinée dans les esprits qu'il en supporte les exagérations, et que, de peur de se casser quelque chose, il reste tranquillement en place et se confie à ceux qui le gouvernent. Aujourd'hui le grand danger pour les deux peuples à la fois, c'est que le vaincu veuille aveuglément imiter le vainqueur, tandis que l'autre, ne

consultant que le résultat acquis, dédaigne ce que le peuple malheureux pourrait encore lui enseigner de vraiment grand et de vraiment utile; il en résultera que la France s'appropriera des institutions qui sont en opposition avec son caractère et que l'Allemagne, confite dans sa gloire comme un hareng dans la salaison, n'apprendra jamais rien de ses voisins.

Il est à craindre que désormais l'Empire allemand se croie, à tous égards, aussi supérieur à tous les Etats de l'Europe, qu'au début de cette guerre la France se croyait pour tout et par tout supérieure à ses voisins. La vérité est qu'aucune des deux nations n'en est arrivée à ce point culminant de son existence où elle pourra regarder l'autre avec un juste dédain. Ce qui manque encore aux races germaniques, c'est la soif de l'émancipation personnelle de tous les vieux préjugés qui, parfois, déborde dans le tempérament français, mais où, très-certainement, il puisera la régénération de la patrie, le jour où il se convaincra que ce travail ne peut s'accom-

plir que lentement, graduellement, sans secousses violentes, par l'œuvre de la paix et non par les fusillades de l'émeute. L'Allemagne pourrait encore apprendre de la France que les prérogatives de la naissance, pas plus que les dissentiments religieux, ne doivent être un empêchement pour les esprits ; elle pourrait puiser dans les pages lumineuses ou terribles de l'histoire française cette vérité, qu'un peuple doit préférer aux enivrements de la gloire militaire, qui abaissent l'esprit public, la gloire autrement grande de s'imposer par les idées ; gloire impérissable qui reste debout quand les armées succombent sur les champs de bataille.

En revanche, l'Allemagne pourrait enseigner à la France que la subordination de tout citoyen aux intérêts communs et l'ordre de l'administration peuvent seuls sauver une nation à l'heure des grandes crises.

Ce qui est vaincu en France, ce sont quarante millions d'hommes, exploités par une administration coupable et ne se sentant pas enflammés d'un même idéal ; c'est l'absence de cette soli-

darité qui fait battre tous les cœurs pour une même cause et met les aspirations personnelles au-dessous de l'intérêt général. Ce qui a vaincu, ce n'est pas le nombre, mais bien plutôt cette organisation lentement échafaudée et en voie de perfectionnement continu grâce à la stabilité du gouvernement qui, n'ayant pas à veiller à son propre maintien, peut s'occuper des affaires publiques, et dont les fonctionnaires, depuis le plus grand jusqu'au plus infime, ne sont pas déconcertés dans leur zèle par cette pensée que demain peut emporter les chefs auxquels ils obéissent aujourd'hui.

Cette administration ne peut pas se créer par décret. Elle naît de la sagesse du peuple plutôt que du génie d'un gouvernement; elle trouve sa source dans l'estime que les peuples allemands ont pour ceux qui servent l'État, tandis qu'en France, où l'on est en hostilité permanente avec le pouvoir, c'est presque un crime que de le servir. A leur tour, les fonctionnaires prussiens puisent dans cette estime des peuples une consolation à leur pauvreté et un encouragement à

remplir leur devoir; ils savent qu'ils n'ont rien à espérer d'un bouleversement radical et que le seul moyen de parvenir n'est pas de compter sur les hasards des révolutions, mais bien sur un travail lent et persévérant, sur l'accomplissement d'un devoir impérieux non envers une personne, mais envers l'État, sentiment qui chez eux s'appelle le dévouement au roi et que les peuples tout à fait libres appellent le dévouement à la patrie.

Voilà la vérité vraie. Si l'administration française n'avait pas été pendant vingt ans toujours préoccupée du maintien d'un gouvernement toujours menacé, elle eût consacré son temps aux affaires publiques; elle eût bâti des écoles; elle se fût renseignée tout en donnant aux autres le désir de s'instruire; elle n'eût pas entretenu le pays dans les hallucinations du passé; elle fût restée debout à l'heure de la crise au lieu de s'écrouler en même temps que le pouvoir chimérique dont elle mettait les intérêts au-dessus de ceux de la nation.

Il est temps de laisser là les illusions pour se

rendre compte de la réalité. Des philosophes d'estaminet ont voulu voir la source des malheurs dans la *Belle-Hélène*, les petits journaux spirituels, les courses de Longchamps et autres frivolités agréables. Mais on remplacerait Offenbach par Richard Wagner, le Jockey-Club par une réunion de théologiens, et les feuilles légères par un traité sur l'immortalité de l'âme, que très-certainement l'on ennuierait la nation française, sans toutefois la guérir de ses blessures.

XXII

La nation française est encore trop abattue par l'épouvantable catastrophe qu'elle vient de subir pour pouvoir, avec le calme voulu, en peser les causes et mesurer les effets. Son premier mouvement, après la conclusion de la paix, fut un mouvement de colère très-naturel au lendemain de telles épreuves, et la haine du nom allemand prit, à Paris surtout, des proportions telles, et se traduisit par des manifestations si mesquines, que la France ne pouvait s'y com-

plaire éternellement sans danger pour un grand peuple, dont la dignité doit demeurer au niveau de ses douleurs.

Avant de regarder au delà de ses frontières, il faut que la France se contemple elle-même ; avant de songer à reconstituer sa grandeur militaire, il faut qu'elle efface les traces de l'Empire ignorant et désordonné. L'auteur de ce livre donnerait sa vie de grand cœur si ce sacrifice d'une piètre importance pour l'humanité pouvait renverser la muraille chinoise, faite de haine et de sang, que la guerre vient d'élever entre deux grands peuples pour lesquels il avait rêvé l'union basée sur l'estime mutuelle. Malheureusement, cette union est à jamais perdue. L'aveuglement de la victoire, d'une part, l'aveuglement de la douleur, de l'autre, rendront tout rapprochement impossible, et il faudra nous résigner à voir fleurir au centre de l'Europe un état de choses dont on souffrira plus encore que de la guerre elle-même ; et ce malaise sera d'autant plus général et plus prolongé, que l'Allemagne, forte de ses succès, fermera l'oreille à la raison, et que la

France ne retrouvera pas de sitôt le sang-froid nécessaire pour remonter à la vraie source de ses malheurs, dont la défaite par les armes allemandes n'est qu'une des causes et non la cause unique.

La première est que la France est restée stationnaire, tandis que d'autres peuples, moins bien doués, ont mis leur amour-propre à marcher avec l'époque. Depuis de longues années, la nation française vit de ses souvenirs : tantôt de ceux de la première République, tantôt de ceux du premier Empire. Au lieu de chercher à prendre la première place dans les sociétés modernes, elle s'est contentée de remonter éternellement le cours de son histoire, suivant que les faits politiques l'ont entraînée vers les traditions de 1789 ou vers celles de 1806. Toujours préoccupée de son passé, elle a négligé le présent, et n'a pas senti qu'une nation qui se meut éternellement dans le même cercle demeure immobile tout en ayant l'air d'avancer.

La faute n'en est pas seulement aux deux Bonaparte, qui, deux fois, en un siècle, ont con-

fisqué le génie libéral et civilisateur du peuple pour lui substituer une gloire passagère ; mais encore à l'impétuosité de la nation, à ses dissentiments intérieurs, à son dédain de tout ce qui n'est point français. Il est grand temps que la France cesse de se bercer de chimères, et qu'elle envisage la réalité avec cette mâle résignation qui sied aux grandes infortunes. Elle s'est trompée jusqu'ici par l'exagération de ses merveilleuses qualités et la négation de ses énormes défauts. Il faut qu'elle reconnaisse que s'il n'est pas de nation mieux douée qu'elle, il n'en est pas qui sache moins tirer parti de son génie national. Aucune, dans l'univers, ne possède au même degré l'intuition de l'émancipation, aucune, par contre, ne laisse aussi facilement escamoter sa vraie grandeur au profit d'une influence factice. Je ne sais pas de race plus apte à toutes les gloires et plus disposée à tous les défaillances.

Que la France ait enfin le bon sens de reconnaître ses défauts, qui paralyseront éternellement ses qualités hors ligne, et elle se con-

vaincra que l'absence d'un même idéal, le manque d'unité politique, en divisant toujours la nation, l'empêche de coaliser ses forces en vue de la grandeur et de la prospérité de la patrie. Si, dans sa douleur, elle peut puiser le sentiment de ses faiblesses et comprendre qu'il lui faut remplacer, dans la vie sociale, la théorie qui demeure dans le domaine de l'oiseuse discussion par la pratique d'où jaillit la lumière, elle n'aura pas acheté trop cher cette régénération, et elle en sortira plus radieuse que jamais.

Depuis la fin du dernier siècle, la France, livrée à toutes les tempêtes, dévorée par toutes les ambitions personnelles, en est encore à chercher son idéal. Victime tantôt des despotes de la rue qui demandent toutes les licences, tantôt des despotes du trône qui confisquent toutes les libertés, elle se relève toujours plus meurtrie, pour retomber encore dans les mêmes errements. Son génie ne peut se retrouver que dans l'alliance de toutes les forces divisées qui se sont combattues jusqu'à ce jour, dans l'éta-

blissement de l'autorité acceptée de tous, se basant sur la liberté pratique et servant tous les intérêts. Elle ne peut renaître que par la conciliation, dans l'intérêt de la patrie commune, de tous les partis qui la déchirent en attendant qu'un aventurier de passage l'achève plus sûrement que les armées victorieuses de l'Allemagne. Si la République, sincèrement adoptée et loyalement servie par tous dans l'intérêt général et non en vue des ambitions personnelles, pouvait donner à la France cette homogénéité d'idées qui lui manque, il faudrait l'acclamer de toute la force de notre conviction. Mais le malheur de la République française est de toujours surgir au milieu de désastres, alors que toutes les passions sont déchaînées et que leurs débordements fraient une route sûre à tous les despotismes. Si, comme l'expérience ne l'a que trop prouvé, elle ne doit être que le renouvellement des discordes intérieures, la forme du gouvernement aurait seule changé, mais le danger serait resté le même. Le gouvernement personnel, dont Napoléon III fut la triste incarnation, existe

ailleurs que dans les rangs bonapartistes; il est partout où la voix d'une minorité cherche à dominer la voix populaire. Où cesse la subordination du citoyen à la chose publique, commence le fléau du pouvoir autoritaire, quel qu'en soit le nom.

La France en est arrivée à ce moment critique où il lui faut se constituer en un Etat et non en une infinité de fractions se combattant et s'annihilant les unes les autres. En considérant l'histoire de ce siècle, elle trouvera, comme je l'ai dit plus haut et comme on ne saurait trop le redire, la cause première de ses désastres dans ses divisions intérieures qui finalement l'ont livrée à l'homme qu'elle accuse de ses malheurs. Le temps qu'elle a mis à réparer, les autres peuples l'ont employé plus utilement à rendre stable leur organisation, ce qui fait qu'à l'heure de la crise, elle n'a trouvé pour la soutenir rien de ce qu'elle aurait pu certainement échafauder en un demi-siècle de labeur patient et de développement graduel.

Si la France ne trouve pas un gouvernement

dont la sagesse et l'indulgence rallient les forces divisées, qui lui rende la paix à l'intérieur avant la gloire à l'extérieur, élargisse le cercle de la vie intellectuelle avant de vouloir élargir les frontières, construise des écoles avant de construire des casernes ; si, au lieu d'apprendre ce qu'elle ignore, elle continue à dédaigner ce qu'il lui faut savoir ; si, de cataclysme en cataclysme, elle tombe dans l'épuisement, elle verra s'amoindrir son prestige, tandis que le peuple allemand, qui base son avenir sur un progrès lent mais sûr, verra grandir le sien. La France vaincue, c'est cette grande nation lancée dans la voie des utopies, bercée de chimères aussi bien par ceux qui l'ont bâillonnée que par ceux qui l'ont entretenue dans des hallucinations déplorables. La France vaincue, c'est ce peuple léger, épris du passé, dédaigneux du présent, divisé, meurtri par ses dissentiments intérieurs, qui n'a pas, en cinquante ans, pu se mettre, une seule fois, en communion d'idées pour travailler à la prospérité de la patrie. Il n'est pas d'exemple dans

l'histoire qu'un peuple ait pu résister à une telle désorganisation, toujours renouvelée, de ce qui constitue sa force vitale. Au bout de ces luttes, qui menacent sans cesse la sécurité du pays, il y a la ruine certaine et l'écroulement fatal.

Mais il est une autre France, grande et respectée, moins pour ses victoires et conquêtes, presque toujours suivies de désastres, que pour ses idées libérales, qui l'imposaient à l'admiration du monde. Celle-là, succombant, hélas ! toujours sous les coups d'Etat des despotes de la rue ou du trône, apparaît de loin en loin, dans toutes ses splendeurs, sur la scène politique, et symbolise l'affranchissement de l'esprit humain, la déroute des préjugés sociaux ou religieux, le triomphe des idées et de la civilisation. Cette France, il faut qu'elle surgisse du désastre, car elle seule pourra rendre à la nation la sympathie du monde et conquérir l'Europe par la liberté, plus sûrement que par l'épée. Si, comme j'en ai la ferme conviction, cette France-là peut renaître de ses malheurs, il nous faudra l'aimer de toute la force de notre âme,

car elle rendra nécessairement à l'Europe ce principe de vitalité que la guerre semble avoir à jamais englouti et d'où dépend le bonheur des peuples.

Voilà le seul terrain sur lequel la France et l'Allemagne doivent lutter avec acharnement et sans trève, avant que le pays éprouvé puisse songer à de sanglantes revendications. M. de Bismark n'est pas encore au terme de son œuvre, là où un homme d'Etat peut se bercer désormais dans la gloire du fait accompli. Après les premiers enivrements des grandeurs militaires, la nation allemande, qui vient d'atteindre son idéal, la reconstitution de son unité sous un empereur, s'en créera peut-être un autre — tout est possible — qui serait de conquérir ses libertés, lentement, graduellement, avec cette ténacité propre au caractère allemand. Si ce miracle s'opérait parmi les races germaniques, tandis que la France, toujours divisée, toujours déchirée, verrait peut-être son génie libéral englouti de nouveau pour de longues années, l'estime des peuples serait définitivement acquise à

l'Allemagne. Que la France y prenne garde ! Une nation se relève toujours à un moment donné de ses défaites militaires, mais si, dans le cours des événements, la France se laissait distancer par ses voisins sur le terrain des libertés sages et possibles, ce jour-là elle serait vaincue à jamais devant l'histoire !

ÉPILOGUE.

Ce livre était sous presse quand éclata l'insurrection du 18 mars, et bien que l'auteur soit obligé d'avouer, qu'à l'heure actuelle, certaines pages lui semblent singulièrement démodées et lui font l'effet d'un ironique anachronisme, il n'a pas voulu changer une ligne à ces impressions, écrites, pour ainsi dire, sous la dictée du canon, pendant la plus effroyable guerre qu'on ait encore vue et que la Commune s'est donné la triste mission de réhabiliter.

Il peut, en effet, paraître puéril aujourd'hui d'insister sur les tristesses d'un carnage international, après les horreurs et les crimes de la guerre civile. A cette poignée de misérables, se disant Français et pratiquant au nom de la liberté qu'ils ont tuée pour de longs jours, il appartenait de rendre la guerre presque intéressante en démontrant à l'univers indigné qu'il peut y avoir des abominations plus répugnantes que celles dont offre le spectacle un égorgement de huit mois entre deux grands peuples.

Le règne néfaste de la Commune, ses crimes et ses vilenies auront eu pour résultat d'ajourner indéfiniment l'émancipation des peuples, aux aspirations libérales desquels le despotisme répondra par les objections commises, sous couleur de libéralisme, dans cette pauvre ville de Paris, incendiée, dévastée, désolée, mutilée à ce point que de longues années suffiront à peine pour effacer les traces de tant d'excès et laver la tache faite à son honneur. Car, quoi qu'elle fasse pour répudier les scélé-

rats dont elle a subi la domination nauséabonde, elle ne pourra jamais se défendre d'une certaine part de solidarité.

Que Paris s'interroge sévèrement et, la main sur la conscience, il sera forcé de reconnaître que sa légèreté, survivant aux épreuves du siége, et son esprit frondeur, primant le patriotisme dans la grande crise que la France a traversée, ont, par le choix systématique de certains mandataires à l'Assemblée de Bordeaux, transformé en chefs d'émeute quelques individualités subalternes qui, livrées à leurs propres forces, eussent végété dans une obscure et inoffensive médiocrité. Ce qui survit au sac de la grande ville peut, à bon droit, reprocher aux Parisiens d'accorder cette popularité dangereuse à des hommes dont le seul mérite est l'exaltation calculée et, pour ainsi dire, à froid, de leurs opinions.

L'esprit frondeur, ce trait saillant du caractère parisien, qui trouve un malin plaisir à encourager les violences d'une opposition systématique, est, cette fois encore, le complice

inconscient des misérables dont les agissements ont conjuré sur Paris le plus épouvantable désastre que son histoire ait encore enregistré. L'insurrection du 18 mars date, en réalité, du jour où la surexcitation toujours croissante de la population parisienne présenta la conclusion d'une paix inévitable comme une forfaiture et, par ce fait, livra de nouveau le principe d'ordre et d'autorité à la haine d'une populace affolée par la guerre, armée d'excellents fusils et pourvue d'une artillerie formidable. De ce mépris ouvertement témoigné, par la plume, par la parole et par les actes, à des hommes qui s'étaient patriotiquement imposé l'ingrate et difficile mission de gouverner la France, après tant de désastres, de ce mépris à la révolte armée contre le pouvoir, il n'y avait qu'un pas. Ce pas, la populace, conduite par des ambitieux et des insensés, l'a franchi, la torche à la main, pour réduire en cendres les monuments qui témoignaient de la grandeur nationale et que l'Europe entière enviait à la reine de la civilisation.

Si coupables que soient les malfaiteurs de la Commune, leurs crimes sont l'œuvre de Paris, dont l'engouement a mis en leurs mains un pouvoir qu'ils n'auraient jamais assumé sans le concours complaisant d'une population toujours prête à acclamer les vulgaires entrepreneurs de désorganisation sociale, source première de la dissolution des peuples. Les dissentiments qui, loin de s'effacer ou, tout au moins, de s'ajourner en présence du deuil national, la complicité des intelligences qui, au lieu de chercher à les éteindre, les ont attisés, ces deux causes ont préparé l'émeute du 18 mars et, partant, l'horrible guerre civile dont le monde est encore épouvanté. Les partis se sont rués avec rage sur la patrie expirante et l'ont mise en lambeaux. Tous sont coupables devant l'histoire, non sans doute au même degré, mais moralement, des douloureuses convulsions où la France s'est débattue. Ces passions, déchaînées au lendemain d'une catastrophe nationale, ont grossi les rangs de la populace, où se recrute le personnel classique des insurrections, d'une

légion d'auxiliaires égarés par des intolérances qui ressemblaient à des défis. Ce qui n'eût été qu'une émeute de pillards et d'assassins toujours prêts à profiter du désordre est devenu, par le fanatisme des uns aussi bien que par l'exaltation des autres, la plus odieuse, la plus sanglante et la plus lugubre des guerres civiles.

Mais, si révoltée que soit la conscience humaine au spectacle de tant d'horreurs, elle ne peut se défendre d'une pitié profonde envers les malheureux qui, sous le drapeau de la Commune, ont cru naïvement combattre pour la patrie, qu'on leur disait trahie et vendue. Toutefois, cette pitié ne saurait s'étendre aux misérables qui, sciemment, dans un but d'ambition personnelle ou dans un sentiment de haine contre la société sourde à leurs prétentions et rebelle à leur vanité outrageante, ont conduit l'émeute, pillé les églises et réduit en cendres les monuments historiques, éternel orgueil de la France. Pour ceux-là, ni excuse, ni indulgence; et les peuples civilisés, en les chassant de leur foyer,

montrent à la conscience satisfaite que la liberté ne veut pas couvrir le crime, de quelque déguisement qu'il s'affuble, et que, pour être digne de l'hospitalité d'un peuple libre, la première condition est d'être honnête homme. Il faut que cette tourbe succombe sous l'exécration universelle et que l'honneur public, outragé par tant de crimes hideux, se détourne ouvertement d'hommes qui ne représentent que la honte, la bassesse et la trahison. A ces hommes qui, par leur sanglante folie, ont réhabilité la plus atroce des guerres, qui sont criminels non-seulement envers leur pays, mais envers l'humanité tout entière, à ces hommes appartient le mépris des générations présentes et le dégoût des générations futures. Il ne peut être question ici du respect que l'on doit aux vaincus. Ces assassins, ces pillards, ces incendiaires sont vaincus à la façon des malfaiteurs à qui le gendarme met la main au collet. Leur châtiment est le triomphe de la morale et de la justice, et la pitié que nous dépenserions pour eux serait un vol fait à des créatures plus dignes de notre commisération.

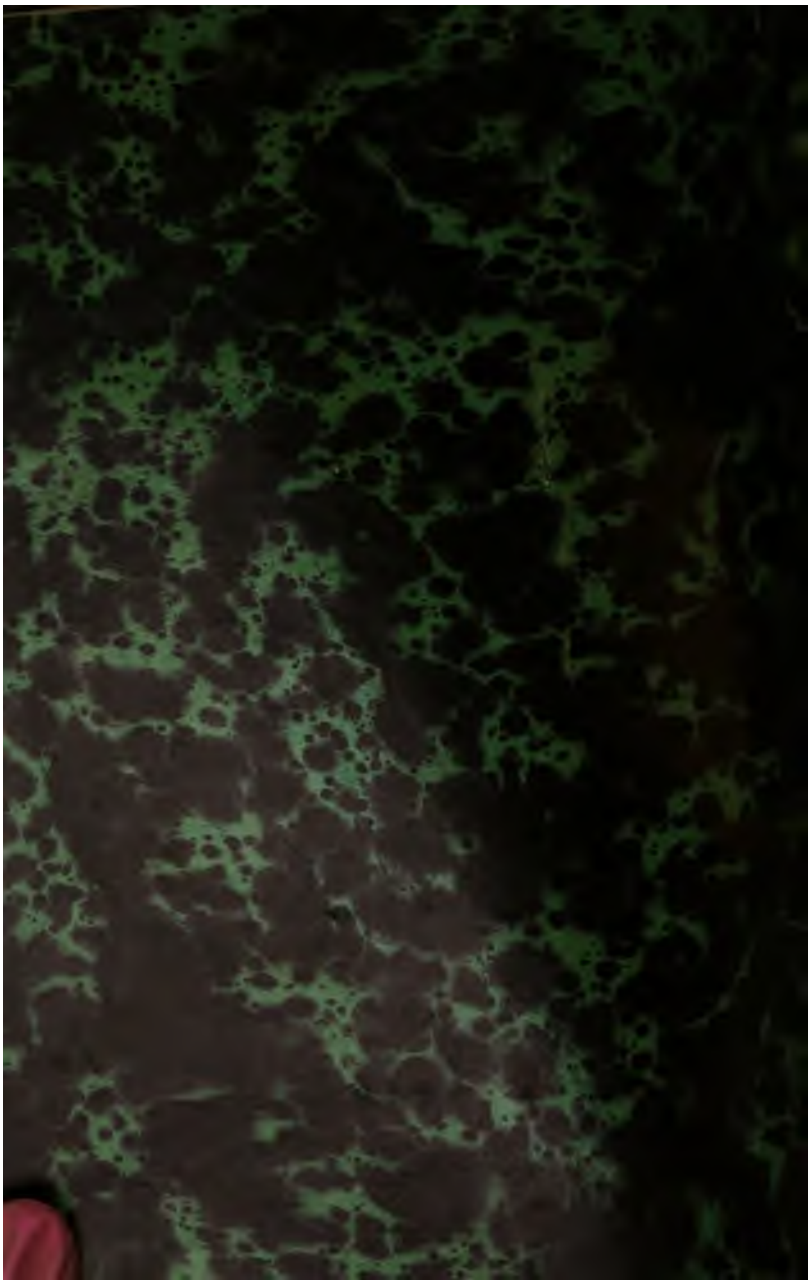
Il était écrit que cette guerre conjurée *d'un cœur léger* imposerait à la France toutes les douleurs et toutes les humiliations. On ne peut songer à tant de souffrances subies en si peu de temps par un peuple malheureux, sans que le cœur se serre sous le coup d'une émotion indescriptible. La France avait été terrassée sur les champs de bataille, mais son honneur était resté debout : il semble que les bandits du 18 mars eussent fait la gageure d'abaisser la nation vaincue au rang d'une nation perdue. Des décombres fumants de Paris, le maréchal de Mac-Mahon n'a pu sauver que le corps de la France, horriblement mutilé par ceux qui se disaient ses enfants ! Pour guérir tant de blessures, ce ne sera pas trop du concours du pays tout entier. Mais s'il arrivait qu'après cette dernière épreuve, dont la seule pensée met la rage au cœur et les larmes dans les yeux, le peuple français ne sentît point la nécessité de se grouper en un seul faisceau, pour travailler à l'œuvre de sa régénération, il faudrait désespérer du pays à la fois le plus privilégié et le plus malheureux

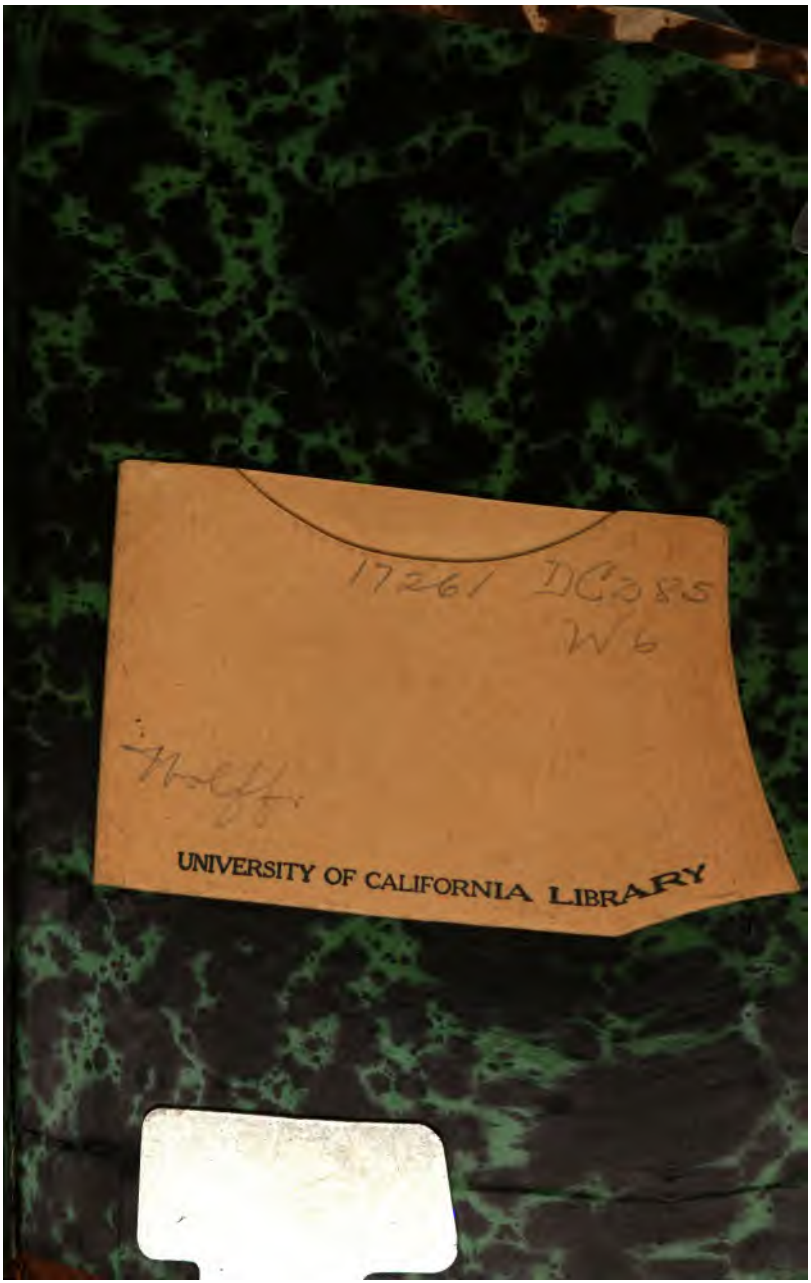
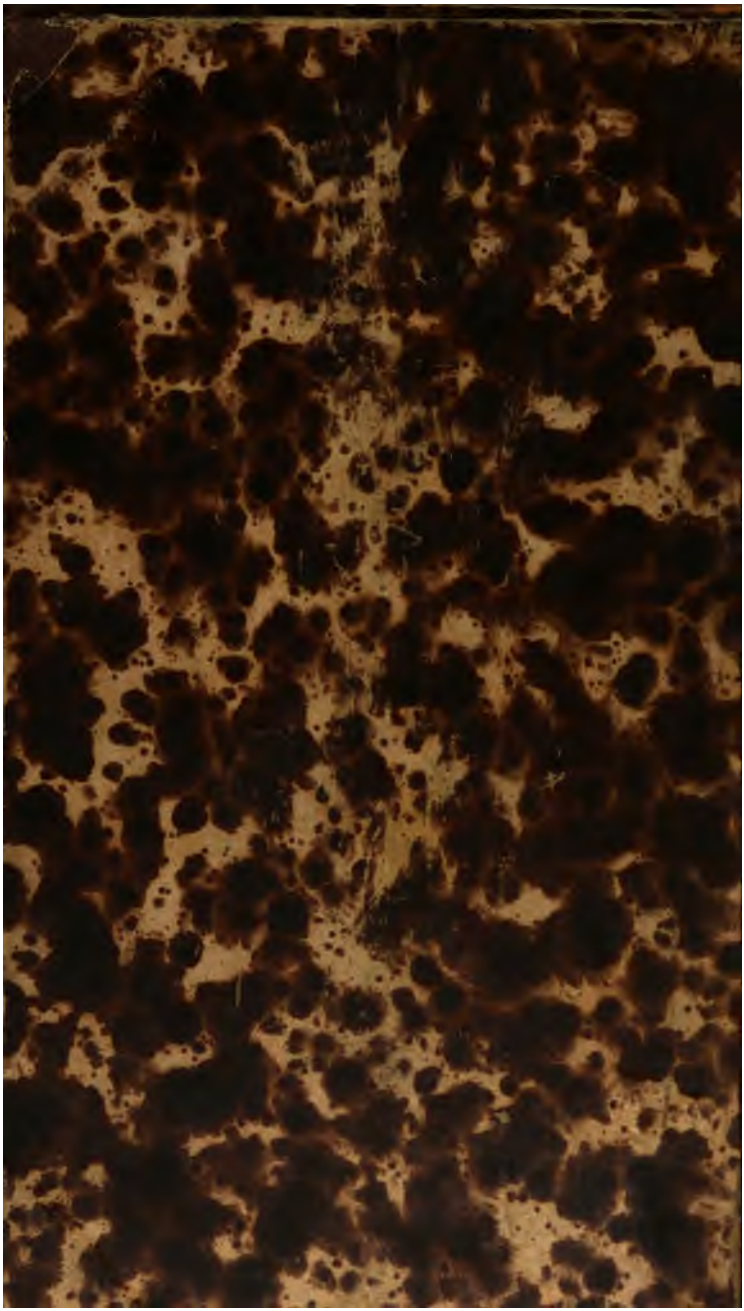
du monde. L'insurrection du 18 mars impose à la France une tâche autrement difficile que la défaite de ses armées. Aussi désormais devra-t-elle subordonner les blessures que la guerre étrangère a faites à son amour-propre aux blessures que la guerre civile a faites à son honneur ; au lieu de regarder par delà ses frontières, contempler les ruines fumantes et le sol ensanglanté de Paris, et se dire qu'avant de songer à une revanche militaire, il lui faut prendre une revanche sociale par devant l'histoire de la civilisation !

Bruxelles, juin 1871.

A. W.

FIN.




17261 DC085 W6
UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY